MORETO.

Le théâtre espagnol, dont la richesse est en quelque sorte proverbiale, est loin d'être aussi connu que sa célébrité pourrait le faire supposer. Depuis deux cents ans, l'opinion de l'Europe a changé plus d'une fois en ce qui le concerne, et ses titres de gloire ont été bien diversement appréciés, suivant les variations qu'ont éprouvées le goût et les doctrines littéraires. Au commencement du XVIIe siècle, à l'époque où l'Espagne, déjà sur son déclin, était pourtant encore la première des puissances, où ses usages, ses modes, sa langue, régnaient dans toutes les cours, où elle imposait aux autres pays les principes, les caprices même de sa littérature, presque au même degré que la France l'a fait depuis; à cette époque, son théâtre était l'objet d'une admiration universelle. Les immortels ouvrages des Lope de Vega, des Calderon, et même de leurs émules moins fameux, avaient à peine paru, qu'ils étaient traduits au-delà des Pyrénées, et que des imitations plus ou moins heureuses les reproduisaient sur les scènes étrangères. C'est par ces imitations que le grand Corneille commença sa brillante carrière, et tout le monde sait qu'il puisa dans les ouvrages de deux poètes espagnols du second ordre non-seulement l'idée, mais les principaux développemens et même les traits les plus saillans de la première tragédie et de la première comédie vraiment dignes de ce nom qu'ait possédées la France.

Cet état de choses changea bientôt. La puissance et le génie abandonnèrent à la fois le sol de l'Espagne, opprimée par un despotisme ignorant. La France, au contraire, sortant des discordes civiles qui avaient long-temps arrêté ses progrès, s'éleva en un moment, à l'ombre du pouvoir absolu, mais vigoureux

et éclairé de Louis XIV, à un degré de force et de gloire qu'il eût été impossible de prévoir. Elle devint pour quelque temps la première des nations par la politique et par la guerre; elle obtint par les lettres et par les arts une suprématie plus durable.

De même que la littérature espagnole un peu auparavant, ce fut surtout par la poésie dramatique que la littérature française s'éleva à ce point de splendeur et de prééminence. Il est à remarquer que dans tous les temps cette branche de la poésie, celle qui représente le plus exactement le caractère moral et l'organisation sociale des peuples, a été l'instrument le plus efficace et le plus actif de cette influence qu'ils sont appelés à exercer les uns sur les autres par les travaux de l'intelligence.

Né en quelque sorte, comme nous le rappelions tout à l'heure, du théâtre espagnol, le théâtre français n'avait pas tardé à entrer dans une voie toute différente, plus conforme à l'esprit, au goût, aux habitudes de la nation, à la nature même de son idiome. Racine et Molière consommèrent cette révolution; entre leurs mains, la tragédie et la comédie prirent ces formes rationnelles et régulières qu'elles n'avaient jamais eues à nn égal degré, même chez les anciens. L'Europe, éblouie à l'aspect des chefs-d'œuvre éclatans qu'ils surent faire éclore de ce nouveau système, attribua à ce système ce qui était surtout le résultat de leur incomparable génie. L'esprit d'imitation s'étendit dans toute l'Europe civilisée; partout le théâtre subit la loi des unités, partout la comédie et la tragédie, dont jusqu'alors les limites avaient été assez peu distinctes et s'étaient souvent tout-à-fait confondues, virent s'élever entre elles de rigoureuses, d'infranchissables limites, et la scène espagnole, naguère si admirée, qualifiée maintenant de barbare par le sévère Boileau, tomba dans le mépris et l'obscurité; on confondit presque Lope de Vega avec notre Hardy, parce que leurs ouvrages, si inégaux en mérite, présentaient extérieurement les mêmes formes, les mêmes irrégularités.

L'entraînement était si puissant, que l'Espagne même ne put s'y soustraire. En dépit de cet orgueil national qui la rend si peu accessible aux innovations étrangères, on la vit répudier ses anciennes admirations, renoncer à sa propre gloire et accepter dans toute leur rigueur, avec les doctrines dramatiques dominantes au-delà des Pyrénées, les anathèmes lancés contre ses plus grands poètes, convaincus du crime de n'avoir pas connu ces doctrines, ou de ne pas s'y être conformés. A Madrid même, Lope de Vega expia, par un ingrat oubli, les triomphes presque exagérés qu'il avait obtenus de son vivant; on cessa de représenter ses ouvrages, on ne parla plus de lui que comme d'un esprit doué d'une brillante facilité, mais qui, abusant des dons de la nature, et les prodiguant sans cesse dans de monstrueuses conceptions, n'avait laissé aucun monument digne d'arrêter les regards de la postérité. Si Calderon, Moreto, Solis, tombèrent dans une disgrace moins complète, ils le durent à cette circonstance, que quelques-unes de leurs comédies familières, de celles que les Espagnols appellent *de cape et d'épée,* se rapprochaient jusqu'à un certain point

des règles des unités et des autres prescriptions de l'école française. Quant aux comédies historiques ou héroïques, ces véritables tragédies de l'Espagne, comme il était absolument impossible de les faire rentrer dans le cadre de la tragédie telle que Racine l'avait conçue, elles tombèrent dans le mépris le plus complet; non-seulement elles disparurent tout-à-fait de la scène, mais les critiques espagnols du XVIIIe siècle ne les mentionnent qu'avec une sorte de honte, comme de bizarres vestiges du mauvais goût et de l'extravagance de l'époque.

En même temps que ces critiques s'unissaient aux étrangers pour flétrir leurs plus belles gloires nationales, quelques-uns d'entre eux pourtant, par une contradiction singulière, s'efforçaient de prouver que la réputation dont leur théâtre avait joui jadis n'était nullement usurpée, que seulement elle reposait sur d'autres titres que ceux qu'on lui avait d'abord assignés; persistant à voir dans Lope et Calderon les corrupteurs du goût, ils prétendaient qu'à une époque antérieure, bien long-temps avant que les Français eussent adopté le système dont ils voulaient maintenant s'attribuer l'invention ou au moins la restauration, d'autres poètes espagnols avaient écrit des tragédies et des comédies régulières. A l'appui d'une assertion aussi étrange, ces critiques alléguaient les noms et les ouvrages d'écrivains obscurs et décriés, et s'efforçaient de les élever sur un piédestal. Comme il arrive toujours, les théories littéraires qui s'introduisaient ainsi en Espagne trouvèrent bientôt des esprits disposés à les appliquer. Des hommes qui n'étaient ni sans talent ni sans lumières, mais auxquels manquait le don du génie, ou, ce qui revient au même, celui de la véritable originalité, se mirent, vers le milieu du dernier siècle, à composer des tragédies et des comédies suivant les règles françaises. Quelques-unes de ces tragédies sont bien écrites, conduites avec assez d'art, mais froides et compassées; le feu créateur y manque complètement. Les comédies, à l'exception de celles de Moratin et d'un très petit nombre d'autres, ne s'élèvent guère non plus au-dessus de la médiocrité.

Cependant une nouvelle révolution se préparait dans le monde littéraire, non moins mobile que le monde politique. Dans l'un comme dans l'autre, l'esprit novateur du XVIIIe siècle s'apprêtait à renverser les formes graves, sévères, régulières, dont la cour de Louis XIV avait consacré l'empire; toutes les règles, tous les jougs allaient être brisés à la fois.

Voltaire, le premier, par des innovations qui nous semblent aujourd'hui bien timides et qu'on trouvait alors bien hardies, avait commencé à élargir les limites où les faibles successeurs de Racine avaient enfermé le théâtre; le premier, il avait indiqué par son exemple les ressources que la tragédie pouvait puiser dans un respect moins scrupuleux pour des restrictions insignifiantes, dans un choix de sujets plus en rapport avec nos idées et nos mœurs: le premier enfin, il avait révélé à l'Europe le nom de Shakespeare, mort depuis cent vingt ans, et presque du même ton dont il citait parfois des fragmens de la littérature de la Chine ou de l'Indostan, il avait fait connaître, non sans les défigurer, quelques-unes des scènes sublimes, des situations dramati-

ques éparses, suivant lui, au milieu des monstrueuses compositions *de ce génie inculte et barbare*. A la manière dont il formule ses singuliers éloges, on serait tenté de croire qu'il se proposait plutôt d'éblouir ses contemporains par un paradoxe brillant et hardi, que de leur faire partager une admiration sincère pour le grand poète qu'il prenait sous son équivoque protection.

Voltaire avait ouvert la voie, il y fut bientôt dépassé, et dans les dernières années de sa vie il s'effrayait déjà des progrès de l'école nouvelle qui travaillait à entraîner le théâtre dans des voies si différentes de celles où Racine, où lui-même, avaient cueilli tant de lauriers; il s'indignait contre les admirateurs de Shakespeare, contre ses imitateurs, bien peu osés pourtant à cette époque.

En France, la lutte entre les deux systèmes était encore bien inégale : ceux qui professaient les opinions désignées depuis sous le nom de *classiques*, avaient encore l'avantage du nombre, du goût, de l'esprit; mais au dehors une vive réaction s'effectuait contre le despotisme que nous avions si longtemps exercé sur toutes les littératures européennes. Cette réaction, favorisée, stimulée par les haines que provoquèrent contre la France les évènemens de notre révolution, et par l'esprit de nationalité qu'elle éveilla chez presque tous les peuples, se manifesta surtout en Allemagne où une littérature naissante, toute brillante de génie et d'originalité, empruntait à l'Angleterre ces formes indépendantes et hardies, ces vives allures qui caractérisent et qui constituent le *romantisme*.

Shakespeare fut le dieu de cette nouvelle école, et bientôt, malgré les efforts de classiques exclusifs, l'admiration de l'Europe entière le vengea de l'oubli révoltant qui avait long-temps pesé sur sa mémoire jusqu'au sein de sa patrie.

Les Allemands, principaux auteurs de cette grande résurrection, ont voulu réparer une autre injustice : ils ont voulu réhabiliter le théâtre espagnol. Calderon surtout est devenu pour eux l'objet d'une sorte de culte, et, non contens de traduire ses principaux ouvrages, il en ont transporté plusieurs sur la scène germanique presque sans y faire aucun changement.

Il était, en effet, naturel qu'au moment où le système dramatique qui avait renversé celui de l'Espagne s'écroulait de toutes parts, où, en France même, il finissait par succomber, les préventions qui depuis plus d'un siècle obscurcissaient la renommée des Lope et des Calderon se dissipassent complètement. C'est ce qui est arrivé. Aujourd'hui l'Europe célèbre la richesse et l'originalité de l'ancien théâtre espagnol avec la même unanimité qu'elle le proscrivait naguère comme grossier et barbare, et l'Espagne est peut-être le seul pays où, tout en rendant déjà plus de justice au génie de Lope de Vega, on lui reproche encore quelquefois d'avoir violé les unités dramatiques. Il y a cinq ou six ans, lorsque déjà partout ailleurs on les foulait aux pieds, elles étaient encore respectées à Madrid, où elles se sont maintenues d'autant plus long-temps qu'elles y ont plus tardivement pénétré. Depuis, le romantisme a encore franchi cette dernière barrière; il règne aujourd'hui en Espagne comme en France.

Il faut le dire pourtant, ce revirement de l'opinion publique en faveur du

théâtre espagnol, quelque juste qu'il soit à tant d'égards, doit plutôt être considéré comme un effet de la direction nouvelle imprimée aux esprits que comme le résultat d'une appréciation éclairée. En effet, les élémens de cette appréciation manquent presque complètement hors de l'Espagne. Ce théâtre, le plus national qu'il y ait en Europe, est si étroitement lié à l'histoire, aux mœurs, aux usages du pays, que, pour le bien comprendre, il est indispensable de posséder sur tout cela des notions qu'il n'est guère possible d'obtenir que sur les lieux et après un séjour prolongé. Des commentaires composés avec intelligence pourraient sans doute y suppléer jusqu'à un certain point; mais ce genre de travail, auquel l'esprit espagnol est très peu propre, n'existe pas : la critique littéraire, encore en son berceau au-delà des Pyrénées, n'a produit, surtout par rapport au théâtre, que des essais entièrement insuffisans. Enfin, une dernière circonstance plus matérielle, mais plus décisive encore, rend à peu près impossible aux étrangers l'étude approfondie des poètes dramatiques espagnols : la plupart de leurs ouvrages sont devenus si rares par le peu de soin qu'on a mis à en multiplier les exemplaires, qu'à Madrid même il n'est rien moins qu'aisé d'en former une collection un peu complète, et qu'à Paris, à Vienne, à Londres, on ne pourrait pas y songer. Calderon, plus souvent réimprimé, fait seul exception à cet égard.

Par une conséquence forcée de cet état de choses, la plupart des critiques étrangers qui ont parlé du théâtre espagnol, le jugeant d'après le petit nombre de drames que le hasard leur avait mis entre les mains, et qu'ils n'avaient les moyens ni de comparer ni de bien comprendre, en ont porté des jugemens aussi vagues qu'inexacts. Le plus profond, le plus ingénieux, le plus éloquent de ces critiques, Guillaume Schlegel, dans son bel ouvrage sur l'art dramatique, n'a pas échappé plus que les autres à ce résultat inévitable des circonstances données.

Cependant, si l'Europe ne connaît que bien imparfaitement et Calderon et son illustre prédécesseur Lope de Vega, si c'est en quelque sorte sur parole qu'elle leur accorde son admiration, au moins leur gloire n'a pas à en souffrir, en ce sens que personne aujourd'hui ne leur conteste plus la place qu'ils ont si bien mérité d'occuper parmi les plus beaux génies des temps modernes. Mais c'est à eux que s'arrête cette justice : les poètes qui ont fondé avec eux la gloire du théâtre espagnol sont loin de partager leur célébrité hors de l'Espagne; leurs noms, loin d'avoir ce retentissement populaire que l'on appelle la gloire, sont à peine connus des savans, et l'on pourrait en induire que leurs ouvrages sont, à l'égard de ceux des deux maîtres de la scène, dans ce rapport d'infériorité infinie qui, n'admettant aucune comparaison, explique qu'une réputation secondaire s'absorbe entièrement dans l'éclat d'un génie immensément supérieur.

Il n'en est pourtant pas ainsi : non-seulement quelques-uns de ces poètes ont marché d'assez près sur les traces de Lope et de Calderon, mais il en est un qu'en Espagne l'opinion des hommes éclairés place presque à leur niveau. Cet homme, c'est *Augustin Moreto*.

Moreto appartient à la grande époque du théâtre espagnol, à celle qui suivit Lope de Vega, et dont Calderon est la plus brillante personnification.

Philippe IV régnait alors. Ce prince présente une physionomie toute particulière parmi les tristes et sombres descendans de Charles-Quint. Parvenu au trône très jeune encore, il y porta un vif désir de rendre son nom glorieux. Il se croyait appelé à arrêter la décadence de la monarchie, déjà si avancée, à lui rendre la force et la grandeur qu'elle avait eues pendant le siècle précédent. Il réussit un instant à faire partager à l'Espagne cette illusion généreuse, et pendant quelques années l'opinion publique ne lui contesta pas le titre de grand dont le zèle adulateur de son ministre Olivarez s'était empressé de le décorer.

Mais au point où les choses en étaient déjà venues, il est permis de douter que le génie le plus énergique et le plus heureusement doué eût pu arrêter l'Espagne sur la pente fatale qu'elle descendait avec tant de rapidité. Philippe s'y montra tout-à-fait impuissant, et les quarante années qu'il passa sur le trône virent compléter l'abaissement du grand empire fondé par les Ferdinand, les Charles-Quint, les Philippe II.

Ce n'est pas ici le lieu d'énumérer les guerres malheureuses et les traités non moins désastreux qui, à cette époque, détruisirent la puissance militaire de l'Espagne, épuisèrent toutes ses ressources, lui enlevèrent quelques-unes de ses possessions les plus importantes, et firent passer à la France la suprématie politique. Il suffira de faire remarquer que le nom de Philippe IV est resté comme accablé sous le souvenir de ces désastres, préparés par les fautes de ses prédécesseurs, et que l'éclat même dont les lettres et les arts brillent sous son règne n'a pu le protéger dans l'histoire, si indulgente d'ordinaire pour les princes qui ont favorisé ces nobles distractions de l'esprit.

Cet éclat fut grand pourtant, et Philippe IV put en revendiquer avec justice une glorieuse part. Ami des plaisirs et des distractions élégantes qui lui firent trop souvent oublier les préoccupations plus sérieuses du gouvernement, il donna à la cour, à la société, un caractère qu'elles n'avaient pas eu sous ses prédécesseurs. Loin de se renfermer dans la rigoureuse étiquette à laquelle ils s'étaient si scrupuleusement soumis, parce qu'elle n'imposait aucun sacrifice à leur triste et sévère humeur, le nouveau monarque appelait, dans son palais du Buen Retiro, tous les hommes distingués par leur talent et par leur esprit. C'est là qu'il faisait travailler sous ses yeux, qu'il encourageait, qu'il comblait d'honneurs et de récompenses le grand peintre Velasquez, l'un des plus illustres maîtres de cette grande école espagnole qui vit surgir presque en même temps les Murillo, les Zurbaran, les Espagnolet, les Alonso Cano; c'est dans ce même palais qu'on donna, pendant plusieurs années, de magnifiques fêtes, dont les représentations dramatiques étaient le principal ornement.

Le goût de ces représentations était la passion dominante de Philippe IV. S'il faut en croire une tradition fort accréditée, il est l'auteur de quelques comédies encore existantes aujourd'hui. Ce qui paraît certain, c'est qu'il réunissait parfois quelques auteurs comiques avec lesquels il se plaisait à improviser des scènes à la manière italienne.

Sous un pareil patronage, l'art dramatique prit bientôt un développement qui surpassa tout ce qu'on avait vu jusqu'alors. A Lope de Vega vieillissant succéda toute une génération de jeunes poètes dont les encouragemens du monarque ne créèrent pas, sans doute, les rares facultés, mais qui, dans un temps moins propice, eussent peut-être méconnu leur véritable vocation. A leur tête brillait Calderon, dont la gloire surpassa bientôt celle de Lope; Augustin Moreto tenait après lui, et bien près de lui, le premier rang; Rojas, Solis et d'autres encore, sans égaler ces deux grands hommes, marchaient dignement sur leurs traces.

Entre leurs mains, le drame espagnol conserva et compléta la forme que Lope et ses contemporains lui avaient donnée. Toute distinction entre la tragédie et la comédie avait disparu. Le drame nouveau, dans lequel elles s'étaient pour ainsi dire confondues et absorbées, régnait si exclusivement, qu'il ne se présentait plus comme une insurrection contre les règles de l'art, mais bien comme le produit d'un art particulier qui, différant sans doute de celui des anciens, n'en était pas moins soumis à des principes fixes et déterminés. On trouve en effet dans les compositions de Calderon et de la plupart de ses émules, au milieu même de leurs plus grandes hardiesses, une sorte de régularité artificielle tout-à-fait étrangère à l'improvisation désordonnée de Lope. On y trouve aussi dans le langage quelque chose de plus élégant, une expression plus délicate et plus exquise, due sans doute aux raffinemens que le contact de la cour si brillante de Philippe IV avait dû introduire dans les habitudes de la société.

Ces perfectionnemens incontestables ne furent malheureusement pas sans mélange. L'affectation du style précieux, le goût des métaphores alambiquées, des pensées extraordinaires jusqu'à l'extravagance, faisaient de déplorables progrès. Cette école nouvelle qui s'honorait alors du nom de *cultisme* et que la postérité a flétri sous celui de *gongorisme*, emprunté à Gongara, son principal propagateur, gagnait chaque jour du terrain. Non-seulement elle ralliait sous sa bannière la tourbe entière des écrivains médiocres, toujours disposés à chercher dans ce qui est extraordinaire et bizarre l'apparence de l'originalité et de l'énergie dont la nature leur a refusé le don, mais les esprits les plus heureusement doués n'échappaient pas eux-mêmes à son influence. Trop souvent, malgré leurs efforts pour s'y soustraire, cette contagion défigurait leurs plus admirables chefs-d'œuvre. Le sentiment du vrai beau, l'amour du naturel, s'affaiblissaient dans toutes les intelligences. Les beautés nobles et simples des poètes de l'âge précédent n'étaient déjà plus comprises, et Lope lui-même, ce hardi novateur, n'était plus considéré, par les présomptueux adeptes de la nouvelle école, que comme un esprit timide et commun.

De tels symptômes annonçaient d'une manière peu équivoque que la décadence des lettres suivrait bientôt, en Espagne, celle de la politique et de l'art de la guerre: c'étaient là de ces signes auxquels les observateurs éclairés ne se trompent pas. Mais avant d'arriver à ce terme fatal, on avait à parcourir encore

une époque bien glorieuse pour l'art dramatique. Suivant une loi dont on retrouve souvent l'application dans l'histoire de l'esprit humain, et qui tient à son imperfection irrémédiable, le dernier terme de progrès devait coïncider avec les premiers développemens des germes de décadence.

Nous venons de caractériser l'époque littéraire à laquelle appartient Moreto. Ces explications étaient peut-être nécessaires pour faire bien comprendre ce que nous avons à dire sur ce grand poète.

On sait fort peu de choses de la vie de don Augustin Moreto. Né vers le commencement du XVIIe siècle, et un peu plus jeune que Calderon, il mourut le 28 octobre 1669, à Tolède, où le retenaient depuis plusieurs années les fonctions d'un emploi ecclésiastique. On voit que, comme Lope et Calderon, il termina au service de l'église une existence commencée sous de tout autres auspices. Ses dernières années furent, dit-on, entièrement consacrées à l'accomplissement des devoirs de sa nouvelle profession et à la composition de poésies sacrées.

Moreto, le premier incontestablement des poètes dramatiques de l'Espagne, après les deux grands hommes que nous venons de nommer, ne leur est même inférieur que par une circonstance qui affecte plutôt sa personne que ses ouvrages. Il paraît avoir été dépourvu de cette fécondité, de cette puissance d'invention qui distinguaient si éminemment l'auteur de *l'Étoile de Séville* et de tant d'autres chefs-d'œuvre. Ses comédies, beaucoup moins nombreuses, sont d'ailleurs presque toujours des imitations, des emprunts faits à ses prédécesseurs ou à ses contemporains; parfois même ces imitations serrent de si près l'original, qu'on serait tenté d'y voir de véritables copies. Hâtons-nous d'ajouter que dans ces luttes corps à corps avec des modèles qui, certes, auraient écrasé un talent médiocre ou secondaire (car c'est presque toujours à Lope qu'il s'attaque de la sorte), Moreto est constamment victorieux.

Il surpasse d'ailleurs tous les autres poètes espagnols par la régularité et la sagesse de ses compositions, par l'habileté et en même temps par la simplicité, au moins relative, qui président presque toujours à l'arrangement du plan et à la conduite de l'action. L'intrigue, moins compliquée chez lui que chez Calderon, fatigue moins l'esprit du spectateur ou du lecteur, et, avec plus de vraisemblance, elle a aussi plus d'intérêt; ses dénouemens sont plus naturels, mieux préparés, plus facilement amenés; son style, un peu moins riche de poésie, sans être entièrement exempt de la contagion du gongorisme, en est beaucoup moins infecté; la versification n'a ni moins d'élégance ni moins de facilité, et on trouve dans ses dialogues la même délicatesse, la même grace, le même mélange de gaieté fine et de noble courtoisie.

Dans les comédies *de cape et d'épée*, celui de tous les genres de drames qu'il a traité le plus souvent et avec la supériorité la plus incontestée, il possède une plénitude de force comique qui a manqué à Lope aussi bien qu'à Calderon. L'art de peindre les ridicules, de soutenir les caractères, d'y ratta-

cher les situations, lui était, dans son temps, tout-à-fait particulier. Seul il semblait comprendre que, pour constituer la véritable comédie, il faut autre chose qu'une intrigue ingénieuse et des traits spirituels. Il n'eût eu à faire que quelques pas de plus pour arriver à la comédie de mœurs, à celle dont Molière dotait alors la France.

De tous les ouvrages de Moreto, celui peut-être qui s'est maintenu sur la scène avec le plus de succès et qu'on entend le plus souvent citer, c'est *le Roi vaillant et justicier ou le Rico Hombre d'Alcala*. On sait qu'avant Charles-Quint, qui a institué les grands d'Espagne, le titre de *rico hombre* désignait la classe la plus élevée de la noblesse.

Lope de Vega avait composé un *Seigneur d'Illescas* (*el Infanzon de Illescas*), dont Moreto a complètement imité l'idée première et même les détails principaux. L'imitation est si frappante, qu'il n'a fallu rien moins, pour la faire pardonner, que l'incomparable supériorité de la copie et l'oubli absolu dans lequel elle a fait tomber l'original.

Ce *roi vaillant et justicier*, c'est le fameux don Pèdre, qu'on pourrait appeler la providence des tragiques espagnols, tant il les a souvent et heureusement inspirés. Le caractère si dramatique que lui attribue la poésie a rarement été peint avec d'aussi énergiques couleurs, rarement la scène a présenté un tableau aussi frappant des mœurs et de l'état social de cette époque du moyen-âge.

Dans la petite ville d'Alcala, non loin de Madrid, dont la cour n'avait pas encore à cette époque fait sa demeure permanente, réside, au centre de vastes domaines que lui a transmis une longue suite d'aïeux, le *rico hombre* don Tello Garcia. De son palais somptueux, il fait peser le plus odieux despotisme sur une contrée où sa naissance, sa fortune et le nombre de ses vassaux lui assurent le premier rang. Habitué à tout voir plier devant lui, il ne comprend même pas qu'aucune considération, aucune idée d'humanité, de devoir, puisse entrer en balance avec les exigences impétueuses de ses passions ou de son orgueil. Il a séduit par une promesse de mariage une personne noble, mais pauvre, dona Léonor de Guevara; et maintenant, non content de la repousser avec dédain lorsqu'elle vient lui rappeler sa promesse, il ne rougit pas de la rendre en quelque sorte complice, à son insu, d'un attentat qui doit être pour elle le plus sanglant affront. Un gentilhomme appelé don Rodrigue est au moment d'épouser une jeune fille dont la beauté a attiré l'attention de don Tello et fait naître dans son cœur de coupables désirs. Feignant de vouloir honorer don Rodrigue par un témoignage d'estime et d'affection, il a offert d'assister en qualité de parrain, suivant l'usage espagnol, à son mariage avec dona Maria. Il oblige la triste Léonor, qui n'ose pas lui résister, à sortir de sa retraite pour servir de marraine à la jeune fille. Pendant que les époux se livrent à l'expression naïve de leur joie, et que don Rodrigue remercie son perfide protecteur de l'honneur qu'il lui a fait, des hommes apostés se préci-

pitent sur dona Maria et l'entraînent malgré ses cris. Vainement Rodrigue veut la défendre. Terrassé, désarmé, il ne doit la vie qu'à la dédaigneuse pitié des ravisseurs, qui s'éloignent aussitôt avec leur victime. Rodrigue a reconnu dans cet attentat la main de don Tello. Désespéré de son impuissance, il se livre aux emportemens d'une douloureuse indignation. Léonor le console, l'encourage à chercher les moyens de se venger. « Vous avez raison, lui répond-il ; je sais qu'aujourd'hui même le roi don Pèdre se rend à Madrid de Guadalajara où il fait sa résidence. Ce n'est qu'à son tribunal qu'on peut appeler des violences d'un homme aussi puissant que Tello. Je me jetterai à ses pieds, je les baignerai de mes larmes ; et puisqu'en dépit de la malveillance, qui veut le faire passer pour sanguinaire et cruel, il affecte le nom de justicier, il trouvera dans le châtiment d'un tel outrage une occasion nouvelle de le mériter.

« — Eh bien ! reprend Léonor, je vous accompagnerai, et moi aussi je porterai plainte des torts de Tello à mon égard. »

En ce moment on aperçoit au loin quelques cavaliers emportés de toute la vitesse de leurs chevaux. C'est le roi lui-même qui poursuit son frère, le comte de Trastamare, révolté contre son autorité. Au moment où il va l'atteindre, son cheval tombe mort, épuisé de fatigue. Rodrigue, qui n'a jamais vu son souverain, et qui ne peut par conséquent le reconnaître, s'empresse d'accourir pour l'aider à se relever. Il lui demande s'il s'est blessé.

Le Roi. — Non, je vous remercie. Mais dans quel lieu sommes-nous? Quelles sont ces campagnes?

Rodrigue. — Celles d'Alcala.

Le Roi. — La ville est-elle loin d'ici?

Rodrigue. — A une demi-lieue.

Le Roi. — A qui appartient ce château?

Rodrigue. — A don Tello, *rico hombre* d'Alcala, dont la puissance ne vous est sans doute pas inconnue.

Le Roi. — Sa puissance?

Rodrigue. — Celle du roi, je pense, ne l'égale pas.

Le Roi. — Ne l'égale pas?

Rodrigue. — Il faut le croire, à en juger par la terreur qu'il inspire.

Le Roi. — Je n'en ai jamais entendu parler.

Rodrigue. — Vous êtes sans doute étranger à la Castille?

Le Roi. — Non, je suis Castillan ; mais ceux qui, comme moi, servent le roi et le voient de près, ne connaissent pas d'autre puissance que la sienne.

Rodrigue. — Ainsi donc vous êtes au service du roi? Quelle heureuse rencontre!

Le Roi. — C'est en le suivant (car il se rend ce soir à Madrid) que, dans mon empressement à ne pas rester en arrière, je viens, comme vous le voyez, de tuer mon cheval. Mais les éloges que vous faites de don Tello, me persuadent que vous êtes un de ses serviteurs.

RODRIGUE. — Bien loin de là, je demande vengeance de l'injure qu'il m'a faite; c'est du roi seul que je puis l'attendre; et puisque vous êtes à son service, si vous pouvez obtenir de lui qu'il veuille bien m'écouter, je vous devrai mon salut.

LE ROI. — Quelle est cette dame?

LÉONOR. — Une infortunée qui pleure aussi les iniquités de ce tyran.

LE ROI. — N'est-il donc pas possible d'en obtenir justice?

LÉONOR. — Dans le ciel sans doute. Sur la terre, je ne pense pas que le roi lui-même puisse les punir.

LE ROI, à part. — Se peut-il que du vivant de don Pèdre on s'exprime de la sorte en Castille! Se peut-il que j'ignore à ce point ce qui se passe dans mes états! (Haut). Et pourquoi le roi ne le pourrait-il pas?

LA SUIVANTE DE LÉONOR. — Parce qu'il est lui-même cruel et sanguinaire, qu'il ne nous fera pas justice, et qu'au contraire il se réjouira de voir qu'on imite ainsi sa méchanceté.

LE ROI. — C'est bien là l'erreur du vulgaire ignorant, qui confond la justice avec la cruauté, et qui lui fait un crime d'avoir su rétablir le respect des lois.

Léonor, encouragée par les paroles bienveillantes de l'inconnu qui lui promet sa protection auprès du roi, se décide, non sans quelque embarras, à lui faire confidence de l'affront dont elle demande la réparation. Rodrigue lui raconte aussi la violence qui vient de lui enlever sa jeune épouse.

LE ROI, à part. — Et on me laisse ignorer qu'il existe en Castille de semblables scélérats! Et l'on m'appellera cruel parce que je punis leurs forfaits! (Haut.) N'y a-t-il donc pas de justice à Alcala? L'alcade, le corrégidor ne devraient-ils pas l'avoir fait arrêter?... Quel homme est-ce donc?... Je veux aller le voir... Madame, habitez-vous sa maison?

LÉONOR. — Je l'habitais, mais maintenant j'ignore si l'entrée m'en sera ouverte.

LE ROI. — Ayez soin de vous y trouver, j'y passerai ce soir, et je verrai s'il m'est possible d'obtenir qu'à vous il vous rende votre femme, et qu'envers vous, madame, il accomplisse ses obligations.

RODRIGUE. — Pour moi, je veux parler au roi.

LE ROI. — Allez donc à Madrid, et je m'engage à vous faire donner audience.

Cependant les agens des violences de don Tello ont conduit dans sa maison la pauvre dona Maria. Vainement il s'efforce de la calmer et de la séduire par le pompeux étalage de sa puissance et de sa richesse, vainement il oppose au triste sort qui serait son partage auprès d'un pauvre et obscur gentilhomme tout ce qu'elle peut attendre de l'amour d'un homme tel que lui. Maria ne l'écoute point, elle ne cesse de demander qu'il lui soit permis d'aller retrouver son époux.

On vient annoncer à don Tello qu'un voyageur demande à lui parler. « Qu'on le fasse entrer sur-le-champ, dit-il; mes portes sont ouvertes pour tous ceux qui veulent me voir; aujourd'hui, surtout, je désire avoir de nombreux témoins de mon bonheur. »

Le roi est introduit; ici commence une scène admirable.

DON TELLO. — Il a l'air distingué.

LE ROI, à part. — Le mal appris ne sait pas qui entre chez lui, et il reste assis. Peu s'en faut que je ne le jette à bas de son siége; mais il convient de dissimuler et de lui laisser ignorer qui je suis, pour qu'ensuite son châtiment exemplaire serve de leçon à tous ces tyrans. (Haut.) Je prie votre seigneurie de me donner sa main à baiser.

DON TELLO. — Couvrez-vous.

LE ROI. — C'est ce que j'allais faire; jamais je ne parlerai découvert à qui me recevra assis.

DON TELLO. — Holà! un tabouret.

LE ROI. — Encore!... soit!

DON TELLO. — Je n'ai que deux fauteuils, l'un pour mon épouse bien-aimée (montrant dona Maria), l'autre pour moi. N'en soyez pas blessé, c'est tout au plus si les hommes de ma qualité offrent leur fauteuil au roi.

LE ROI. — Je vois que c'est une marque de votre grandeur, et je me contente de ce qui m'appartient.

DON TELLO. — Quoique votre aspect dise assez que vous êtes gentilhomme, puis-je savoir quel rang vous occupez dans la noblesse?

LE ROI. — Mon nom est Aguilera; je suis de la montagne.

DON TELLO. — Je connais votre nom, il y a eu des Aguilera écuyers dans ma maison. Et quel est l'objet de votre voyage?

LE ROI. — Je suis la cour pour un procès.

DON TELLO. — Comment, lorsqu'on peut recourir à l'épée pour se faire justice, va-t-on dépenser son argent en procès?

LE ROI. — J'obéis à la loi.... Le roi est en ce moment à Madrid.

DON TELLO. — Il a amené, pour nous édifier, sans doute, sa chère Padilla...

LE ROI, se levant. — Son épouse et votre reine... Quiconque parlera de lui autrement qu'avec le respect qui lui est dû, mon épée...

DON TELLO. — Bien, très bien, je vois que le bon Aguilera est un sujet dévoué à son roi.

LE ROI. — Je m'en fais gloire.

DON TELLO. — Asseyez-vous, bon Aguilera; ainsi donc, le roi est à Madrid?

LE ROI. — Si vous voulez le voir, il est temps d'y aller.

DON TELLO. — Si le roi pense que je puis lui être de quelque utilité, ma maison est prête à le recevoir; les rois qui ont bien voulu s'y arrêter y ont toujours été accueillis comme des parens. Je me souviens que plus d'une fois cet appartement même a reçu le grand Alfonse. Celui-là était un roi, mais on dirait que son fils n'a d'autre pensée que de flétrir son glorieux héritage.

LE ROI. — Encore une fois, songez que vous parlez du roi don Pèdre, qu'il est votre souverain, et, ne le fût-il pas, qu'il est peu patient, que s'il savait ce que vous dites de lui il vous aurait bientôt fait taire. (Il se lève d'un air irrité, un valet effrayé appelle du secours, don Tello lui impose silence.)

DON TELLO. — Crois-tu que si je voulais châtier sa hardiesse, je ne suffirais pas pour cela?

LE ROI. — Je ne sais.

DON TELLO. — Allons, son intention était bonne; c'est son zèle pour son roi qui l'a emporté; qu'on ne lui fasse pas de mal.

LE ROI. — Je suis un sujet fidèle, vive Dieu!

DON TELLO. — Il n'est pas besoin de jurer.

LE ROI. — Soit!

DON TELLO. — Vous aimez beaucoup le roi?

LE ROI. — C'est un devoir.

DON TELLO. — Asseyez-vous, brave Aguilera.

LE ROI. — Pardonnez cet emportement au zèle d'un sujet dévoué de cœur à son souverain.

DON TELLO. — Et moi aussi, je suis sujet du roi, et ma maison s'est toujours fait honneur de ne le céder à aucune autre en loyal dévouement. C'est pour cela que ce que vous venez de faire ne m'a pas déplu; donnez-moi la main.

LE ROI. — Les nobles doivent parler des rois avec respect, parce que, bons ou mauvais, ils sont sur la terre la représentation de la divinité, destinés dans les impénétrables décrets de la providence, les uns à nous châtier, les autres à nous récompenser. Mais laissons cela. J'avais tant entendu parler de vous, que, passant près de votre demeure, j'ai voulu la visiter, et l'amour qu'on vous porte dans ce pays me prouve que le bruit public ne m'avait pas trompé sur votre compte.

DON TELLO. — Il est sûr que je suis fort aimé à Alcala.

LE ROI. — On dit que le roi lui-même n'y inspire pas autant de respect.

DON TELLO. — C'est que, voyez-vous, on n'y connaît de son altesse que le sceau et la signature, et si quelquefois on y exécute les ordres qui en sont revêtus, c'est avec mon consentement.

LE ROI, à part. — Juste ciel! vit-on jamais pareille impudence! si dès cet instant même il n'en reçoit pas le prix de ma main, si je ne lui fais pas voir qui je suis, c'est pour mieux justifier bientôt mon nom de justicier.

En ce moment, Léonor, se frayant un passage malgré les efforts des valets pour la repousser, vient de nouveau sommer don Tello de tenir sa promesse. Don Tello lui répond que, bien qu'elle lui ait plu quelque temps, il n'a jamais eu la pensée de l'épouser, qu'elle ne doit s'en prendre qu'à elle-même de la folle espérance qu'elle avait conçue et qui l'a portée à céder à ses désirs; que, néanmoins, il consent à lui donner tout ce qu'elle voudra demander en dédommagement de son honneur perdu. Don Pedro, contenant son indignation, feint de trouver la proposition raisonnable, et la pauvre Léonor, croyant

que son protecteur, naguère si confiant, s'est lui-même laissé intimider, s'éloigne avec désespoir, s'écriant qu'elle va se jeter aux pieds du roi.

Don Tello. — A la bonne heure! pour moi, j'ai toujours pensé que quand on ne se laissait pas effrayer par le titre pompeux des rois, leur épée n'avait rien de bien redoutable.

Le Roi. — On dit pourtant que don Pedro est vaillant.

Don Tello. — Parce qu'il a tué un prêtre et un chanteur.

Le Roi. — C'étaient des hommes comme d'autres.

Don Tello. — Mais non pas des ricos hombres. Brave Aguilera, si vous voulez passer la nuit à Alcala, vous resterez dans ma maison; toutefois c'est à une condition.

Le Roi. — Quelle est-elle?

Don Tello. — Je ne reçois personne à ma table.

Le Roi. — Cela ne m'eût pas empêché d'accepter votre hospitalité, si je n'avais hâte d'arriver à Madrid.

Don Tello. — Adieu donc: n'oubliez pas de me voir à votre retour, vous serez le bien venu.

Il est, je le pense, inutile d'insister sur le caractère éminemment dramatique de cette scène, qui fait si admirablement ressortir le caractère des deux principaux personnages. La fougue contenue de don Pedro, l'insolence de don Tello presque bienveillant, presque poli à force de dédain, forment un contraste d'un puissant effet. On frémit d'avance de l'orage qui se prépare.

Le roi, arrivé à Madrid, s'entretient avec son favori, don Gutierre, des troubles du royaume, des désordres que ses trois frères ne cessent d'y susciter, de la nécessité d'extirper ces germes sans cesse renaissans de sédition. Cependant il laisse voir quelque disposition à pardonner encore une fois au comte de Trastamare, qui vient de lui écrire pour implorer sa clémence, et dont la ville de Tolède, qu'il est bon de ménager, sollicite aussi la grace. Au milieu de ces graves préoccupations, la pensée du roi se reporte sans cesse sur ce qu'il a vu la veille à Alcala. Sa colère, son étonnement sont toujours les mêmes. Il a fait appeler don Tello. En attendant son arrivée, il donne audience à ceux qui viennent implorer sa justice. Ceci rappelle un passage du *Médecin de son honneur*, de Calderon.

Un capitaine se présente. Il expose à don Pèdre que vingt années de combats contre les Maures l'ont laissé aussi pauvre qu'il l'était en commençant sa carrière; il demande qu'on lui donne des moyens d'existence pour le peu de temps qui lui reste encore à vivre. Le roi lui répond sèchement qu'il y pensera. Au vieux soldat, qui exprime assez brusquement son mécontentement d'un tel accueil, succède un solliciteur d'une autre nature.

Le Solliciteur. — Sire, je suis le fils d'André Alvarado, contrôleur de votre maison. Votre altesse, satisfaite des services de mon père, a bien voulu

me donner l'administration de la douane de Jaen, que j'exerce depuis quatre ans.

LE ROI. — Je présume que vous n'avez pas eu autant à souffrir de la faim que le capitaine.

LE SOLLICITEUR. — L'administration de Murcie est vacante depuis hier; elle vaut mieux que l'autre, je vous supplie de me la donner en récompense de mes services.

LE ROI. — Est-ce donc un service que de faire fortune? Vous m'alléguez comme un titre pour obtenir une faveur nouvelle celle que vous avez déjà obtenue. Bien remplir un emploi tel que le vôtre, c'est tout simplement faire ce qu'il faut pour le conserver. Contentez-vous de la situation qu'un hasard heureux vous a procurée plutôt que votre mérite, et craignez que des prétentions exagérées ne vous exposent à la perdre. Je donne l'administration vacante au pauvre capitaine.

LE CAPITAINE. — Et vous avez bien raison, sire.

LE SOLLICITEUR. — Que votre altesse veuille bien réfléchir qu'il manque de l'expérience nécessaire pour remplir cet emploi.

LE ROI. — On a toujours assez d'expérience pour vivre dans l'aisance. (Au capitaine.) Je vous donne deux cents écus pour vos premiers frais.

LE CAPITAINE. — Ah! sire, puissiez-vous régner plus long-temps que n'a vécu Mathusalem! Permettez qu'à vos pieds....

LE ROI. — Donnez-moi la main. (Il la lui serre de toutes ses forces.)

LE CAPITAINE. — Ah! sire, sire, vous me faites mal! Cessez, cessez, sinon.....

LE ROI. — Voilà comme j'aime les soldats.

LE CAPITAINE. — Et voilà comme j'aime les rois.

On introduit don Rodrigue, qui vient, comme il l'avait annoncé, demander justice. Surpris et troublé en reconnaissant le roi dans celui qu'il a pris pour un de ses officiers, il croit pouvoir se dispenser de lui faire un nouveau récit de l'offense dont il se plaint; mais don Pèdre lui dit qu'il ne l'a encore entendu que comme voyageur, et qu'il doit maintenant l'entendre comme roi. Rodrigue raconte en peu de mots l'enlèvement de sa fiancée.

LE ROI. — Si vous y avez consenti, j'y consens aussi.

RODRIGUE. — On m'a désarmé, et je me suis trouvé réduit à l'impuissance.

LE ROI. — En vous ôtant l'épée que vous portiez, vous a-t-on ôté aussi celle que vous pouviez aller chercher?

RODRIGUE. — Je suis hors d'état de me venger d'un homme aussi puissant.

LE ROI. — Ainsi donc, ce n'est pas de l'injure qu'on vous a faite, mais de votre frayeur que vous me portez plainte?

RODRIGUE. — Ce que je crains, sire, ce n'est pas sa personne, mais sa puissance.

LE ROI. — Et quand cet homme est seul, qu'importe sa puissance?

RODRIGUE — Lorsque je viens vous demander justice, vous m'ordonnez d'aller me battre avec lui?

LE ROI. — Je ne veux pas que vous vous battiez; je voudrais que vous vous fussiez battu. Il n'y a rien qu'on puisse reprocher à celui qui défend sa femme. En succombant dans une telle entreprise, vous eussiez pu être plus offensé encore, mais votre honneur eût été intact. Au point où en sont les choses, je puis sans doute, dans ma justice, forcer cet homme à vous rendre votre femme; mais pour l'honneur, je n'y puis rien.

RODRIGUE. — Eh bien! c'est à moi qu'il appartient de le recouvrer.

LE ROI. — Prenez garde de vous exposer à quelque châtiment en voulant faire à présent ce que je vous ai dit que je n'aurais pas désapprouvé si vous l'eussiez fait plus tôt... Allez, vous aurez justice de l'injure que vous avez reçue.

RODRIGUE. — Et ne pourrai-je pas, puisque mon honneur est compromis, commencer par le dégager?

LE ROI. — Oui et non.

RODRIGUE. — Lequel croire de ces deux avis?

LE ROI. — Don Pèdre vous dit oui, et le roi vous dit non.

Rodrigue sort, et Léonor est admise à son tour auprès de don Pèdre. Sa surprise n'est pas moindre que celle de Rodrigue lorsqu'elle reconnaît le roi. Elle lui apprend que ce n'est qu'en fugitive qu'elle a pu parvenir jusqu'à lui; que don Tello, instruit de son projet, n'a pas rougi de se porter envers elle aux plus indignes violences; qu'il a brisé sa voiture et mutilé ses chevaux, en l'invitant ironiquement à joindre ce nouvel affront à tous ceux dont le roi ne manquerait pas sans doute d'assurer le châtiment. Rien de plus noble, de plus pathétique, que la vive apostrophe dans laquelle la malheureuse Léonor fait un appel à la majesté royale, si insolemment méprisée. Le roi lui promet qu'elle sera vengée avant de sortir du palais.

Don Tello est enfin arrivé, accompagné d'une suite nombreuse. A l'entrée de l'appartement royal, on lui déclare qu'il ne peut y pénétrer que seul. Malgré son insistance, il se voit forcé de se séparer de son cortége. On l'invite à attendre que le roi puisse le recevoir. Indigné d'un accueil auquel son orgueil s'attendait si peu, il veut partir à l'instant; mais les portes se sont refermées sur lui. Toutes ces circonstances et la rencontre de Léonor, qu'il a aperçue sortant du cabinet du roi, ébranlent son courage; déjà il est en proie à une secrète inquiétude, qu'il s'efforce de dissimuler sous un langage altier. Ce qui peut lui rester encore de présence d'esprit s'évanouit lorsque, entendant un huissier annoncer le roi, il reconnaît dans don Pèdre cet Aguilera qui la veille a été témoin de son insolente tyrannie.

Don Pèdre, qui veut rendre complète la leçon qu'il lui destine, feint d'abord de ne pas s'apercevoir de sa présence, ou plutôt de n'en tenir aucun compte. Il parcourt des yeux des dépêches qu'on vient de lui remettre. Don Tello s'ap-

proche avec timidité et veut se jeter à ses pieds. Le roi le regarde fixement et continue sa lecture. Don Tello, après un moment d'attente, se hasarde à faire l'observation qu'il est venu parce qu'on l'a appelé. Le roi lui demande qui il est, et, sans écouter sa réponse, s'entretient avec un des seigneurs de la cour. Le rico hombre, retrouvant quelque courage dans l'excès de son humiliation, fait une nouvelle tentative pour sortir.

Le Roi. — Restez.

Don Tello. — Sire, pour que je puisse... permettez... je vous demande... la faveur...

Le Roi. — Comment un homme à qui je n'inspire aucune crainte s'est-il ainsi troublé à mon aspect?

Don Tello. — Je ne suis pas troublé.

Le Roi. — Je crains pour vous que vous ne le soyez bientôt. Approchez.

Don Tello. — Sire, vous me voyez à vos pieds..... Vous laissez tomber votre gant.

Le Roi. — Que dites-vous?

Don Tello. — Que je suis venu...

Le Roi. — Ne le sais-je pas?

Don Tello. — Si je dois considérer comme un favorable augure que lorsque je viens vous baiser la main vous perdiez votre gant...

Le Roi. — Pourquoi ne me le rendez-vous pas?

Don Tello. — Le voici.

Le Roi. — Pour un homme si fier vous êtes bien troublé. Qu'avez-vous donc?...

Don Tello. — Votre gant... (Dans sa confusion c'est son propre chapeau qu'il présente au roi au lieu du gant qu'il vient de ramasser.)

Le Roi. — Que signifie ce chapeau que vous m'offrez? Je ne le veux qu'avec votre tête. C'est donc vous qui dans votre maison daignez à peine donner un siége au roi lui-même? C'est vous, le rico hombre d'Alcala, qui vous croyez plus puissant que le roi en Castille, qui pensez que toutes les lois, moins la loi divine, sont au-dessous de vous, comme si celui qui méconnaît les lois humaines ne violait pas aussi celles de Dieu? C'est vous, vous l'avez dit devant moi, qui entrez en partage de ma puissance, puisque vous ne permettez pas qu'on exécute sans votre autorisation les ordres revêtus de ma signature? C'est vous qui ne reconnaissez d'autre règle que votre bon plaisir, et qui, pour satisfaire le moindre de vos caprices, sacrifiez sans pitié l'honneur des femmes et des filles qui ont eu le malheur d'attirer vos regards?... Apprenez, puisque vous l'ignorez, que pour punir de tels excès, un roi n'a pas même besoin de courage personnel; que la loi, l'impassible loi, frappe pour lui, sans colère, sans violence; que l'audace du crime ne peut rien contre la puissance de la justice. Contre le roi, la valeur et la ruse sont également impuissantes, son glaive atteint le criminel avant même que celui-ci ne l'ait vu sortir du fourreau. Apprenez, de plus, que je ne suis pas seulement votre roi, que

je suis le roi don Pèdre, que si je pouvais me dépouiller de la majesté qui vous tient prosterné à mes pieds, ma personne seule ferait sur vous l'effet que produit en ce moment la dignité royale. Mais puisque cela ne dépend pas de moi, puisque c'est par le bras de la loi que je dois vous punir, je veux en vous quittant vous laisser un gage d'amitié, que vous n'oublierez pas sans doute. Recevez ceci à compte de ce que vous avez si bien mérité.

(Il lui prend la tête et la frappe violemment à plusieurs reprises contre une colonne).

On doit comprendre l'effet terrible que produit à la représentation cette énergique peinture des mœurs rudes et violentes du moyen-âge.

Don Tello est resté accablé sous le poids de l'indignation, de la honte et de la terreur. Tout à coup il voit paraître don Gutierre, le confident et le conseiller du roi, accompagné de Léonor et de dona Maria qu'on est allé chercher à Alcala. Don Gutierre déclare au rico hombre que, chargé par le roi d'informer sur les plaintes qu'elles ont élevées contre lui, il vient lui demander ce qu'il a à répondre. Don Tello avoue tous les faits qu'on lui reproche; mais, déjà revenu à son incorrigible arrogance, il ne peut croire, dit-il, que pour de pareils motifs on châtie un homme tel que lui. En ce moment même le hasard amène don Rodrigue, qui depuis son entretien avec le roi ne rêve que vengeance. A peine a-t-il aperçu don Tello qu'il met l'épée à la main et se précipite sur lui. Au bruit de leurs armes qui se croisent, le roi sort de son appartement, il les fait arrêter comme coupables de lèse-majesté, pour avoir tiré l'épée dans son palais.

Don Rodrigue. — Mais ne m'avez-vous pas dit, sire, que je pouvais, sans me rendre coupable, venger mon honneur?

Le Roi. — Non pas ici, par un acte qui blesse mon autorité et le respect dû à ma personne. Au surplus, c'était don Pèdre qui vous donnait ce conseil, et c'est le roi qui vous fait arrêter.

Dona Maria. — Grace, grace pour mon époux!

Le Roi. — Il ne peut plus l'être, et je vous conseille d'en chercher un autre ou d'entrer dans un couvent.

Don Rodrigue est conduit en prison. Avant qu'on n'emmène aussi don Tello, le roi lui demande quelles sont ses intentions à l'égard de Léonor. Il avoue encore une fois qu'il l'a séduite en lui promettant sa main, mais il refuse de tenir cette promesse; il offre, pour dégager sa parole, une partie de sa fortune. Léonor indignée s'écrie qu'elle n'acceptera que sa main ou sa tête.

Don Tello. — Un rico hombre ne peut mourir pour un délit de cette espèce.

Le Roi. — Qui est l'auteur de la loi que vous invoquez?

Don Tello. — C'est un privilége accordé par les rois vos ancêtres aux grands de leurs états.

Le Roi. — Étaient-ils plus rois que moi?

Don Tello. — Non, sire.

Le Roi. — Eh bien! la loi qu'ils ont faite, je puis l'observer ou y déroger suivant que la justice et l'intérêt public me paraîtront l'exiger. Pour vous, si vous avez promis d'épouser Léonor, faites-le pour que votre ame ne périsse pas avec votre corps. C'est d'ailleurs un point que je vous laisse à débattre avec votre confesseur; car marié ou non, demain, je vous l'annonce, sans plus de retard, votre tête roulera sur l'échafaud.... Qu'on l'emmène au château.

L'orgueil de don Tello est enfin dompté. En face de la mort, il annonce à Léonor, d'assez mauvaise grace il est vrai, qu'il reconnaît ses torts envers elle et qu'il veut les réparer. Léonor et dona Maria vont se jeter aux pieds du roi pour obtenir la grace des deux condamnés.

Le Roi. — Vous m'avez demandé justice, je vous l'ai faite.

Léonor. — C'est encore justice que je vous demande, sire, car dans un roi, image de la Divinité, la justice et la clémence envers les coupables repentans sont une seule et même chose.

Le Roi. — Que voulez-vous donc?

Léonor. — Nous craignons que nos paroles ne vous irritent.

Le Roi. — La demande la moins fondée ne peut être un sujet d'irritation; un refus en fait suffisamment justice. Un roi doit tout écouter, sauf à prononcer ensuite selon la raison...

Léonor, toujours un peu pompeuse et sentencieuse dans ses discours, adresse alors au roi une longue harangue où elle reproduit assez noblement tous les lieux communs que les rhéteurs ont jamais pu inventer en faveur de la clémence. Dona Maria, plus simple et plus timide, ajoute quelques mots en faveur de son amant qui, bien moins coupable, semble pouvoir compter sur quelque indulgence. Le roi leur répond que la sentence est déjà rendue, qu'il l'a revêtue de sa signature et que sa conscience lui défend de la révoquer. Elles veulent insister : « Apprenez-leur, dit-il, qu'en renouvelant une demande que j'ai dû écouter une première fois sans colère, vous m'offenseriez en effet..... Gutierre, qu'on les fasse sortir! » Elles se retirent tout épouvantées et le désespoir dans l'ame.

Don Tello reçoit la notification de son arrêt de mort. Il attend avec résignation le jour qui doit éclairer son supplice. Mais don Pèdre, non content d'avoir, comme roi, vaincu et châtié son orgueil, veut encore, comme homme, comme chevalier, lui faire sentir sa supériorité; il ordonne à don Gutierre de se trouver à l'entrée de la nuit à la porte du jardin du palais, avec deux chevaux et une épée. Gutierre, surpris et inquiet de ces préparatifs, veut en connaître l'objet. Peu satisfait d'une réponse évasive par laquelle don Pèdre s'efforce d'éluder ses questions, il laisse entendre qu'il soupçonne quelque chose de

grave. Son insistance excite le courroux du roi, qui lui adresse ces sévères paroles : « Si vous présumez qu'il y a ici quelque mystère, puisque je ne vous en fais pas confidence, il est plus qu'indiscret à vous de vouloir le pénétrer. Je vous ai pris pour mon serviteur et non pas pour mon conseiller, et la meilleure manière de servir les rois, c'est d'obéir scrupuleusement à leurs ordres. »

Don Pèdre se fait conduire à la prison où don Tello attend l'heure de son supplice. Déjà le jour a disparu. Enveloppé dans son manteau, et déguisant soigneusement sa voix, le roi pénètre auprès du prisonnier et lui annonce qu'il vient lui rendre la liberté. Ce n'est pas sans quelque hésitation que don Tello se décide à suivre ce libérateur inconnu.

Le Roi. — Suivez-moi, ne perdez pas un moment, si vous voulez que l'ordre barbare du roi ne reçoive pas son exécution.

Don Tello. — Il lui a fallu toute sa puissance pour me réduire à cet état... Quelque terrible qu'il soit, je voudrais le rencontrer seul à seul, dans un lieu où la majesté royale n'élèverait pas une barrière entre lui et moi.

Le Roi. — Je sais que vous êtes vaillant, et c'est votre réputation qui m'a inspiré le désir de vous sauver... Nous voici arrivés dans le parc du palais; nous y sommes plus en sûreté.

Don Tello. — Éloignons-nous des murs, je crains que le roi ne nous aperçoive.

Le Roi. — Vous avez donc peur de lui?

Don Tello. — Si la question était d'homme à homme, si je le rencontrais ici corps à corps, peut-être la crainte ne serait-elle pas de mon côté; mais le pouvoir royal est un adversaire bien fort et sur lequel le courage personnel a peu de prise...

Le Roi. — J'aperçois quelqu'un qui s'avance vers nous.

Don Tello. — Sans épée, je ne puis aller le reconnaître.

Le Roi. — Prenez la mienne, je vais en chercher une autre que j'ai laissée à l'arçon de ma selle; ne vous éloignez pas d'ici.

Le roi ne tarde pas à revenir, mais d'un autre côté que celui par lequel il s'est éloigné. S'avançant vers don Tello, qui ne reconnaît pas son libérateur, il lui demande ce qu'il vient faire la nuit dans ce parc, et veut l'obliger à dire son nom. Après avoir échangé quelques paroles de provocation et de défi, ils mettent l'épée à la main. La victoire reste quelque temps indécise, mais don Tello est enfin désarmé.

Le Roi. — Reprenez votre épée.

Don Tello. — Cela m'est impossible, mon bras est engourdi.

Le Roi. — Avez-vous peur de moi?

Don Tello. — Peur, non; mais je vous porte envie, puisque vous m'avez vaincu. Qui êtes-vous donc, homme audacieux? Vous ne savez pas de quelle gloire vous venez de vous couvrir.

LE ROI. — Ne me connaissez-vous pas?

DON TELLO. — Non.

LE ROI. — Vous avouez donc que c'est ma seule personne et non pas le rang que je puis avoir qui a triomphé de votre orgueil?

En ce moment, le valet de don Tello que don Pèdre, pour éloigner un témoin incommode, avait envoyé chercher de la lumière, accourt un flambeau à la main. En reconnaissant le roi : — Dieu! dit-il, qu'est-ce que je vois?

LE ROI. — Le rico hombre d'Alcala aux pieds du roi don Pèdre.

DON TELLO. — C'est vous, Sire?

LE ROI. — Oui, don Tello, vos vœux sont accomplis, vous m'avez rencontré corps à corps. Votre orgueil a pu se convaincre que vous aviez tort de dédaigner ce prêtre et ce chanteur que j'ai tués, et qui peut-être avaient mieux combattu que vous. Vous savez que comme chevalier je puis faire avec mon épée ce que comme roi je fais par le respect qui s'attache à ma dignité.

DON TELLO. — Je l'avoue.

LE ROI. — Maintenant que je vous ai vaincu par mon courage, après vous avoir vaincu dans votre maison par ma modestie, et dans mon palais par ma justice, partez, vous êtes libre, sortez de mes états sans perdre un instant; car si vous y êtes repris, votre mort est certaine... Ici, où pour vous combattre j'ai déposé ma majesté, je puis vous pardonner; mais lorsque j'aurai repris mon caractère de roi, de défenseur de la loi, cela me serait impossible... Vous trouverez près d'ici un homme qui vous attend avec des chevaux et de l'argent. Partez.

Le rico hombre part en effet pour l'exil. Le roi se hâte de regagner son palais avant que le jour paraisse. Moreto a placé ici une de ces scènes bizarres dans lesquelles les poètes aiment à faire figurer le roi don Pèdre. Déjà, dans une scène précédente, il nous l'a montré obsédé par de fantastiques apparitions qui font retentir à ses oreilles des paroles mystérieuses. Au moment où il passe auprès d'une chapelle dédiée à saint Dominique, un fantôme se présente à ses yeux.

LE ROI. — Ombre ou démon, que me veux-tu? Pourquoi me poursuivre ainsi?

LE FANTOME. — Approche si tu désires le savoir. Nous pouvons nous asseoir sur la margelle de ce puits, près de ce sanctuaire humble autant que vénérable que saint Dominique, assisté du séraphique saint François, a élevé de ses glorieuses mains.

LE ROI. — Le jour arrive, je ne puis m'arrêter.

LE FANTOME. — Assieds-toi, ou je croirai que tu as peur.

LE ROI. — Pour toute réponse je resterai, me voilà assis, parle.

LE FANTOME. — Me connais-tu?

LE ROI. — Je n'ai aucun souvenir de toi, et tu es si hideux, que je te prendrais volontiers pour un démon attaché à ma poursuite. (Il se lève.)

LE FANTOME. — Non, assieds-toi, te dis-je.

LE ROI. — Soit.

LE FANTOME. — Tyran superbe, je suis le prêtre que tu as tué à coups de poignard.

LE ROI. — Moi!

LE FANTOME. — Tu ne peux le nier.

LE ROI. — Ton zèle pouvait être louable, mais il avait trop de hardiesse; tu n'as pas su respecter ton roi, tu t'es mêlé de ce qui devait te rester étranger.

LE FANTOME. — Cela se peut; mais le ciel te menace d'une mort semblable. C'est ce même poignard qui, par la main de ton frère, fera justice à la Castille de tes violences.

LE ROI. — Mon frère! Dieu! que dis-tu? rends-moi ce poignard.

LE FANTOME. — Le voici! (Il le laisse tomber.)

LE ROI. — Si je pouvais te tuer une seconde fois, je l'aurais fait.

LE FANTOME. — C'est le jour de saint Dominique que tu m'as égorgé.

LE ROI. — Que veux-tu dire par là?

LE FANTOME. — Dieu t'ordonne de fonder ici même un couvent où tu lui offriras des vierges sacrées en expiation des outrages que tu as commis envers lui. Le promets-tu?

LE ROI. — Je le promets. Veux-tu encore autre chose?

LE FANTOME. — Non. Accomplis promptement ta promesse. C'est dans ce couvent que tu dois habiter à jamais... Donne-moi la main en gage de ta foi.

LE ROI. — La voici!... ciel! je brûle! laisse-moi! laisse-moi!

LE FANTOME. — Tel est le feu dont je suis condamné à souffrir les atteintes, jusqu'au jour où tu auras accompli ta promesse;... apprends par là à craindre le feu de l'enfer.

Le fantôme disparaît. Le roi regagne enfin son palais, plein tout à la fois de terreur et de courroux. En ce moment même, arrive le comte de Trastamare, qui, ayant obtenu son pardon, se hâte de venir se jeter aux pieds de son frère pour compléter la réconciliation. Dans son empressement, il a devancé sa suite. En traversant la place où le roi vient de rencontrer le fantôme, il aperçoit le poignard qu'il a laissé tomber dans son trouble. Il reconnaît l'arme favorite de don Pèdre et se félicite de pouvoir la lui rapporter : « Ce sera, dit-il, un moyen de me faire mieux accueillir de lui; je ne sais quelle voix intérieure me dit que ce poignard me portera bonheur. »

Ces paroles si terribles lorsqu'on se rappelle la fin tragique de don Pèdre, sont suivies d'une scène non moins terrible, que Moreto a empruntée presque textuellement au *Médecin de son honneur*. Don Pèdre, en voyant le comte l'aborder le poignard à la main, éprouve un mouvement d'effroi instinctif qu'il essaie en vain de dissimuler. Il tombe dans une sorte de délire, il laisse échapper le secret de l'horrible pressentiment dont il est obsédé. Mais bientôt, revenant à lui, il relève son frère prosterné à ses pieds sous le poids de l'horreur et de l'épouvante : « Lève-toi, Henri, lui dit-il avec une résignation mélan-

colique, lève-toi; en présence des décrets du ciel, l'homme n'est rien, c'est en vain qu'on voudrait en empêcher l'accomplissement. »

Cependant don Tello a été rencontré par les gens de la suite de l'infant, qui, le prenant pour un malfaiteur fugitif, l'ont arrêté et le conduisent devant le roi. Don Pèdre, comme il l'avait annoncé, ordonne l'exécution de l'arrêt rendu contre lui. Le comte de Trastamare parvient pourtant, à force d'instances, à obtenir son pardon; celui de don Rodrigue est facilement accordé, il retrouve sa chère Maria, don Tello épouse Léonor, et tout se termine ainsi à la satisfaction commune, dénouement que faisait peu prévoir la nature du sujet et des personnages.

Le Vaillant Justicier est incontestablement un chef-d'œuvre du premier ordre, qui, s'il ne surpasse pas tous les drames tragiques de l'Espagne, n'est du moins inférieur à aucun. Il n'y a peut-être pas dans l'action un intérêt aussi vif, aussi soutenu, aussi saisissant que dans *le Médecin de son Honneur* de Calderon et dans *l'Étoile de Séville* de Lope de Vega, mais les caractères sont tracés avec une vérité, une énergie vraiment rares, et la couleur de l'époque est admirablement rendue. Don Tello est le type complet, achevé de l'orgueil aristocratique et de la tyrannie féodale. Jamais peut-être le roi don Pèdre, si souvent mis sur la scène avec un remarquable talent, ne l'a été d'une manière aussi heureuse. Tous les détails de son rôle sont d'une perfection et d'une profondeur qui méritent une longue analyse, et qui expliquent suffisamment l'étendue des citations qu'on vient de lire. Le génie de Moreto a pour ainsi dire résolu le problème historique des jugemens si contradictoires portés sur ce prince par les chroniqueurs et les poètes. Dans l'inflexible justicier, il nous fait déjà pressentir le tyran sanguinaire et implacable. A l'irritation que don Pèdre ressent déjà de la turbulence de ses frères et des violences de la noblesse, aux projets de châtiment et de vengeance qu'il exprime à chaque instant, à l'instinct de despotisme qui se mêle à son amour de la justice, aux emportemens que lui fait éprouver la moindre contradiction, à la rudesse sauvage, bizarre et presque féroce qui vient trop souvent dominer en lui une affectation de courtoisie galante et chevaleresque, on devine ce qu'il pourra devenir lorsque de nouvelles provocations, de nouveaux outrages auront achevé de le pousser à bout. Déjà même le crime ne lui est pas étranger, déjà il a répandu le sang innocent, et, à défaut de remords, de superstitieuses terreurs le poursuivent, l'agitent, ébranlent son imagination et bouleversent cette ame inaccessible à toute autre crainte. Ce sont là des conceptions puissamment tragiques, de ces conceptions qui rappellent Shakespeare, et qui montrent dans le grand poète, l'historien, le moraliste, presque l'homme d'état, comme si à une certaine hauteur toutes les grandes facultés de l'esprit se touchaient et se confondaient.

Quoique Moreto se soit plus d'une fois essayé dans le genre tragique, quoique dans plusieurs de ses comédies héroïques ou sacrées on trouve d'incontestables beautés, il n'en est aucune, à l'exception du *Vaillant Justicier,* qui

soit restée au théâtre ou dans le souvenir des amis des lettres. C'est par ses comédies *de cape et d'épée* qu'il a surtout, nous l'avons déjà dit, conquis sa glorieuse renommée.

Nous ne savons pourtant s'il faut ranger dans cette classe le drame admirable qu'il a appelé *Dédain contre Dédain*, et qui, par le choix des personnages comme par l'élévation et l'élégance soutenue de la diction, semble appartenir à un genre intermédiaire.

Dans cette composition, Moreto a encore marché sur les traces de Lope de Vega. Il existe deux comédies de Lope, *la Belle Laide* et *les Miracles du Mépris*, où il semble vouloir démontrer que, pour triompher des rigueurs d'une femme, le moyen le plus efficace est de paraître la dédaigner. Telle est aussi l'idée qui préside à l'œuvre de Moreto, et qu'il y développe avec une telle supériorité, qu'il serait puéril de lui reprocher de n'avoir pas eu le premier la pensée de transporter sur le théâtre un de ces lieux communs, féconds seulement lorsqu'un homme de génie se charge de les exploiter.

C'est en Catalogne, à une époque non déterminée du moyen-âge, qu'il a placé le lieu et le théâtre de l'action. La fille du comte de Barcelonne, la princesse Diane, belle, spirituelle, savante, pleine du sentiment de son mérite et d'un goût excessif d'indépendance, s'est promis de ne jamais se soumettre aux lois du mariage et de ne répondre que par le mépris et la haine à l'amour qu'on lui témoignera. Vainement son père, dont elle est l'unique héritière, s'efforce d'ébranler une telle résolution; vainement tous les princes voisins viennent solliciter sa main, et s'efforcent, par les fêtes brillantes qu'ils lui offrent, de lui prouver leur passion et de toucher son cœur : toutes ces tentatives ne font, pour ainsi dire, qu'exalter son orgueil dédaigneux et l'affermir dans ses refus.

Cependant, au nombre de ces prétendans, il en est un dont le caractère réservé et l'apparente froideur commencent à fixer son attention, c'est don Carlos, comte d'Urgel. Attiré d'abord à Barcelonne par la curiosité plutôt que par le désir bien positif de fixer le choix de Diane, il n'a pas tardé à concevoir pour elle une vive passion; mais l'ardeur même de ce sentiment, la timidité qui suit presque toujours l'amour vrai et profond, l'incertitude ou plutôt l'extrême invraisemblance du succès, tout se réunit pour refouler au fond de son cœur les émotions auxquelles il est en proie.

Les conseils du *gracioso* Polilla, son valet et son confident, le décident à conserver cette attitude qui, bien qu'involontaire d'abord, est peut-être le meilleur moyen d'agir sur un esprit tel que celui de la princesse, en piquant son orgueil blasé à force d'hommages et d'adulations, et en fournissant un aliment momentané à son imagination bizarre et délicate tout à la fois. Dans le but de veiller de plus près au succès de cette combinaison, Polilla commence par s'introduire auprès de la princesse en qualité de bouffon de cour; par la vivacité et l'à-propos de ses reparties, il réussit à l'amuser, à se mettre avec elle sur un pied de familiarité, à gagner peu à peu sa confiance. Il fait naître assez naturellement l'occasion de lui parler du comte d'Urgel, et en le lui

peignant comme un homme d'un caractère fier et sauvage sur qui l'amour et la beauté n'exercent aucun empire, il excite peu à peu, dans l'ame de l'orgueilleuse Diane, le désir de triompher de cette nature rebelle.

Ce n'est d'abord en elle qu'un caprice sans conséquence qui l'agite d'autant moins qu'elle ne doute pas d'un prompt et facile succès. Un regard de bienveillance, quelques paroles d'une condescendance équivoque, suffiront, elle le croit, pour mettre à ses pieds le seul homme qui semble méconnaître l'empire de ses charmes, et elle se promet bien de lui faire alors expier cruellement le crime dont il s'est rendu coupable envers elle par un moment d'indifférence. Tel est déjà l'amour du comte d'Urgel, qu'averti par le *gracioso* du but de ces artifices, c'est tout au plus s'il puise dans cet avertissement la force nécessaire pour ne pas céder aux premières et faibles avances de la princesse.

Étonnée de cette résistance, elle revient à la charge. La lutte s'engage par des dissertations métaphysiques sur l'amour et la reconnaissance, sur le danger d'arriver au premier de ces sentimens par le second, sur la nécessité, lorsqu'on veut conserver son indépendance, de ne pas même répondre à la tendresse qu'on nous témoigne par l'expression d'une courtoisie bienveillante. C'est le comte d'Urgel qui, dans cette controverse, exprime les opinions les plus sévères, les plus rudes. La fière Diane, surprise et déconcertée, se trouve amenée comme malgré elle, comme à son insu et non sans un dépit évident, à prendre la défense, non pas encore de l'amour, mais des lois de la galanterie ou au moins de la simple politesse. Toutes ces dissertations sont d'une délicatesse et d'un agrément infini. Leur subtilité même, qui ailleurs paraîtrait excessive, est ici à sa place parce qu'elle est parfaitement dans la nature : ce sont bien là les premiers entretiens de deux amans qui n'en sont pas encore à se dire leur secret, et qui, n'osant ou ne voulant pas se parler l'un de l'autre, se jettent dans des allusions et des généralités où leur esprit, animé par le désir de briller et de plaire, prodigue toutes ses ressources.

Diane, mécontente du résultat de ces premières attaques et comprenant qu'elle perd peu à peu du terrain, veut tenter une épreuve plus décisive. On célèbre les fêtes du carnaval. Suivant l'usage catalan, elle décide que le jour même il y aura un *sarao,* espèce de ballet dans lequel chacun des danseurs doit conserver, pendant toute la soirée, la compagne que le sort lui a assignée, et prendre avec elle, sans qu'elle puisse s'en offenser, sans que d'ailleurs cela tire à conséquence, le langage et les manières d'un amant favorisé. Comme on le pense bien, Diane a pris ses mesures pour diriger l'œuvre prétendue du hasard, et c'est elle qui échoit au comte d'Urgel. Il y a ici une scène charmante.

Diane, à part. — Je triompherai de cet homme, ou je consens à passer pour la plus stupide des femmes. (Haut) Vous êtes un galant bien froid! On reconnaît à votre maintien la violence que vous avez à vous faire pour vous donner la seule apparence de la tendresse; mais, puisqu'en en ce moment cette appa-

rence est pour vous un devoir, ne pas savoir la prendre, c'est, permettez-moi de vous le dire, manquer d'adresse plus encore que d'amour.

LE COMTE. — Si j'avais à feindre ce sentiment, vous trouveriez mon langage plus expressif. Lorsque le cœur est libre, l'esprit trouve facilement les paroles.

DIANE. — Cela veut-il dire que vous m'aimez?

LE COMTE. — Si je ne vous aimais, d'où me viendrait cette timidité?

DIANE. — Que dites-vous? Est-ce sérieusement que vous parlez?

LE COMTE. — Ne voyez-vous pas que mon ame ne peut plus contenir le sentiment dont elle est remplie!

DIANE.—C'est pourtant vous qui me disiez que vous ne pouviez pas aimer.

LE COMTE. — C'est que je n'avais pas encore été frappé du trait qui m'était réservé.

DIANE. — Quel trait?

LE COMTE. — Celui dont cette main charmante a pénétré mon cœur. Comme ce poisson merveilleux dont la puissance magnétique, au moment même où il touche le fil suspendu à l'extrémité d'une ligne, imprime au pêcheur une secousse violente et paralyse son bras, ainsi la main qui en ce moment touche la mienne y glisse un poison à la fois brûlant et doux, que je sens circuler dans mes veines, et qui arrive jusqu'à mon cœur.

DIANE, à part. — Victoire! Son orgueil est enfin subjugué. Je puis enfin punir le mépris qu'il a fait de ma beauté. (Haut.) Vous qui vous regardiez comme si assuré de ne jamais aimer, vous aimez donc sérieusement?

LE COMTE. — Pouvez-vous douter de l'ardeur qui me consume? C'est à genoux que je vous supplie de calmer mes souffrances par quelque marque de bonté.

DIANE, ôtant son masque et retirant sa main. — Laissez-moi! laissez-moi! Que dites-vous? Moi, de l'amour? Si la passion qui vous entraîne peut vous excuser assez pour vous mettre à l'abri du châtiment dû à tant d'audace, elle ne m'empêchera pas de vous rappeler à la raison. Vous me demandez des faveurs en m'avouant que vous m'aimez?

LE COMTE, à part. — Ciel! je me suis perdu... Mais il est encore possible de réparer ma faute.

DIANE. — Avez-vous donc oublié ce que je vous avais annoncé, qu'en m'aimant vous vous condamniez à subir mon mépris sans pouvoir espérer d'émouvoir ma pitié?

LE COMTE. — Mais vous-même, c'est donc sérieusement que vous me parlez?

DIANE. — N'est-ce pas sérieusement que vous m'aimez?

LE COMTE. — Moi! madame. Juste ciel! Mon caractère eût-il pu se transformer ainsi? Moi, aimer sérieusement? Belle Diane, avez-vous pu le penser? Si un tel sentiment eût, par impossible, trouvé place dans mon cœur, la honte m'eût empêché de l'avouer. Je ne faisais que me conformer aux usages de cette fête.

DIANE. — Qu'entends-je? Votre langage n'était pas sérieux? (A part.) Je suis si confuse, que je ne sais que lui dire.

LE COMTE. — Comment, avec tout votre esprit, n'avez-vous pas reconnu que c'était une fiction?

DIANE. — Mais ce trait dont vous vous disiez frappé, ce poison si doux qui avait banni l'indifférence de votre cœur?...

LE COMTE. — Fictions que tout cela. Me jugiez-vous donc assez dépourvu d'adresse et d'esprit pour ne pas même savoir donner à la feinte une apparence de vérité?

DIANE, à part. — Qu'est-ce qui m'arrive? Ai-je bien pu m'exposer à un tel affront? Je me sens toute brûlante de honte et de dépit, je crains qu'il ne s'en aperçoive... Il faut absolument que je le mette à mes pieds, quoi qu'il puisse m'en coûter.

LE COMTE. — Madame, on nous attend.

DIANE. — Moi, tomber dans un pareil piége... Comment vous...

LE COMTE. — Que dites-vous?

DIANE. — Qu'allais-je faire! Je perds l'esprit... Remettez votre masque et rejoignons la foule.

LE COMTE, à part. — Mon imprudence est réparée. C'est donc ainsi que la cruelle récompenserait un amour sincère?

DIANE. — Vous savez feindre avec tant d'adresse, qu'en vérité j'avais pris vos paroles au sérieux.

LE COMTE. — Non, non, je ne m'abuse pas, vous n'avez pu vous tromper à ce point; mais, pour vous conformer aux usages de cette fête, qui vous prescrivait de m'accorder quelque faveur, ne pouvant prendre sur vous de paraître répondre à la tendresse que je vous témoignais, vous avez voulu rendre une sorte d'hommage à mon esprit en faisant semblant de croire à la sincérité de mes paroles.

DIANE, à part. — Quelle piquante ironie! N'importe, j'essaierai encore de le tromper. (Haut.) Venez, et, puisque je sais que tous vos propos ne sont que fictions, continuez à m'entretenir sur ce ton, je vous en estimerai davantage.

LE COMTE. — Comment cela!

DIANE. — Je suis plus touchée de votre esprit que je ne le serais de votre amour, je vous en sais meilleur gré.

LE COMTE, à part. — Ah! si je ne comprenais pas sa pensée! Rendons-lui trait pour trait.

DIANE. — Vous ne continuez pas?

LE COMTE. — Non, madame.

DIANE. — Pourquoi?

LE COMTE. — Vous m'avez tellement effrayé en me disant que vous m'en sauriez gré, qu'il me serait impossible en ce moment de feindre avec vous le langage de l'amour.

DIANE. — Quel mal peut-il donc résulter pour vous du plaisir que je trouverais à ces propos ingénieux?

LE COMTE. — Je risquerais... de vous plaire.

DIANE. — Vous en trouveriez-vous donc si mal?

LE COMTE. — Madame, cela ne dépend pas de moi. Si j'en venais là, il me faudrait mourir.

DIANE, à part. — Se peut-il que je sois condamnée à entendre de telles choses! (Haut.) D'où vient cette présomption de croire que je pourrais vous aimer?

LE COMTE. — Vous m'avez dit vous-même que de la reconnaissance à l'amour il n'y a pas loin; on est donc bien près d'aimer ceux auxquels on avoue qu'on sait gré des sentimens qu'ils nous expriment.

DIANE. — Il y a moins loin encore de votre fol orgueil à une grossièreté injurieuse, et je ne veux pas vous donner le temps de franchir cet espace. Laissez-moi.

LE COMTE. — Voulez-vous donc manquer aux usages de cette fête? N'en concevrait-on pas quelques soupçons?

DIANE. — Ce danger ne regarde que moi; je dirai que je suis souffrante.

Le comte s'éloigne sans insister davantage. A peine est-il parti, que la princesse regrette de l'avoir renvoyé. Étonnée et humiliée de la facilité, de l'espèce d'empressement avec lequel il a accepté son congé, elle n'a plus qu'une pensée, celle de triompher de sa froideur. Pour dompter ce cœur indocile, elle n'épargnera rien. Le *gracioso,* qui feint de partager son indignation et d'entrer dans ses projets, est chargé par elle d'aller trouver le comte et de le conduire dans le jardin intérieur du palais, comme pour lui en faire admirer le dessin savant et les riches ornemens. Diane s'y trouve comme par hasard, se livrant avec les dames de sa suite au plaisir de la musique. Elle sait que le comte est sensible aux charmes d'une belle voix; elle compte pour l'émouvoir sur les accens qu'elle va lui faire entendre, et peut-être aussi sur les attraits du déshabillé gracieux dans lequel il va la surprendre.

Tout se passe comme elle l'a ordonné. Le comte arrive avec le *gracioso,* qui n'a pas manqué de l'instruire des intentions de la princesse. Vingt fois, dans le trouble dont il est saisi, il est sur le point de s'élancer vers elle et de se jeter à ses pieds. C'est à grand'peine que le souvenir de la scène du bal, et surtout les avis, les prières, les menaces du gracioso, peuvent le détourner d'aller encore une fois s'offrir au mépris de l'altière Diane. Il affecte de ne pas s'apercevoir de sa présence et d'être entièrement absorbé par l'admiration que lui inspire la savante ordonnance des parterres et des bosquets. Diane se persuade qu'il ne l'a pas entendue; elle recommence à chanter, elle essaie de donner à sa voix plus de force et d'expression. Le comte, vivement agité, réussit cependant à renfermer en lui-même l'émotion à laquelle il est en proie. Rien dans son extérieur, dans son attitude, ne la laisse soupçonner. Diane ne peut plus y tenir; elle charge une de ses femmes d'aller comme d'elle-même avertir le comte de sa présence; celui-ci, sans paraître y faire attention, s'entretient avec la messagère des agrémens du jardin, des défauts qu'il a cru y

remarquer, et de ce qu'on pourrait faire pour les corriger. Diane, de plus en plus surprise, lui envoie encore une de ses suivantes.

LA SUIVANTE. — Don Carlos, je dois vous dire que la princesse vous a vu.

LE COMTE. — Je m'étais arrêté à contempler cette belle fontaine, et je n'avais pas aperçu son altesse. Veuillez m'excuser auprès d'elle et lui dire que je me retire à l'instant.

DIANE, à part. — Je crois, en vérité, qu'il s'en va. (Elle se lève et s'avance vers lui.) Arrêtez, je veux vous parler.

LE COMTE. — A moi, madame?

DIANE. — A vous.

LE COMTE. — Que m'ordonnez-vous?

DIANE. — Comment avez-vous eu la hardiesse de pénétrer en ce lieu, sachant que c'est celui où je viens me reposer avec les dames de ma suite?

LE COMTE. — Madame, je ne vous avais pas vue; je me suis laissé attirer par la beauté de ce jardin. Je vous en demande pardon.

DIANE, à part. — Il ne daigne pas même me dire qu'il est venu pour m'écouter. (Haut.) Mais ne m'avez-vous pas entendue?

LE COMTE. — Non, madame.

DIANE. — Cela n'est pas possible.

LE COMTE. — La faute que j'ai commise est de celles qui ne se réparent qu'en s'abstenant de les prolonger.

Il se retire en prononçant ces derniers mots, laissant la princesse confuse, humiliée, et déjà hors d'état de dissimuler, aux yeux des femmes dont elle est entourée, ce qui se passe dans son ame. Le *gracioso,* pour lui porter le dernier coup, feint de lui avouer d'un air d'embarras et d'indignation que le comte a trouvé son chant détestable.

Nous ne suivrons pas Moreto dans tous les développemens qu'il a donnés à son sujet. C'est avec un art et une délicatesse incomparables qu'il nous fait voir les progrès de l'amour qu'allument peu à peu dans le cœur de Diane la vanité blessée et le caprice, bien plus qu'une sensibilité réelle. Elle se décide enfin à une dernière et décisive épreuve. Le but que n'ont pu atteindre sa coquetterie et ses avances, elle va essayer d'y parvenir par l'arme puissante de la jalousie. Heureusement elle a pris encore cette fois le *gracioso* pour son confident, et cette fois encore il a pu préparer le comte à l'attaque dont il va être l'objet.

La princesse y prélude, comme dans les précédens entretiens, par des subtilités métaphysiques sur la tendresse, l'indifférence, et tous les mystères du cœur. Le comte, réfutant une des opinions qu'elle vient d'exprimer, lui fait remarquer en termes assez galans que, n'ayant jamais connu l'amour, elle est peu en état de traiter ces questions.

DIANE. — Je vous répondrai d'abord que la réflexion et le raisonnement peuvent, dans certaines matières, tenir lieu de l'expérience, mais cette expérience même ne me manque peut-être pas pour les comprendre.

LE COMTE. — Dois-je entendre par là que vous aimez?

DIANE. — Cela pourrait être. (A part.) S'il n'est pas dépourvu de tout sentiment, il ne résistera pas à cette épreuve.

LE COMTE. — Je vous écoute avec étonnement.

DIANE. — Don Carlos, j'ai reconnu que les principes que j'avais pris jusqu'à présent pour règles de ma conduite, étaient également contraires à la raison et à mes devoirs envers ceux qui seront un jour mes sujets. Je me suis donc décidée à y renoncer, à faire choix d'un époux. Au moment même où la puissance de la vérité a ainsi triomphé des sophistiques illusions de mon esprit, le nuage qui me couvrait les yeux s'est dissipé, j'ai aperçu ce qui jusqu'alors avait été comme caché à ma vue. Le prince de Béarn est un si noble chevalier, que je le crois digne de moi; je ne puis en dire davantage. Sa naissance est telle qu'il n'y a rien au-dessus. Personne ne l'égale en esprit et en bravoure. Bonne grace, élégance, courtoisie galante, noblesse et générosité, toutes ces qualités exquises réunies en lui au degré le plus éminent le laissent véritablement sans rival. Je ne puis comprendre l'aveuglement qui m'a empêchée si long-temps de lui rendre justice.

LE COMTE, à part. — Je sais que tout ce discours n'est qu'artifice, et cependant je m'en sens pénétré comme d'un poison mortel.

DIANE. — Je vous le déclare donc, je suis résolue à me marier; mais, connaissant toute votre sagacité, j'ai voulu vous consulter auparavant. Ne croyez-vous pas comme moi que le prince de Béarn mérite la préférence sur ses rivaux? N'ai-je pas raison de le juger le plus accompli de tous ceux qui recherchent ma main? Qu'en pensez-vous? Il me semble que vous changez de visage. (A part.) L'épreuve a réussi, sa physionomie me le prouve, il a pâli, mon but est atteint.

LE COMTE, à part. — Je n'en peux plus.

DIANE. — Vous ne me répondez pas! Qu'en dois-je conclure? Vous paraissez troublé.

LE COMTE. — Troublé, non, mais surpris.

DIANE. — De quoi?

LE COMTE. — Je ne croyais pas que le ciel eût pu créer deux êtres doués de sentimens aussi absolument semblables que nous le sommes, vous et moi. Sans doute, madame, nous sommes nés sous l'influence de la même constellation... Depuis combien de temps vos pensées ont-elle pris cette direction nouvelle?

DIANE. — Il y a déjà plusieurs jours que la lutte était engagée dans mon cœur, mais ce n'est qu'hier que mes incertitudes ont cessé.

LE COMTE. — Eh bien! c'est précisément depuis hier que je me suis aussi décidé à aimer. Moi aussi, dans mon aveuglement, j'avais long-temps méconnu la beauté que j'adore, que je veux adorer comme certes elle en est digne.

DIANE, à part. — Je triomphe. (Haut.) Vous pouvez me parler sans retenue, je ne vous ai rien caché.

LE COMTE. — Oui, madame, je suis trop fier de mon amour pour le dissimuler... c'est Cynthie.

DIANE. — Qui, Cynthie?

LE COMTE. — Ne trouvez-vous pas que j'ai fait un digne choix? jamais femme a-t-elle réuni plus d'esprit à plus de beauté? Que de graces, de charmes et de dignité tout à la fois! Qu'en pensez-vous?... vous me semblez contrariée?

DIANE, à part. — Je sens dans mes veines un froid glacial.

LE COMTE. — Vous ne répondez pas?

DIANE. — Je ne puis revenir de la surprise que me cause l'illusion où je vous vois. Je n'ai jamais aperçu dans Cynthie ces merveilleuses perfections; elle n'a ni charme, ni beauté, ni esprit; la passion vous égare.

LE COMTE. — Est-il possible! autre ressemblance entre nous.

DIANE. — Comment?

LE COMTE. — De même que la beauté de Cynthie échappe à vos regards, je ne vois ni la bonne grace ni le mérite du prince de Béarn. En un mot, telle est entre vous et moi la parfaite similitude, que je ne trouve qu'à blâmer dans ce que vous aimez et vous dans ce que j'aime.

DIANE. — Les goûts sont libres; que chacun suive le sien.

LE COMTE. — Puisque vous me le permettez, je vais trouver celle qui désormais aura toutes mes pensées. Je vous l'aurais avoué plus tôt, si j'avais pu deviner que ma situation et mes sentimens fussent à ce point semblables aux vôtres.

DIANE. — Vous allez la voir?

LE COMTE. — Oui, madame.

DIANE, à part. — Je ne sais où j'en suis, ma tête se perd.

LE COMTE. — Adieu, madame.

DIANE. — Un moment!... écoutez!... Un homme comme vous peut-il donc immoler sa raison et son jugement à une aberration des sens? en quoi consiste donc la beauté de Cynthie? par quel prestige vous a-t-elle fait croire à son esprit? où donc est cette élégance, cette grace que vous admirez en elle?

LE COMTE. — Que dites-vous?

DIANE. — Que vous faites preuve de peu de goût.

LE COMTE. — De peu de goût? O ciel! la voici qui passe au fond de cette galerie. Regardez-la, et jugez si j'ai eu tort de lui donner mon cœur. Cette chevelure partagée en tresses élégantes, ce front éclatant qui s'unit si merveilleusement à son charmant visage, ces yeux noirs et brillans, ces lèvres vermeilles, ce cou de cygne, cette taille si fine que la pensée même n'est pas assez déliée pour la représenter..... J'étais aveugle sans doute, moi qui ai pu si long-temps méconnaître tant d'attraits... Mais j'oublie dans mes transports qu'il est peu convenable de vanter ainsi en votre présence une autre beauté. Pardon, madame; permettez que je vous quitte pour aller demander sa main à son père, et aussi pour porter au prince de Béarn l'heureuse nouvelle que vous venez de me donner.

Le comte, maintenant assez certain du succès pour ne plus craindre de le compromettre par la hardiesse de ses stratagèmes, s'empresse, en effet, de publier le prétendu choix de la princesse. Le prince de Béarn accourt pour la remercier; le comte de Barcelonne vient, accompagné de toute sa cour, témoigner à sa fille la joie qu'il éprouve de la voir enfin renoncer aux étranges préjugés qui lui faisaient repousser avec tant d'horreur toute idée de mariage. On devine le reste. L'orgueilleuse Diane, poussée à bout, se voit enfin forcée de proclamer elle-même le nom de son vainqueur et d'offrir sa main au comte d'Urgel. Moreto a mis dans cette scène une extrême délicatesse, qui empêche que l'humiliation de l'héroïne ne dépasse, si je puis parler ainsi, les bornes de la décence.

Tel est le drame qu'on cite souvent comme le chef-d'œuvre de la comédie espagnole, de celle au moins qui tire ses moyens de succès de la peinture fidèle du cœur humain et du développement des passions. C'est une suite de tableaux dont l'élégance achevée, la finesse, le coloris poétique causent à l'esprit un plaisir vraiment exquis. Il y règne, avec cette force comique inséparable de la profonde vérité des caractères, un enjouement vif et gracieux, qui éclate surtout dans le rôle charmant du *gracioso,* inventeur et principal instrument de cette ingénieuse intrigue.

Molière, dans sa *Princesse d'Élide*, a imité et en quelques endroits traduit l'ouvrage de Moreto. Il est douteux qu'en aucun cas, dans ce genre un peu quintessencié, si merveilleusement approprié au génie de la langue castillane et au tour particulier de la poésie espagnole de cette époque, il eût égalé son illustre modèle; mais il ne put même avoir la pensée d'engager avec lui une lutte sérieuse. On sait, en effet, que *la Princesse d'Élide,* destinée à un divertissement de la cour, fut composée avec une telle précipitation, qu'il eut à peine le temps d'en versifier le premier acte. Les autres ne sont que des ébauches à peine esquissées. Il y a donc quelque chose d'un peu puéril dans l'affectation que mettent quelques critiques espagnols à constater la supériorité de Moreto, et je dirai même qu'une comparaison établie dans de telles circonstances est également indigne de l'un et de l'autre de ces deux grands hommes. Mais ce qui est plus étrange et plus difficile à concevoir, c'est l'opinion de certains critiques français, qui, admettant la médiocrité de *la Princesse d'Élide* et parlant de *Dédain contre dédain* comme du chef-d'œuvre d'un poète auquel ils veulent bien accorder quelque mérite, n'en prétendent pas moins que Molière a perfectionné ce qu'il a emprunté à Moreto. Qu'il nous suffise de dire que, dans son imitation presque informe, la délicieuse scène du bal a complètement disparu, que celle du jardin est à peine indiquée, et que le spirituel et piquant *gracioso* est devenu un bouffon insipide.

Nous avons dit que c'est surtout dans la comédie *de cape et d'épée* que Moreto avait montré la supériorité de son talent dramatique, en substituant à l'intérêt parfois fatigant qu'excitent les *imbroglios* romanesques de

Calderon, un intérêt plus réel, tiré soit de la nature comique des situations, soit même de la peinture des ridicules.

Ce n'est pas qu'il n'ait quelquefois manié, et même avec assez de bonheur, le ressort puissant et difficile auquel Calderon a eu si souvent recours. Dans quelques-unes de ses pièces, particulièrement dans *la Confusion d'un Jardin*, il a prouvé qu'il pouvait au besoin inventer une intrigue aussi compliquée et y porter un degré de vraisemblance et de clarté qu'on chercherait vainement dans Calderon; mais, je le répète, c'est habituellement par d'autres moyens qu'il a obtenu ses succès.

Dans *le Beau don Diégo*, dont le titre est devenu une locution proverbiale pour désigner la plus frivole fatuité, on trouve le tableau piquant d'un travers qui appartient à tous les temps, bien que, suivant les époques, il change de formes et d'expression. Un élégant de province arrive à Madrid, où il est appelé pour un riche mariage. Tout enivré des succès qu'il a obtenus dans sa petite ville, et persuadé qu'il n'a qu'à se montrer pour entraîner tous les cœurs, il fait éclater dès l'abord son impertinente présomption. Non-seulement il se rend insupportable à la jeune personne qu'il vient épouser et qui a d'ailleurs un autre amour en tête; mais il blesse même son futur beau-père qui, cependant, pour des motifs de famille et d'arrangemens de fortune, tient beaucoup à son alliance. Telle est même l'opiniâtreté du vieillard, que rien ne le déciderait à abandonner ce projet, si le beau don Diégo, toujours en traîné par sa folle vanité, ne tombait lourdement dans un piége dressé par le valet de son rival. Ce valet, très amusant et très spirituel *gracioso*, comme tous ceux de Moreto, lui persuade qu'il a inspiré une passion violente à une grande dame, à une comtesse. Le fat, trop persuadé de son mérite pour concevoir le moindre doute, se laisse conduire dans une maison où une femme richement et ridiculement parée, qui n'est autre qu'une soubrette malicieuse, achève de lui tourner la tête par de grands airs qu'il prend pour des manières de cour. Cette scène est fort jolie, et Moreto a trouvé moyen d'y introduire une satire très piquante des écarts du style *précieux* alors à la mode. La prétendue comtesse, pour éblouir don Diégo, emploie en lui parlant des expressions tantôt vides de sens, tantôt ironiques ou même insultantes, mais pompeuses, sonores, recherchées. Don Diégo, n'y comprenant rien, mais voulant paraître comprendre, et se persuadant que ce sont autant de complimens ou de témoignages de tendresse, s'efforce d'y répondre sur le même ton et se perd dans un inintelligible galimatias. Sûr désormais de sa conquête, il ne daigne pas même chercher un prétexte spécieux pour rompre le projet de mariage qui l'a appelé à Madrid. Le beau-père, indigné de tant d'impertinences, consent enfin à donner sa fille au rival préféré de don Diégo, et ce n'est qu'alors que le fat apprend, à sa grande confusion, le tour qu'on vient de lui jouer.

Le rôle du beau don Diégo, un peu chargé peut-être dans quelques endroits, est d'ailleurs excellent, parfaitement soutenu, et d'un très bon comique. Il est impossible de mieux rendre cette intrépidité de bonne opinion contre laquelle viennent échouer tous les conseils, toutes les leçons de l'expérience.

Dans les remontrances que lui fait entendre un ami pour l'engager à modérer les manifestations par trop choquantes de sa vanité puérile, don Diégo ne voit que l'expression de l'envie qu'excite sa supériorité. Les paroles de mépris et de colère qu'arrache à sa fiancée l'imperturbable assurance avec laquelle il l'aborde, comme si, dès la première vue, elle ne pouvait manquer de lui donner son cœur, lui paraissent l'explosion d'une jalousie passionnée. Tout ce qui devrait l'éclairer contribue ainsi à accroître son aveuglement. Cette donnée est aussi comique que profondément vraie.

Le Beau don Diégo est un des premiers modèles de ce que les Espagnols appellent la comédie de *figuron*, ce qui signifie un caractère ridicule, une espèce de caricature, genre de composition à peu près inconnu à Calderon et à Lope, mais que plus tard d'autres poètes ont traité avec assez de succès..

Le plus gai, le plus animé, le plus vivement intrigué des drames de Moreto, c'est peut-être celui qui porte ce singulier titre : *En avant la Ruse* (*Trampa Adelante*). Un jeune gentilhomme sans fortune, don Juan de Lara, a inspiré à une riche veuve une passion violente, à laquelle il ne peut répondre, parce qu'il aime lui-même une autre personne. Son valet imagine de profiter de cette circonstance pour tirer son maître de la détresse où l'a jeté sa pauvreté. De peur de blesser sa délicatesse, il se garde bien de lui faire part du projet qu'il a conçu; mais, par une suite d'artifices très adroitement combinés, il parvient à persuader à la veuve qu'elle est payée de retour. Mettant à contribution sa généreuse gratitude, il se trouve bientôt en état de faire régner dans la maison de don Juan l'abondance et même le luxe. Ce dernier s'en étonne un peu d'abord; puis il se laisse persuader que c'est à la facilité des usuriers et des marchands qu'il doit ces ressources inattendues. Tout va bien; mais le moindre hasard peut renverser l'édifice si ingénieusement élevé par le *gracioso*. Il faut même, pour qu'il ne s'écroule pas à l'instant, empêcher à tout prix que don Juan et la veuve ne viennent à se rencontrer; il faut inventer des prétextes spécieux pour expliquer à la veuve les retards apportés à une entrevue qu'elle désire si ardemment; il faut calmer ou détourner les soupçons de la véritable maîtresse de don Juan; il faut lui dérober à lui-même les indices qui lui révèleraient la déception dont il est involontairement le complice. Tout cela donne lieu à une suite de scènes charmantes, où la vivacité, l'enjouement, l'esprit fin, élégant et naturel tout à la fois de Moreto, brillent d'un éclat incomparable. Je connais peu de drames qu'on lise d'un bout à l'autre avec plus de plaisir. Il est inutile de dire que cet *imbroglio* finit par se dénouer à la satisfaction de tous les personnages, que, conformément aux lois du théâtre espagnol, il se trouve pour consoler l'amante dédaignée par le héros un amant repoussé par l'héroïne, et que chacun se retire content.

C'est encore une très jolie pièce d'intrigue que *la Chose impossible*. Moreto en a emprunté le sujet et les idées principales à *la plus grande Impossibilité* de Lope de Vega, et, suivant son usage, il a de beaucoup surpassé son modèle. Le début rappelle celui d'une autre comédie de ce même Lope, *la Moza de Cantaro*. Quelques personnes d'esprit sont réunies chez une femme de qua-

lité qui tient périodiquement des assemblées littéraires. On y fait de la musique, on y lit des sonnets, on y pose des questions de métaphysique et de galanterie qui sont discutées à perte de vue et avec une excessive subtilité. Un des assistans demande quelle est la chose impossible. Don Félix de Toledo dit que c'est de garder une femme. Don Pedro de Carrizales nie cette impossibilité, et prétend qu'avec de la vigilance on peut se mettre à l'abri de tous les dangers auxquels les écarts d'une femme, d'une fille ou d'une sœur exposent l'honneur des hommes. La discussion s'anime, et don Pedro, qui voit tout le monde se tourner contre lui, s'échauffant peu à peu par la contradiction, déclare en se retirant, avec une sorte d'emportement, qu'ayant sous sa garde une sœur belle et aimable, il défie qui que ce soit de pénétrer jusqu'à elle. Don Félix se décide à accepter le défi. La tâche qu'il se propose est d'autant plus difficile que don Pedro, bientôt revenu de son emportement, et comprenant, non sans quelque regret, les conséquences de son imprudente provocation, n'a pas perdu un moment pour s'entourer des précautions les plus minutieuses et les plus exagérées. C'est à rendre ces précautions inutiles que s'exerce le génie du *gracioso*, valet de l'amant. Sous un premier déguisement, il pénètre dans la maison du jaloux, et parvient à nouer des intelligences avec la belle captive, que la surveillance même dont elle est entourée dispose à seconder les projets formés pour l'en délivrer. Bientôt il fait plus : se présentant à don Pedro comme un riche colon arrivant d'Amérique, et qui lui est recommandé par un grand seigneur de ses amis, il le met dans la nécessité de lui offrir, bien à regret, l'hospitalité dans sa maison. Lorsqu'il y est établi, il réussit, par l'étrangeté et la bizarrerie de ses manières, à endormir tous les soupçons que pourrait concevoir un homme aussi défiant que don Pedro; il lui persuade d'ailleurs qu'une créole lui a fait prendre jadis par jalousie un philtre dont la puissance est telle que la seule vue d'une femme le fait tomber en défaillance, et, pour donner crédit à cette invention, il feint, en apercevant de loin la sœur de don Pedro, d'être saisi d'une convulsion. Les stratagèmes par lesquels il parvient ensuite à amener don Felix auprès de sa maîtresse, à déjouer toutes les mesures si laborieusement concertées par don Pedro, à le rendre lui-même l'instrument de sa défaite, à le mettre au point de ne pouvoir plus refuser la main de sa sœur, sont aussi ingénieux que divertissans. Une petite comédie française, jouée il y a une quarantaine d'années sous le titre de *Ruse contre Ruse,* peut donner une idée très affaiblie de l'ouvrage de Moreto, dont elle a certainement été imitée.

Il y a dans *la Chose impossible* un passage assez curieux pour l'histoire littéraire. En réponse à l'observation faite par un des personnages, que la fortune et la poésie sont peu habituées à se tenir compagnie, don Félix oppose à cet axiome trivial l'expérience de tous les temps : il cite assez singulièrement Homère chez les Grecs; il rappelle qu'à Rome Virgile fut en état d'instituer l'empereur héritier des biens qu'il lui avait donnés. Il rappelle Pétrarque comblé de biens en France et couronné à Rome par le souverain pontife; don Juan de Mena, l'un des pères de la poésie castillane, recherché, enrichi et

favorisé par le roi Jean II; le chevalier Marino, Sanazar, Guarini, le Tasse, si heureux s'il eût eu moins d'audace, et ce Garcilaso, l'honneur de Tolède, si illustre, si brillant, si fortuné, qui succomba glorieusement dans un combat et dont Charles-Quint vengea si bien la mort. « Et aujourd'hui, poursuit don Félix, quel est l'homme de génie à qui notre roi n'ait pas fait une belle existence? Quel écrivain digne de ce nom n'a pas éprouvé sa libéralité? Le recteur de Villahermosa, Gongora, Mesa y Encina, Mendoza et tant d'autres sur lesquels s'est portée sa généreuse sollicitude! Trouvez-vous qu'il faille citer encore d'autres exemples? Le comte de Villamediana n'était-il pas riche et grand seigneur aussi bien que grand poète? D'autres grands personnages n'ont-ils pas illustré la poésie? De nos jours même, n'en voyons-nous pas des exemples éclatans? Un de nos principaux seigneurs, après avoir mérité, par son courage, les applaudissemens de l'Espagne entière, ne cultive-t-il pas maintenant la poésie avec une telle supériorité, que ses sonnets, par l'élévation des pensées qu'il y exprime, font l'admiration de tout Madrid? »

Il n'est pas sans intérêt de comparer à ce tableau animé de la faveur dont jouissaient les lettres espagnoles pendant le règne de Philippe IV, un passage bien différent que contient un autre ouvrage de Moreto : dans *l'Occasion fait le Larron*, deux voyageurs se rencontrent à quelques lieues de Madrid. Don Pedro de Mendoza demande à don Manuel, qui en arrive, quelles sont les nouvelles et particulièrement les nouvelles du théâtre.

Don Manuel. — On donne fort peu de pièces nouvelles. A peine, de loin en loin, en voit-on paraître quelqu'une d'un poète qui compose pour la cour et par ordre; mais tout ce qu'il écrit a une telle empreinte de nouveauté et de supériorité, qu'on croirait qu'il se surpasse lui-même.

Don Pedro. — C'est sans doute Calderon?

Don Manuel. — Eh! quel autre que lui pourrait exciter à ce point l'admiration de tous les esprits intelligens?

Don Pedro. — Ce genre de talent ne jouit plus de la faveur qu'il avait autrefois.

Don Manuel. — De là vient qu'aujourd'hui bien peu de personnes se consacrent à ces nobles travaux, avec le dévouement qu'il faut y porter : voyez, au contraire, par combien de distinctions et de récompenses l'antiquité honorait les hommes de génie.

Don Pedro. — L'empereur Antoine donna à Opimius deux mille écus pour chacun des vers qu'il lui présenta; Virgile était le favori d'Auguste, qui se montrait en public avec lui.

Don Manuel. — Gratien faisait tant de cas du poète Antoine, qu'il le nomma consul. Alexandre ne traitait pas moins bien Pindare, à qui il fit élever des statues d'or. C'est pour cela que l'on voit, dans les siècles reculés, tant de beaux esprits arriver à une gloire immortelle. Étrange changement des temps! se peut-il que ce qui jadis était considéré comme un don presque divin, soit maintenant devenu en quelque sorte un objet de mépris!

On ne doit sans doute pas prendre à la lettre l'exagération de ces plaintes. Cependant il faut peut-être y voir autre chose qu'une simple boutade poétique; peut-être la contradiction qu'elles présentent avec l'assertion toute contraire énoncée ailleurs par Moreto, n'est-elle, jusqu'à un certain point, qu'une question de dates. Une allusion historique, qui se trouve dans l'ouvrage où nous avons recueilli cette espèce de cri de détresse, en fixe l'époque aux dernières années du règne de Philippe IV, au temps où ce prince, affaibli par l'âge et la maladie, attristé par l'épuisement où des guerres aussi longues que désastreuses avaient laissé ses états, accordait moins d'encouragemens aux nobles distractions qui l'avaient si long-temps consolé de ses disgraces politiques.

La comédie à laquelle nous avons emprunté cette citation, *l'Occasion fait le Larron, ou le Troc des Valises,* est fondée, comme beaucoup d'autres comédies de Moreto, sur une supposition de personnes. Le troc involontaire de deux valises qui a lieu la nuit dans une auberge, au milieu de l'obscurité, est la base de l'action, et amène, avec un degré suffisant de vraisemblance, une suite d'incidens aussi piquans que dramatiques. Cette pièce est tirée d'un des chefs-d'œuvre de Tirso de Molina, *la Paysanne de Vallecas;* ce n'en est pas seulement une imitation, un grand nombre de scènes sont littéralement et complétement copiées. Il fallait que le théâtre de Tirso fût dès-lors tombé dans l'oubli où depuis il est long-temps resté.

Dans *la Ressemblance* (*el Parecido en la corte*), Moreto a traité, avec plus de bonheur encore, un sujet à peu près analogue. Don Fernando de Ribera, forcé, par suite d'un duel, de quitter précipitamment Séville, s'est réfugié à Madrid où, pour le moment, il se trouve dépourvu de toutes ressources. Par un singulier hasard il ressemble d'une manière frappante à un certain don Lope de Lujan, parti il y a plusieurs années pour l'Amérique, et qui n'a pas donné depuis long-temps de ses nouvelles à sa famille. Le père de don Lope rencontrant don Fernando, croit reconnaître son fils, l'aborde avec les témoignages de la plus vive joie, et s'empresse de lui annoncer qu'en son absence, leur maison a fait un riche héritage. Don Fernando veut d'abord dissiper une erreur à laquelle il ne conçoit rien; mais son valet Tacon, comprenant tout le parti qu'ils peuvent en tirer, s'empresse de lui imposer silence, et, pour expliquer ses dénégations, il les attribue aux effets d'une maladie terrible qui, après avoir mis sa vie dans le plus grand danger, l'aurait entièrement privé de la mémoire. La crédulité du père, trop heureux de retrouver son fils pour que son ame puisse s'ouvrir à aucun sentiment de défiance, accepte sans hésiter cette absurde invention. Dès-lors tout ce qui devrait l'éclairer ne sert qu'à accréditer de plus en plus l'imposture du malicieux *gracioso.* Vainement don Fernando persiste à protester contre les mensonges de son valet; le vieillard, désespéré d'être méconnu par son fils, n'y voit qu'une preuve nouvelle du déplorable état où l'a réduit la maladie, et redouble de soins, de tendresse, d'empressement. Bientôt, d'ailleurs, don Fernando cesse de lutter contre cette illusion. Il a reconnu dans sa prétendue sœur une jeune personne dont la beauté l'avait vivement frappé, et l'artifice qu'il repoussait, lorsqu'un motif

d'intérêt en était le seul mobile, ne lui répugne plus dès qu'il prend le caractère d'un stratagème amoureux. Admis à toute heure auprès d'Inès, qui, dans son innocence, le comble des plus douces caresses, l'étrange infirmité morale dont on le croit atteint lui permet de paraître quelquefois oublier sa qualité de frère et de donner aux témoignages de sa tendresse une expression vive et passionnée qui, peu à peu, porte un trouble inconnu dans le cœur de la jeune fille. C'est là une situation hardie autant qu'originale, qui, traitée avec moins de délicatesse, eût été presque intolérable, mais que Moreto a su rendre tout à la fois intéressante et comique sans sortir des bornes de la décence. L'arrivée du véritable frère vient remettre toutes choses à leur place, et lorsqu'il est parvenu à faire reconnaître son identité, qu'on lui conteste d'abord, il faut bien accorder à don Fernando la main de la belle Inès. Cette comédie, l'une de celles qu'on représente le plus souvent sur le théâtre de Madrid, y est toujours accueillie avec une faveur due en grande partie à la gaieté pleine de verve qui règne dans tout le rôle du *gracioso*.

Il y a plus d'un rapport entre les deux précédentes pièces et *la Tante et la Nièce*. Celle-ci, comme tant d'autres ouvrages de Moreto, est encore imitée d'un drame de Lope qu'elle a complètement fait oublier. C'est, parmi les chefs-d'œuvre de son auteur, un de ceux où il a répandu avec le plus de profusion le véritable comique, celui qui est fondé sur l'observation des faiblesses et des ridicules. Deux jeunes officiers récemment arrivés de l'armée de Flandre viennent de perdre tout leur argent au jeu. Ne sachant plus à quel expédient recourir, ils se rappellent qu'un vieux capitaine, qu'ils ont connu à l'armée, leur a donné une lettre d'introduction pour sa sœur, riche veuve qui habite Madrid. Après avoir, par une adroite altération, substitué aux termes assez vagues de ce billet une recommandation pressante qui doit leur ménager, non-seulement un accès familier, mais encore l'hospitalité dans la maison de la veuve, ils s'empressent de se présenter à elle munis de la lettre ainsi contrefaite. Elle ne manque pas de les accueillir, et de leur offrir de venir demeurer chez elle pendant leur séjour dans la capitale, ce qu'ils acceptent avec empressement. Les choses n'en restent pas là. Bientôt l'un des deux amis devient amoureux d'une jeune nièce que la veuve a sous sa garde, et qui, fatiguée de la contrainte exagérée où on l'a jusqu'alors retenue, n'en est que mieux disposée à répondre aux premiers hommages dont l'expression peut arriver jusqu'à elle. Mais un bizarre contretemps se jette à la traverse de cet amour naissant. La veuve elle-même s'éprend d'une grande passion pour le jeune officier, et ses avances, qu'il n'ose décourager, de peur qu'elle ne l'oblige dans sa colère à quitter sa maison, prennent un caractère si pressant, qu'il ne sait comment s'y soustraire. Elle lui propose de l'épouser. Pour éluder cette offre sans qu'elle puisse s'en offenser, il lui révèle, comme un grand secret, qu'il est son neveu, né d'une liaison secrète du capitaine avec une dame flamande. La veuve, loin de se déconcerter, s'occupe aussitôt des moyens de se procurer les dispenses nécessaires, et, en attendant qu'elle les ait obtenues, elle se prévaut de sa qualité de tante pour accabler de ses caresses le prétendu neveu dans le-

quel elle espère bientôt voir un époux. Le malheureux, pris à son propre piége, est tout à la fois en butte aux empressemens ridicules de la tante et aux transports jaloux de la nièce. Vainement s'efforce-t-il de gagner du temps pour éloigner le mariage dont il est menacé, de fatiguer, de refroidir par de fausses colères, par des affectations de caprices bizarres et impertinens, l'ardeur amoureuse de sa vieille maîtresse. Quelquefois il peut croire qu'il y a réussi. Cette femme, d'ordinaire si impérieuse, si acariâtre, si accoutumée à voir plier tout ce qui l'entoure sous sa volonté, se révolte un moment contre la tyrannie dont elle est elle-même devenue l'objet; mais bientôt l'amour l'emporte, la crainte de perdre son amant la ramène à ses pieds, humble, tremblante et soumise. L'arrivée inattendue du vieux capitaine dénoue enfin cet *imbroglio*. Après de très amusans quiproquos, après de grands éclats de colère, il finit par donner sa nièce à l'étourdi qui s'était si singulièrement impatronisé dans sa maison.

Il y a dans cette charmante comédie plusieurs caractères parfaitement tracés. Celui de la veuve est un des meilleurs qu'il y ait au théâtre, et toutes les scènes où elle figure sont d'un excellent comique. Le rôle de l'ami et du compagnon de fortune du héros, jeune officier gai, spirituel, insouciant et fort peu sentimental, est plein de naturel et de grace. Deux personnages épisodiques, dont l'un passe sa vie à adresser à toutes les femmes des déclarations d'amour, tandis que l'autre, ancien juge subalterne, ne peut exprimer une seule idée sans citer à l'appui un texte de loi, jettent aussi, par leur ridicule un peu chargé, beaucoup de comique dans l'action. On y trouve encore un nouvelliste assez divertissant, et la scène où il se réunit, avec d'autres curieux, sur les degrés de l'église de Saint-Philippe, les contes absurdes qui s'y débitent, la crédulité avec laquelle ils sont accueillis, constituent un tableau fort piquant des habitudes de cette époque.

Nous venons d'examiner les compositions les plus achevées de Moreto, celles où il a laissé la plus forte empreinte de son génie. Nous ne pousserons pas plus loin ce travail, déjà plus que suffisant d'ailleurs pour faire connaître le caractère particulier qui distingue les ouvrages d'un des premiers poètes de l'Espagne.

Pour résumer et compléter notre appréciation, nous dirons que Moreto, moins riche d'invention et d'imagination que Calderon et Lope de Vega, était doué d'un esprit plus sage, d'un goût plus sûr, et d'un sentiment du naturel et de la vérité qui leur a trop souvent manqué; nous dirons que si un seul de ses drames tragiques mérite d'être placé à côté de leurs chefs-d'œuvre, il les a habituellement surpassés dans ses drames comiques, ou plutôt qu'il a créé en Espagne la véritable comédie dont Lope n'avait eu qu'une idée très vague, et que Calderon ne semblait pas même soupçonner, celle qui cherche ses moyens d'intérêt, non pas dans des aventures romanesques et extraordinaires, mais dans la peinture des travers et des ridicules de l'humanité.

Ses ouvrages sont du nombre de ceux qui, en Espagne, se sont toujours maintenus dans la faveur publique, même à l'époque où le goût de l'imitation des classiques français avait fait tomber presque tout l'ancien théâtre dans un si injuste discrédit. Peut-être, nous l'avons déjà dit, furent-ils moins redevables de cet avantage aux mérites très réels que nous venons de rappeler qu'à une circonstance relativement bien secondaire. La régularité de leur forme, l'absence presque complète des écarts et des hardiesses tant reprochés à l'ancienne école espagnole, les recommandaient à la bienveillance de l'école nouvelle. L'amour-propre national aimait à les citer comme pour prouver que, dans ces temps signalés par un oubli si général de toutes les règles classiques, quelques esprits privilégiés y étaient encore restés à peu près fidèles.

La gloire de Moreto n'a donc pas péri parmi ses compatriotes, elle n'a pas même, comme celle de Lope, éprouvé une éclipse temporaire. Cependant il est certain qu'elle n'a jamais eu cet éclat, cette popularité, qui s'attachent aux noms de Lope et de Calderon. Il y a plus, elle n'a pas passé les Pyrénées. En France, en Angleterre, en Allemagne, le nom de Moreto est complètement inconnu de quiconque n'a pas fait une étude spéciale de la poésie espagnole. D'où vient une telle injustice? Il m'est impossible d'y voir autre chose que l'effet d'un de ces hasards qui président aux destinées littéraires.

LOUIS DE VIEL-CASTEL.

LETTRES A UN AMÉRICAIN

SUR L'ÉTAT

DES SCIENCES EN FRANCE.[1]

I.

L'INSTITUT.

MONSIEUR,

Malgré vos instances, ce n'est qu'avec beaucoup d'hésitation que je prends la plume pour vous parler de nos savans et de l'état des sciences parmi nous; car, avec les meilleures intentions et en employant même tous les ménagemens possibles, il est bien difficile de

(1) Depuis long-temps nous désirions présenter à nos lecteurs un tableau de l'état des sciences en France; mais il était difficile de rencontrer dans la même personne les connaissances spéciales et l'indépendance de caractère et de position nécessaires pour entreprendre avec fruit ce travail. L'auteur de ces *Lettres* remplit au plus haut degré ces conditions, et nous croyons rendre service aux sciences en publiant des observations sur les hommes et sur les choses, où la franchise n'est jamais séparée de la modération et de l'impartialité. A la fin de cette lettre, on verra les motifs qui ont porté l'auteur à garder l'anonyme, et l'on pourra se convaincre que, tout en se plaçant à l'écart, il n'a jamais entendu décliner la responsabilité de ses écrits.

(*N. du D.*)

ne pas irriter certaines susceptibilités, de ne pas blesser l'amour-propre des personnes dont on doit parler. S'il ne s'était agi que de satisfaire votre curiosité, j'aurais gardé le silence; mais puisque vous ne voulez vous instruire de ce qui arrive chez nous que pour tâcher d'introduire dans le pays où vous exercez une si belle influence, des institutions semblables à celles qui font notre gloire, tout en vous efforçant de le préserver des inconvéniens que nous n'avons pas su toujours éviter, je crois devoir surmonter mes scrupules et me lancer sans plus hésiter sur cette mer périlleuse. En dehors de toute coterie, cultivant les sciences pour satisfaire un besoin de mon esprit sans aspirer à la renommée, je pourrai observer ce qui se passe, et vous en rendre compte mieux peut-être que ne sauraient le faire ces savans illustres qui sont quelquefois un peu éblouis par la lumière qu'ils répandent et par l'éclat dont ils sont entourés.

La France est par excellence la patrie des sciences. Non-seulement, depuis Pythéas jusqu'à nos jours, elle n'a cessé de produire des hommes éminens, mais depuis deux siècles elle s'est placée au premier rang, et chaque année a été marquée par de nouveaux progrès. Ce ne sont pas uniquement quelques esprits supérieurs qui ont contribué chez nous à l'avancement des connaissances humaines; c'est surtout par l'ensemble et par l'admirable succession de leurs travaux que, depuis la création de l'ancienne Académie des sciences, nos savans semblent avoir fixé à Paris le foyer des lumières. La noblesse du caractère français a ouvert les portes de nos académies aux hommes distingués de toutes les nations, et cette générosité, qui n'a été égalée par aucun autre peuple, n'a pu qu'augmenter notre influence en élevant notre position. En effet, c'est le hasard seul qui a fait naître Huyghens en Hollande et Lagrange à Turin; mais l'accueil que ces hommes célèbres ont reçu chez nous, les bienfaits et les encouragemens de Louis XIV, qui allaient chercher le mérite dans toutes les parties de l'Europe, ne sont point des accidens. On essaierait en vain de le nier: depuis cinquante ans, Paris est devenu le centre du monde; les questions les plus élevées de la politique, les découvertes scientifiques les plus éclatantes, ont eu besoin d'être traitées à la chambre des députés ou présentées à l'Institut de France pour que l'Europe les acceptât sans réclamation.

Vous connaissez trop bien notre histoire pour que j'aie besoin de vous dire comment nos institutions littéraires et scientifiques furent englouties par la révolution. L'Université de Paris, presque aussi ancienne que la monarchie, fut précipitée avec elle au fond d'un gouf-

fre où les académies ne tardèrent pas à aller les rejoindre. Mais l'esprit scientifique est si vivace parmi nous, qu'à peine sortis de la terreur, et lorsque l'Europe entière nous regardait encore avec une sorte d'effroi, nous fîmes surgir, comme par enchantement, du chaos révolutionnaire les établissemens les plus utiles aux sciences et les plus glorieux pour le nom français. N'est-ce pas un spectacle bien singulier, monsieur, que de voir, après la mort ou la dispersion des Girondins, la Convention, où ne restaient guère que des hommes illettrés qui s'étaient attaqués avec acharnement à toutes les supériorités, oublier soudain qu'elle a l'Europe à combattre, et décréter coup sur coup la création de l'École polytechnique, de l'École normale, du Bureau des longitudes et de l'Institut? Ce fait, qui caractérise l'esprit français et qui l'honore, ne me semble pas avoir été assez mis en relief par les historiens de la révolution. Les hommes qui nous gouvernent ne devront jamais oublier qu'il fallut plusieurs années de tentatives et la volonté de Napoléon pour rendre les églises au culte, tandis que le cri de l'opinion publique avait su forcer un gouvernement révolutionnaire, et peu favorable aux études, à rouvrir subitement nos académies et nos écoles.

Ce n'est pas du progrès de l'instruction parmi nous, mais de l'état des sciences que je dois vous parler. Vous ne serez donc pas étonné si je ne m'arrête pas aux établissemens où l'on ne reçoit qu'une instruction élémentaire, et si je commence par les corps savans qui ont leur siége à Paris; car c'est de Paris surtout que jaillit la lumière. A la vérité, il y a en province des hommes distingués qui cultivent les sciences avec autant de modestie que de succès; mais leurs travaux, sur lesquels j'aurai l'occasion de revenir, n'ont pas assez de retentissement, et sont peu connus, même dans le reste de la France. C'est un inconvénient auquel il est difficile de porter remède; car non-seulement Paris efface tout, mais il offre trop de jouissances à l'ambition, trop d'avantages au talent, pour que l'on puisse espérer que la province garde aussi souvent qu'il le faudrait les hommes dont tout le pays aurait reconnu la supériorité.

Les grands établissemens scientifiques de Paris sont l'Institut, la Faculté des sciences et celle de médecine, le Collége de France, le Jardin du roi, le Conservatoire des arts-et-métiers, le Bureau des longitudes, auxquels on peut ajouter les écoles spéciales supérieures telles que l'Ecole polytechnique, l'Ecole des mines, celle des ponts-et-chaussées et l'Ecole normale. Il serait difficile de rencontrer dans aucune autre ville du monde une réunion plus complète de moyens

d'instruction, dirigés par des hommes plus capables de propager les sciences et d'aider à leurs progrès. Excepté l'Institut et le Bureau des longitudes, ces divers établissemens sont destinés à l'enseignement public ou à l'instruction d'une classe particulière d'auditeurs, et (sauf le Conservatoire des arts et métiers) ils sont consacrés à l'enseignement supérieur. Quant à l'Institut, vous le savez, monsieur, ce n'est pas seulement une académie, c'est un tribunal, un aréopage composé des hommes les plus éminens du pays, qui, tout en contribuant au progrès des lumières par leurs travaux, sont encore chargés de juger en dernier ressort les ouvrages des autres savans, de distribuer le blâme et la récompense, de désigner à l'attention du gouvernement et de la nation les jeunes talens qui s'élèvent, de présenter des candidats pour les places scientifiques les plus importantes, de diriger en un mot la marche des sciences dans toute l'étendue de la France.

Investi de ces prérogatives, l'Institut est devenu un des grands corps de l'état et presque un corps politique, et il était impossible qu'il en fût autrement; car, composé comme il l'est aujourd'hui (après plusieurs remaniemens dus aux révolutions politiques qui n'ont cessé de se succéder depuis sa création) de cinq académies qui réunissent tout ce que nous avons d'hommes supérieurs dans les sciences, dans les lettres, dans la politique, dans les arts, jouissant depuis plusieurs années du privilége de donner à l'armée des chefs tels que Bonaparte, au gouvernement des ministres comme Talleyrand et Carnot, à la chambre des orateurs tels que Guizot et Thiers, il a étendu partout ses racines et s'est créé une force morale qu'il serait impossible de méconnaître. C'est donc par l'Institut, qui se trouve à la tête des autres corps savans, que je devrai commencer cet examen.

D'après la pensée qui a présidé à sa formation, l'Institut doit être considéré comme un corps unique destiné à montrer, par son organisation et ses travaux, que toutes les branches des connaissances humaines sont liées intimement entre elles, et qu'il n'existe qu'une seule et grande science qui a tour à tour pour objet la recherche du vrai, du beau et du bon. Cependant, malgré cette unité primitive, les liens qui attachaient les différentes académies de l'Institut s'étant relâchés par diverses circonstances, elles ont cessé peu à peu de se réunir et de vivre en commun; chacune d'elles a adopté un réglement particulier, et leurs rapports avec le public se sont tellement modifiés, qu'il serait impossible de parler avec quelque certitude des travaux intérieurs des académies qui n'admettent point d'étrangers

à leurs séances. Je me bornerai donc, pour celles-ci, à des considérations générales qui trouveront leur place ailleurs, et je m'étendrai particulièrement sur l'Académie des sciences, qui seule a accepté une entière publicité, et qui a dévoilé de cette manière tous les principes de son existence et tous les ressorts de son organisation.

Mais d'abord, comment l'Institut a-t-il perdu son unité? comment une telle séparation s'est-elle opérée? Sous la république et sous l'empire, les différentes *classes* de l'Institut (c'est le nom qu'elles avaient alors) formaient un tout indivisible. A la restauration, quelques membres de la classe de langue et de littérature française, se rappelant qu'ils étaient les héritiers légitimes de *messieurs les quarante*, réclamèrent les entrées au château, dont jouissaient leurs prédécesseurs, et voulurent se séparer de leurs confrères trop bourgeois. Cette affaire souleva de vives discussions, et ce fut avec peine que, tout en consacrant le principe du rétablissement des anciennes académies (l'Académie française, celle des inscriptions et belles-lettres, l'Académie des sciences et celle des beaux-arts), le nom d'*Institut* fut conservé malgré l'opposition de quelques personnes qui tentèrent d'effacer jusqu'à ce dernier reste d'origine républicaine. En même temps, la restauration commit la faute énorme de chasser de l'Institut des savans célèbres auxquels on substitua, *par ordonnance*, des hommes qui eurent la faiblesse d'accepter une position indigne de leur talent. L'attitude de l'Académie française, les tentatives criminelles d'un gouvernement qui, redoutant partout le principe d'élection, voulait diriger le choix de l'Institut, et refusait même quelquefois de sanctionner les élections qui lui déplaisaient, obligèrent l'Académie des sciences, un peu délaissée par ses sœurs, à chercher une défense dans ses propres forces, dans la conscience de son utilité, dans la faveur dont elle jouissait auprès du public, et dans tous les moyens que lui offrait alors le mouvement libéral qui s'opérait parmi nous.

Le plus puissant de ces moyens, ce fut la publicité. D'après les réglemens, les séances ordinaires de toutes les académies de l'Institut étaient secrètes. L'Académie des sciences n'admettait que des étrangers célèbres momentanément à Paris, et les personnes dont les travaux avaient été approuvés et jugés dignes de paraître dans le recueil des *Savans étrangers*. Cet auditoire peu nombreux, mais choisi, était composé d'hommes capables de comprendre les lectures et de suivre les discussions, et c'est parmi eux que l'Académie se recrutait d'ordinaire quand elle éprouvait quelque perte. Un tel

public suffisait à sa véritable gloire, et les membres les plus illustres de ce grand corps, parmi lesquels il faut citer Laplace et Cuvier, qui savaient que la haute science ne peut jamais être expliquée directement à la foule sans perdre de sa rigoureuse et indispensable sévérité, s'efforçaient de maintenir cette demi-publicité. Mais les fautes du gouvernement rendirent vains leurs efforts; car, lorsqu'on vit annuler la nomination d'un homme tel que Fourier, lorsqu'on s'aperçut que la *congrégation* se mêlait à toutes les élections, on eut peur et l'on se jeta dans les bras de quelques gens habiles qui, appelant au secours des libertés académiques le public et la presse, saisirent avidement cette occasion d'augmenter leur influence et de se poser en protecteurs de la science. Nous sommes blasés aujourd'hui sur toutes sortes d'émotions, et nous nous rappelons à peine les jours où une élection à l'Académie des sciences remuait toute la société parisienne, et où les portes de l'Institut étaient assiégées par la foule avide de savoir si c'était le candidat de la cour ou celui de l'opposition qui avait eu le dessus. Le lendemain de la bataille, les journaux, racontant les incidens de la lutte, distribuaient les éloges aux libéraux, qui, comme de raison, avaient seuls la science en partage, et il n'y avait pas assez d'injures pour leurs adversaires, non-seulement désignés au public comme de mauvais citoyens, mais devenus par là même des ignorans, fussent-ils des Cauchy ou des Ampère. Il faut l'avouer, les hommes les plus éminens de l'Académie laissèrent alors échapper l'occasion d'assurer leur ascendant, qu'ils auraient affermi à tout jamais, s'ils avaient consenti à suspendre leurs travaux pour se jeter hardiment dans une lutte qui intéressait si profondément l'indépendance du corps auquel ils appartenaient. Par suite de leur inaction, il surgit d'autres influences qui ne prirent pas toujours naissance dans les véritables titres scientifiques, et ces influences, s'exerçant d'abord pour la défense de l'Académie, furent aidées par la voix de tous ceux qui croyaient avoir besoin d'appui et qui sentaient la nécessité de créer une grande réputation scientifique aux protecteurs qu'ils se donnaient. Prônés par la plupart de leurs confrères et par les journaux libéraux, ces protecteurs acquirent bientôt un ascendant à l'Académie et une réputation dans le public qu'ils auraient eu de la peine à obtenir si rapidement par leurs travaux.

Je viens de vous dire, monsieur, que ces résultats furent dus principalement à la publicité. D'abord il n'y eut que des communications officieuses avec quelques journalistes et surtout avec les rédacteurs du *Globe;* puis on en admit quelques-uns aux séances, et l'on aug-

menta sous divers prétextes le nombre des auditeurs ; enfin on ouvrit les portes à deux battans, on engagea tous les journalistes à entrer, on leur donna communication de la correspondance, on leur réserva des places particulières, on les flatta de toutes les manières, et, pour satisfaire aux exigences d'un nombreux auditoire, on construisit une nouvelle salle, qui est très incommode à plusieurs égards, mais où le public domine, où les meilleures places sont réservées aux rédacteurs des journaux, en face desquels, par une nouvelle disposition qui a semblé surprendre plusieurs personnes, se trouve le lecteur, qui paraît même ne plus parler aux membres de l'Institut. Et comme si tout cela n'était pas assez, pour ne négliger aucun moyen de publicité, on finit par obtenir de l'Académie la permission d'imprimer officiellement les *comptes rendus* de ses séances, et ce journal, qui a reçu depuis un si prodigieux accroissement, est devenu une espèce de feuille d'insertions gratuites où, parmi beaucoup de choses intéressantes, se trouvent parfois des annonces qui ne sont pas dignes de paraître sous le patronage de l'Institut. Cette facilité de publication a donné une extension inattendue à la correspondance, qui occupe, souvent sans beaucoup d'intérêt, la moitié des séances académiques, et elle sert merveilleusement à augmenter l'influence des personnes qui sont chargées de rédiger ce recueil périodique, et de choisir à leur gré les matériaux qui doivent le composer. Une telle publication enlève tous les ans à l'Académie des sommes très considérables qu'elle devrait consacrer aux progrès des sciences, et qu'elle est forcée quelquefois de prendre sur des fonds légués par différentes personnes pour récompenser les travaux utiles et les découvertes remarquables. Cette question des *comptes rendus*, dont les esprits sages commencent à se préoccuper vivement, renferme tout l'avenir de l'Académie; car, si l'on n'y prend pas garde, si l'on n'établit pas des règles sévères, toutes les autres publications finiront par être suspendues par l'effet de celle-ci, et l'Académie des sciences de Paris, qui ne faisait paraître autrefois que les travaux de ses membres et les recherches qu'elle avait approuvées après un examen sérieux, sera réduite à ne publier qu'un journal, rédigé à la hâte, dont tout le monde peut devenir collaborateur, et qui ne trouve même pas assez de souscripteurs pour subvenir aux frais d'impression.

Mais comment, direz-vous, l'Académie s'est-elle laissée engager dans une voie si insolite, si périlleuse? L'Académie, monsieur, frappée par une triste fatalité dans ses membres les plus illustres, l'Académie, qui avait vu disparaître en dix ans Cuvier, Laplace, Le-

gendre, Fourier, Fresnel, Jussieu, Ampère et Dulong, privée de la plupart de ses chefs naturels, ne savait plus autour de qui se grouper, et acceptait sans murmurer les pilotes qui s'emparaient du gouvernail. D'ailleurs, les nouveaux rapports qui s'étaient établis entre elle et le public ne tardèrent pas à réagir sur la direction de ses travaux. D'un côté, les applaudissemens de la galerie, que l'on n'obtenait que lorsqu'elle croyait comprendre les questions qui étaient traitées en sa présence, devaient peu à peu amener nécessairement l'Académie à descendre des hauteurs de la science pour se mettre à la portée de ceux qu'on lui avait donnés pour auditeurs et pour juges : c'est ainsi que les recherches abstraites, les travaux mathématiques, par exemple, qui autrefois avaient captivé principalement l'attention de ce corps savant, perdirent successivement de leur faveur, et cédèrent la place à des recherches moins élevées. D'autre part, les applications, et ce que l'on appelle les *connaissances utiles*, s'alliant nécessairement aux intérêts matériels, si prépondérans chez nous, contribuèrent à imprimer une nouvelle direction aux travaux académiques, qui ont été modifiés aussi par les fondations de M. de Monthyon. Je reviendrai plus tard, monsieur, sur ces célèbres fondations en général; mais, pour ne pas sortir actuellement de l'Académie des sciences, il est hors de doute qu'en chargeant ce corps de distribuer chaque année des sommes très considérables pour des travaux de médecine pratique, de mécanique et de chimie appliquées aux arts, on a rendu un très mauvais service à l'Académie en masse, qui s'est trouvée engagée de plus en plus dans la voie de la science subalterne, et à chacun de ses membres en particulier, qu'on oblige à perdre un temps précieux pour examiner une foule d'inventions et d'ouvrages qui ne sont trop souvent que des entreprises purement industrielles. Enfin les travaux des membres de l'Académie ont été modifiés surtout par l'apparition des *comptes rendus;* car, ce journal hebdomadaire offrant un moyen prompt et facile de publication, il en est résulté qu'au lieu de se livrer à des travaux de longue haleine, et de méditer profondément sur un sujet, comme on le faisait toujours autrefois pour rédiger les beaux mémoires qui sont la gloire de l'ancienne Académie des sciences, on s'est contenté quelquefois d'un premier aperçu, et l'on a livré à l'impression des notes incomplètes qui portent des traces évidentes de précipitation, et qui ne sauraient guère contribuer aux progrès des sciences ni à la réputation de leurs auteurs.

Voilà, monsieur, de bien grands changemens, et vous serez sans doute curieux de savoir quel est le dieu inconnu par lequel ils ont

été produits. Je pourrais ici m'arrêter et laisser à d'autres le soin de vous instruire de ces particularités, et ce serait sans doute le parti le plus prudent. Mais, d'un côté, il ne saurait y avoir un grand inconvénient à répéter tout haut ce que déjà tant de personnes disent tout bas, et d'ailleurs il est bon que les faits dont j'ai à vous entretenir soient constatés par un contemporain, afin que, si quelque érudit des temps futurs parvient d'ici à cent ans à découvrir dans un coin cet écrit, et s'il a le courage de le lire, il puisse y trouver l'explication des évènemens qui se passent de nos jours à l'Académie des sciences, et qui ne seront consignés ni dans les éloges ni dans les relations officielles. Eh bien donc! puisqu'il faut nommer le magicien qui a eu le pouvoir de produire cette grande transformation... ce magicien, c'est M. Arago.

Vous connaissez, monsieur, cet homme célèbre, dont le nom est devenu si populaire. Né dans le midi de la France, d'une famille originaire d'Espagne, il a les qualités et les défauts des hommes méridionaux. L'esprit prompt, l'imagination vive, la parole facile, beaucoup d'amour-propre, un désintéressement qui ne s'est jamais démenti, une grande mobilité dans les idées, plus d'énergie que d'activité, une impétuosité de caractère qui l'entraîne quelquefois trop loin, et, avec cela, beaucoup d'adresse, de modération même quand il ne peut pas emporter une question de haute lutte; très chaud pour ses amis, implacable et souvent injuste envers ses adversaires, M. Arago, en un mot, est un de ces hommes destinés à faire beaucoup de bien ou beaucoup de mal partout où ils se trouvent. Sorti de cette ancienne École polytechnique qui a donné à la France tant d'hommes éminens, il se fit distinguer de bonne heure par ses maîtres, et il fut chargé, très jeune encore, d'accompagner M. Biot en Espagne pour l'aider dans les opérations relatives à la mesure du méridien que cet habile astronome était chargé de diriger. Mais ses travaux furent interrompus par la guerre et par l'insurrection de la Péninsule. Après avoir couru les plus grands dangers, auxquels il ne put échapper que grace à l'habitude qu'il avait dès l'enfance de parler catalan, il arriva à Paris, où Monge, Laplace et M. Biot, voulant récompenser le zèle dont il avait fait preuve, lui ouvrirent bientôt les portes de l'Institut. Membre de l'Académie des sciences, attaché de bonne heure au Bureau des longitudes en qualité d'astronome, professeur à l'École polytechnique, examinateur à l'école de Metz, M. Arago se trouva dès sa jeunesse en possession des avantages qui ordinairement sont réservés à l'âge mûr comme récom-

pense de longs et pénibles travaux. A ce moment, le plus bel avenir se déroulait devant lui. Pendant que les plus anciens académiciens, au milieu desquels brillaient Lagrange, Laplace, Monge, Jussieu, Delambre, Berthollet, dictaient des lois à toute l'Europe, une foule de jeunes savans marchaient sur les traces de ces grands maîtres, et promettaient de continuer leur gloire. Et certes, les destinées futures de la science, confiées aux mains des Cuvier, des Poisson, des Fourier, des Cauchy, des Biot, des Dulong, des Ampère, des Geoffroy, des Gay-Lussac, des Thénard, des Malus, des Brongniart, des Mirbel, des Fresnel, des Magendie, des Blainville, semblaient devoir grandir sans cesse, et M. Arago n'avait qu'à suivre de si beaux exemples pour se créer, par des travaux solides, une réputation européenne. Mais la facilité de ses premiers succès, une certaine indolence que malheureusement il n'a jamais pu surmonter, la disposition particulière de son esprit, qui semble plus propre aux aperçus brillans et soudains qu'aux vastes conceptions, aux recherches longues et opiniâtres et aux théories élevées, le portèrent peu à peu à abandonner l'étude des mathématiques, à négliger l'astronomie théorique, et à ne chercher dans la physique, à laquelle il se livra presque exclusivement, que les faits curieux et singuliers, qui frappent, il est vrai, vivement l'imagination, mais qui sont aussi souvent le résultat d'un hasard heureux que de l'habileté de l'observateur.

La belle découverte de Malus sur la polarisation de la lumière éveilla dès l'origine l'attention des savans, et l'optique devint un sujet de recherches à l'ordre du jour. M. Biot et M. Arago s'y livrèrent des premiers. Malheureusement, au lieu de servir à resserrer les liens qui les unissaient, cette communauté d'études devint entre eux la source de discussions animées qui finirent par une rupture éclatante, et l'Académie fut souvent émue par les luttes de ces deux rivaux qui, dans la chaleur de leurs débats, se laissèrent parfois emporter beaucoup trop loin, surtout en discutant des questions toujours si délicates de priorité. D'autres savans se mêlèrent à ces discussions; et comme Laplace, qui voulait que l'on fût géomètre avant tout, avait semblé prendre parti contre M. Arago, on lui suscita des ennemis de toutes parts, on grandit exprès Legendre pour le lui opposer, on tendit la main à tous ceux qui attaquaient les résultats contenus dans la *Mécanique céleste*, et l'on remua toute la presse libérale pour la lancer contre nos anciennes gloires, qui, disait-on, n'étaient plus que de vieilles idoles qu'il fallait briser. Parce que le géomètre Laplace était devenu le marquis de la Place, sous

prétexte que d'autres académiciens faisaient partie de la *Société des Bonnes-Lettres*, ils furent, de par la charte, déclarés ignorans dans tous les journaux. C'est alors que, comme je l'ai déjà dit, le public commença à être admis à l'Académie, où il se fit le soutien des hommes qui ne voulaient pas briller uniquement par la science. Laplace fut réduit au silence, M. Biot s'absenta de l'Institut pendant plusieurs années, et M. Arago resta maître du champ de bataille.

Durant cette longue querelle, cet habile physicien n'avait fait guère que des communications verbales à l'Académie, tandis que son infatigable adversaire ne cessait de lire de longs et importans mémoires. Tous les savans regretteront que depuis trente ans M. Arago n'ait pas pu rédiger la seconde partie, qu'il avait promise au public, du seul mémoire qu'il ait inséré dans les volumes de l'Institut. Le temps (c'est l'auteur qui le dit) lui manqua alors, et malheureusement il lui a toujours manqué depuis. Cependant un homme d'un talent supérieur et dont la France devra toujours déplorer la fin prématurée, Fresnel, intervint dans la lutte et se chargea de fournir des armes à l'adversaire de M. Biot. Les découvertes de Fresnel resteront toujours dans la science, non pas seulement par l'importance des résultats, mais aussi par le talent avec lequel l'auteur a su les prévoir, les déduire les uns des autres et en former un des plus beaux systèmes scientifiques qui aient jamais été imaginés. Quelles que soient dans l'optique les destinées futures de l'hypothèse de l'émission ou de celle des ondulations, on devra toujours admirer la sagacité infinie avec laquelle Fresnel a su se diriger dans ses recherches à l'aide des principes théoriques qu'il avait adoptés, et il sera perpétuellement à regretter que ses amis n'aient pas pu l'arracher à la position subalterne dans laquelle il a vécu, ni le soustraire aux pénibles fonctions qui ont usé le reste de ses forces et contribué sans doute à précipiter dans la tombe, à la fleur de l'âge, un des plus ingénieux physiciens.

Si vous rattachez ce qui précède à ce que je vous ai déjà dit, monsieur, sur les fautes de la restauration et sur l'appui que le public et la presse avaient accordé à l'Académie des sciences, vous comprendrez quel ascendant devaient assurer à M. Arago, d'un côté ses succès contre M. Biot, et d'autre part le mouvement politique qui s'opérait dans les esprits. Ce fut alors l'époque la plus brillante de sa vie, et il faut reconnaître hautement que l'emploi qu'il fit d'abord

de son influence, tourna fréquemment au profit des sciences, et fut souvent favorable aux hommes qui les cultivent.

Mais si, dans les dernières années de la restauration, l'ascendant de M. Arago eut des avantages pour l'Académie, il devint nécessairement inutile et même dangereux dès que les besoins qui l'avaient créé eurent cessé de se faire sentir. Après la révolution de 1830, le gouvernement n'a jamais tenté de s'immiscer dans les affaires de l'Institut, et cependant, au lieu de diminuer, le pouvoir de M. Arago n'a fait que grandir. Nommé, par suite de la mort de Fourier, secrétaire perpétuel pour les sciences mathématiques, il ajouta à son influence personnelle celle que lui donnait la place éminente qu'on venait de lui conférer. Je ne m'arrêterai pas, monsieur, à vous signaler toute l'importance des fonctions que remplissent les secrétaires perpétuels, car elle ressort du titre même. Inamovibles, réglant la marche des travaux de l'Académie dans les sciences qui les concernent, dirigeant les rapports qu'elle doit avoir avec le public, administrant les fonds, surveillant les impressions, chargés dans les éloges de déterminer la part de gloire qui revient à chacun de leurs confrères, les deux secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences jouissent, même sans la chercher, de la plus grande autorité. Imaginez, monsieur, ce que cela dut être chez M. Arago, avec ses précédens, avec son instinct de domination, surtout lorsque, par la mort de Cuvier, il perdit un collègue avec lequel il fallait réellement partager le pouvoir! D'ailleurs, la carrière politique dans laquelle M. Arago se lança après la révolution de juillet, le rôle qu'il voulut jouer à la Chambre, lui firent sentir encore plus la nécessité d'établir son autorité à l'Académie. Et comme, par suite de ses préoccupations politiques, il fut conduit à s'éloigner de plus en plus de la culture des sciences, et qu'il voulut se faire de l'Académie une tribune (ce qui l'amena à ce singulier système d'éloges dont malheureusement il a tant abusé), il dut s'appliquer à prévenir toute tentative d'indépendance de la part de ses confrères, qui commençaient à regarder avec surprise le chemin qu'on leur avait fait parcourir, sans pourtant comprendre encore toute la gravité de ces innovations.

Nous voici arrivés, monsieur, à un point délicat, c'est-à-dire à rechercher quels ont pu être les moyens employés par M. Arago pour s'assurer le concours de l'Académie. De nos jours, tous les partis s'accusent avec une légèreté inconcevable de corruption en matière électorale; mais, malgré tout ce qui a été dit à ce sujet, on

ne saurait nullement admettre que M. Arago se soit jamais laissé entraîner à voter plutôt pour le candidat qui paraissait devoir lui être le plus dévoué, que pour celui que la science désignait au choix de l'Académie, et il est plus raisonnable de supposer que ces bruits, qui, on doit pourtant l'avouer, ont pris dans ces derniers temps beaucoup de consistance, ne sont dus qu'à l'activité des démarches faites par M. Arago et par ses amis en faveur des candidats auxquels ils s'intéressaient. Cependant il importe que l'on s'impose à l'avenir une scrupuleuse réserve, afin qu'on ne puisse plus avancer que des membres de l'Académie sont devenus l'objet de la plus vive, de la plus persévérante animosité; qu'ils ont été traversés dans tous leurs desseins, pour avoir voulu voter suivant leur conscience, et non pas au gré de M. Arago. Tout cela, monsieur, est bien triste et bien déplorable. Si la supériorité de l'esprit, si la culture des sciences ne doivent pas élever l'homme et le soustraire aux petites misères de l'humanité, on ne sait plus où chercher la source de la dignité morale et de l'indépendance.

Sans vouloir scruter les replis des consciences, étudions l'histoire dans les faits qui se passent au grand jour. De notre temps, les rois trouvent partout des sujets rebelles, et tel a été le sort de M. Arago. Au moment où il croyait son influence assurée et à l'abri de toute atteinte, des résistances se sont manifestées, des discussions animées ont eu lieu à l'Académie. Il est vrai que d'abord la manière dont M. Arago, aidé par les journaux qui lui étaient dévoués, a traité ses adversaires, était faite pour leur ôter toute envie de revenir à la charge; mais l'exemple est souvent contagieux, et il s'est trouvé des hommes opiniâtres qui ont mieux aimé affronter les coups que céder sans combat. Ces luttes, dans lesquelles la modération n'a pas toujours été du côté du secrétaire perpétuel, ont aigri son esprit, et l'irritation a pris quelquefois chez lui un caractère si passionné, que tous les hommes sages en ont été frappés, et que la presse même a dû en déplorer l'excès. On se rappelle encore la grande querelle qui éclata, il y a plusieurs années, entre M. Arago et les rédacteurs de certains journaux radicaux, qui avaient quelquefois raison pour le fond et qui se donnèrent presque toujours tort pour la forme. Cependant, lorsqu'ils dirent avec une franchise toute républicaine qu'ils avaient élevé M. Arago et qu'ils sauraient bien l'abattre, l'avertissement, quoique rude, était bon : il aurait dû faire ouvrir les yeux au savant physicien, et lui prouver que la gloire véritable est bien différente de la popularité, qui brille et passe comme l'éclair. En cette

circonstance, l'Académie tout entière prêta main-forte à M. Arago : ses amis pour le soutenir, ses adversaires pour se venger de la presse, dont ils avaient eu souvent à se plaindre. Ce fut une grande faute que de céder à un petit ressentiment plutôt que d'accueillir et de protéger le seul principe d'émancipation et de résistance qui restât encore. Après cet incident, qui n'eut pas de suite, M. Arago marcha de succès en succès, et, s'il avait montré plus de modération dans la victoire, il aurait réduit au silence tous ses adversaires. Mais, enivré par la faveur populaire, il franchit quelquefois les bornes, et, ne ménageant pas assez ses confrères, il eut même le malheur de rompre, sur des prétextes frivoles, avec ses plus anciens amis, avec les membres les plus considérables de l'Académie, qui, néanmoins, dans l'intérêt des sciences, et un peu aussi pour ne pas compromettre leur tranquillité, hésitèrent long-temps avant de se déclarer contre lui, et se bornèrent pour la plupart à se tenir à l'écart.

Toutefois, poussés par l'instinct de la défense, les hommes indépendans se groupèrent peu à peu, et, dans quelques circonstances, ils surent résister avec avantage et faire prévaloir leur droit. M. Arago ne put voir sans un vif regret plusieurs de ses candidats écartés successivement par l'Académie, qui en choisissait de plus dignes. Après la colère cependant, vinrent les réflexions, et il sentit la nécessité de ne pas laisser à l'opposition le temps de s'organiser. Se rapprochant alors brusquement de ses anciens adversaires, il leur fit des avances, leur tendit la main et prit la défense des personnes qu'il avait souvent attaquées, qu'il avait même poursuivies des accusations les moins mesurées. C'est ainsi qu'après avoir fait la paix avec M. Biot, il s'est réuni au parti ultra-religieux, qu'il avait tant combattu sous la restauration. De cette manière, M. Arago est parvenu à se rendre de nouveau formidable, et il a eu souvent bon marché d'une opposition qui flotte un peu au hasard. Malheureusement rien n'est durable dans ce monde; lorsqu'il se croyait bien consolidé, il lui surgit des ennemis là où il devait s'y attendre le moins. Voici, monsieur, quelques détails sur ce nouvel incident, qui peut avoir les suites les plus graves pour la popularité et l'influence de cet habile astronome.

A la dernière séance publique de l'Académie des sciences, M. Arago a lu l'éloge d'Ampère, savant géomètre qui a cultivé avec éclat toutes les branches des connaissances humaines, et auquel la physique doit de notables progrès. Cet éloge, dont la lecture a duré près de trois heures, n'a eu, il faut l'avouer, qu'un médiocre succès. Malgré ses sympathies pour l'auteur, la presse a été presque unanime à cet

égard, et, quoique avec ménagement, elle s'est exprimée là-dessus en termes fort clairs. On s'était accoutumé à ne pas toujours trouver dans les éloges que prononçait M. Arago le respect des belles traditions académiques que Cuvier et Fourier avaient laissées. On savait que, pour lui, la science n'était pas l'affaire principale, et qu'il la sacrifiait quelquefois à la popularité; mais on croyait qu'après avoir poussé le système dramatique et anecdotique à l'excès dans son éloge de Carnot, il avait choisi exprès Ampère, qui n'avait jamais été un homme politique, pour faire amende honorable et revenir aux habitudes de l'Académie. L'attente du public a été bien déçue, lorsqu'on a entendu le secrétaire perpétuel parler si long-temps de choses totalement étrangères à la science, réciter des vers de Boileau, raconter des anecdotes douteuses, s'arrêter longuement sur les distractions si connues d'Ampère, et ne dire que quelques mots, qui ont paru à peu près inintelligibles, sur les travaux scientifiques du savant académicien. A chaque instant, M. Arago répétait qu'il n'avait pas le temps d'exposer les découvertes d'Ampère, et il prolongeait cependant son récit par de nouvelles anecdotes, et tout cela dans un style si diffus et d'une manière si décousue, qu'à la fin l'impatience avait gagné tout le monde. Les avis, je viens de le dire, furent unanimes dans l'auditoire, et la presse tout entière (excepté *la Quotidienne*) rendit fidèlement les impressions de la séance. Le *Journal des Débats* consacra à l'examen de cet éloge un article fort développé, où la question était traitée à fond, bien qu'avec beaucoup de modération. Là-dessus grande rumeur à l'Observatoire et grande colère chez M. Arago. Il paraît même que, dans la vivacité de son ressentiment, le savant astronome fit adresser des reproches et des espèces de menaces au docteur Donné, qui était l'auteur de cet article. Huit jours après, M. Donné, rendant compte de l'élection qui venait d'avoir lieu du vice-président de l'Académie, parla de ces menaces, et, à propos des trois tours de scrutin qui avaient été nécessaires pour arriver à un résultat, signala, avec mesure pourtant et sous forme dubitative, l'apparition d'un parti qui se serait formé derrière M. Arago, et dont ce savant astronome aurait été le chef. D'après tout ce que j'ai eu l'honneur de vous dire jusqu'ici, vous croirez facilement, monsieur, qu'il avait été souvent question à l'Académie de l'existence de ce parti; mais enfin le public n'en avait jamais été instruit par les journaux, et il lui était permis jusqu'à un certain point de l'ignorer. Vous pouvez donc vous figurer si le ressentiment du secrétaire perpétuel dut être apaisé par ce nouvel article, qui renfermait

de plus des remarques très judicieuses sur l'Académie, sur les changemens que la publicité y avait introduits, et sur les devoirs de la presse, qui doit savoir défendre l'indépendance des corps savans et les intérêts de la science envers et contre tous. L'effet fut tel, qu'il dicta à un des confrères de M. Arago la démarche la plus singulière qu'on puisse imaginer. A propos d'un écrit où M. Arago était seul en cause, l'académicien dont il s'agit adressa une provocation à M. Donné, et, pour lui prouver qu'il n'y avait à l'Académie aucune personne capable de disposer de sa voix suivant les intentions de M. Arago, il se montra prêt à donner sa vie pour lui. Raisonnement fort peu logique, et auquel M. Donné répondit que d'abord il ne concevait pas que M. Arago et les siens voulussent entraver le droit de libre examen dans tout ce qui est soumis au public, et que d'ailleurs il ne pensait pas que, si M. Arago se trouvait offensé, il pût permettre à personne de prendre sa place. Il paraît qu'on a senti la faute qu'on avait commise, et les choses n'ont pas eu d'autres suites; mais il faut savoir gré à M. Donné, qui est dans la force de l'âge, d'avoir montré à ses adversaires ce que doit être la véritable liberté de la presse, car, en France, il faut beaucoup plus de courage pour laisser tomber une provocation que pour en accepter les suites. Du reste, ce n'est pas la première fois que l'on a dit que les partisans de M. Arago ne craignaient pas de faire un appel à la violence pour préserver à tout prix leur chef des attaques qu'ils réprouvent moins quand elles ont un autre but. On raconte, en effet, qu'un de nos artistes les plus spirituels, ayant fait une charge de M. Arago, qu'il gardait chez lui sans l'exposer au public, se trouva assailli dans son propre atelier, et forcé, l'épée sur la gorge, de détruire la malencontreuse caricature. Ce fut bien dommage, car ceux qui l'ont vue assurent qu'elle aurait eu beaucoup de succès.

Ces dissentimens avec la presse et surtout avec un journal grave et répandu comme les *Débats*, ont porté un rude coup à M. Arago, car tous les pouvoirs qui s'insurgent contre le principe de leur élévation affaiblissent leur base et sont exposés à chanceler; et, comme pour M. Arago c'est la presse plutôt que les grands travaux scientifiques qui a fait sa force et sa réputation, le célèbre secrétaire perpétuel aurait dû à tout prix tâcher de prévenir une telle rupture. Il est vrai que les journaux républicains sont arrivés à son secours, mais il a été mal défendu et seulement pour acquit de conscience; l'avantage est resté au *Journal des Débats*. D'ailleurs, on ne saurait croire qu'il s'agisse ici d'une affaire de parti, puisque c'est dans les *Débats*

que M. Arago a trouvé ses plus sincères admirateurs, tant qu'il ne s'est servi de son influence que dans l'intérêt des sciences et de l'Académie. Je ne vous parlerai pas de quelques autres journaux qui, à cette occasion, ont avancé que M. Arago n'avait jamais rien fait et qu'il n'a aucun titre à la réputation dont il jouit, car c'est là évidemment une exagération inexcusable. M. Arago est un homme qui connaît admirablement certaines branches des sciences : personne ne sait mieux que lui l'optique, l'astronomie physique et la physique terrestre, et on lui doit plusieurs observations dont tous les savans apprécient l'importance. Mais il y a loin de là à cette universalité de connaissances, à cette suprématie de talent que ses amis lui attribuent et que la presse a proclamée si long-temps. Même après les pertes cruelles qu'elle a éprouvées dans ces dernières années, l'Académie renferme des hommes qui, parce qu'ils ont su rester fidèles aux sciences, ont contribué plus que M. Arago aux progrès des connaissances humaines, et dont le nom vivra probablement dans l'histoire plus long-temps que le sien.

Comme je vous l'ai déjà dit, M. Arago doit être rangé parmi les savans qui cherchent plutôt les phénomènes singuliers, capables de frapper l'imagination, que les théories élevées ou les résultats amenés par une étude profonde et persévérante. Les faits dont il a enrichi la science sont des observations heureuses qu'il a abandonnées presque immédiatement après les avoir faites, et qui ont eu besoin d'être fécondées par d'autres pour qu'on en sentît tout le prix. Ainsi, par exemple, la découverte du magnétisme développé par la rotation, qui est peut-être le fait le plus remarquable que la science doive à M. Arago, est un phénomène isolé qu'il rencontra, de son propre aveu, en cherchant autre chose et par accident, et qui place ce savant physicien à côté de Oersted pour la découverte de l'électro-magnétisme, de M. Doberer pour l'inflammation du gaz hydrogène mis en contact avec le platine spongieux, et de M. Dutrochet pour la découverte de l'endosmose. Cependant, sans les grands travaux de M. Faraday, qui a su rattacher les recherches de M. Arago à sa belle théorie de l'induction, l'observation du savant secrétaire perpétuel serait probablement restée aussi stérile que l'était la découverte de l'habile physicien danois avant les profondes recherches d'Ampère.

La faculté la plus remarquable de M. Arago, celle qui lui a valu principalement sa popularité, c'est son talent d'exposition, qui est véritablement d'un ordre très élevé. Il faut l'avoir entendu pour savoir avec quelle lucidité, avec quelle méthode il sait analyser une

question scientifique, la ramener à ses élémens les plus simples, éviter tout ce qu'elle a de trop difficile, et la présenter au public sous un aspect si séduisant, que les auditeurs s'imaginent avoir compris parfaitement des choses dont, privés comme ils le sont le plus souvent des connaissances nécessaires, ils ne sauraient avoir aucune idée nette. Cette faculté par laquelle M. Arago sait captiver l'attention de son auditoire et qui lui a valu tant de succès, jointe à la peine avec laquelle il travaille, aux fonctions politiques qu'il remplit, et qui lui prennent presque tout son temps, l'ont peut-être conduit à penser, bien à tort cependant, qu'il lui était inutile de se livrer à de nouveaux travaux scientifiques, et qu'il lui suffisait de parler pour augmenter sans cesse sa réputation. Mais on commence à remarquer que, depuis quinze ans, M. Arago n'a fait aucune observation, aucune recherche nouvelle, et qu'actuellement en substance tous ses travaux se réduisent en *projets* d'expériences qu'il a l'air quelquefois d'improviser au moment de la séance, en communications verbales relatives à des faits déjà anciennement connus, et en anecdotes scientifiques ou en extraits de la correspondance. M. Arago est très heureux lorsqu'il peut rencontrer une de ces questions singulières qui excitent la curiosité du public. On se rappelle avec quel empressement il rendit compte, il y a quelque temps, des *pluies de grenouilles*. Pendant trois mois, il en fut souvent question à l'Académie; mais un érudit allemand ayant cru devoir citer, à l'appui de ce fait extraordinaire, je ne sais quel auteur ancien qui raconte une *pluie de bœufs*, le secrétaire perpétuel se le tint pour dit, et depuis cette époque on n'en a plus parlé. Une autre fois, ce furent les étoiles filantes périodiques que M. Arago annonça avec pompe. A cette occasion, un de ses confrères ne put s'empêcher de lui jouer un tour d'écolier; car, quelque temps après, il lut à l'Académie un mémoire où il commençait par citer votre savant ami M. Olmsted, à qui l'on doit cette remarque importante, et que M. Arago avait oublié de mentionner. Depuis plus d'un an, M. Arago ne cesse d'entretenir l'Académie de la découverte de M. Daguerre, de sorte que la salle des séances est devenue une espèce d'exposition permanente des produits de tous les opticiens de Paris. Il serait temps de mettre un terme aux communications de cette nature qui s'adresseraient bien mieux à la *Société d'Encouragement*, car rien n'est moins scientifique ni moins conforme aux usages de l'Académie et à la dignité des sciences, que la manière dont se manifeste la curiosité du public lorsqu'on lui présente (pour me servir de

l'expression attribuée à M. Berzélius) ces *joujoux scientifiques*. Au reste, cette tendance de M. Arago à faire valoir tout ce qui peut exciter la curiosité est tellement connue, que l'été dernier le propriétaire de deux chiens savans crut pouvoir demander (à ce qu'on assure) la permission de faire manœuvrer ses animaux devant l'Académie.

Comme secrétaire perpétuel, M. Arago est chargé de dépouiller la correspondance alternativement avec l'autre secrétaire, M. Flourens, et il s'en acquitte avec un succès qui sert à augmenter encore son influence; car les communications verbales qu'il fait à propos de certains mémoires, faisant briller leurs auteurs aux yeux des journalistes et du public, il est facile de concevoir combien de personnes il doit s'attacher ainsi. Cependant on doit dire que, malgré tous les moyens dont il dispose, ce n'est guère qu'en France, et surtout à Paris, qu'il exerce cet ascendant. A l'étranger, où sa popularité ne peut guère avoir d'écho, et où l'on juge d'après les travaux imprimés, M. Arago est fort amoindri. Au reste, ses relations avec les différentes parties de l'Europe subissent des alternatives et des changemens assez fréquens. Ainsi, par exemple, à cause de ses discussions avec M. Brewster, M. Arago fut long-temps en guerre contre les savans anglais; puis, lorsqu'à son dernier voyage en Angleterre, il se vit fêté et nommé citoyen de je ne sais combien de villes de l'Écosse, il changea d'opinion et devint l'admirateur de ces mêmes savans qu'il avait tant critiqués. Mais ne voilà-t-il pas que, se confiant un peu légèrement peut-être au savoir de lord Brougham, qu'il avait cependant révoqué en doute dans l'éloge d'Young avant que la communauté des opinions politiques eût rapproché les radicaux des deux nations, le secrétaire perpétuel a répété dans l'éloge de Watt des insinuations qui ont semblé blessantes pour la mémoire de Cavendish. Là-dessus grande rumeur au-delà du détroit; les savans s'émeuvent, l'association britannique, corps illustre qui dirige actuellement la marche des sciences en Angleterre, lance un manifeste contre lord Brougham et contre M. Arago, où elle leur dit qu'ils n'ont pas examiné les pièces, qu'ils n'ont pas étudié les faits. Le savant astronome a annoncé qu'il préparait une réponse, et l'on dit qu'il est fort disposé à tonner de nouveau contre la perfide Albion. Il faut que des deux côtés la question soit examinée avec calme et sans aucune prévention politique, afin qu'on ne puisse pas dire que les uns défendent Watt parce qu'il était plébéien, et que les autres soutiennent dans Cavendish un représentant de l'aristocratie.

Depuis la mort de Cuvier, les relations scientifiques de l'Institut avec l'Allemagne sont devenues de jour en jour moins fréquentes, et c'est grand dommage, car on sait combien sont solides et profonds les travaux des Allemands. Peut-être M. Arago n'éprouve-t-il pas assez de sympathie pour ces savans du Nord qui cherchent moins la réputation de leur vivant que la gloire après leur mort; et d'ailleurs, ne connaissant pas leur langue, il est encore moins porté à apprécier leurs écrits. Les seules communications qu'il ait avec l'Allemagne dépendent de l'amitié qu'a pour lui M. de Humboldt, savant célèbre, qui sait suffire à tout, et qui, malgré son séjour à la cour et ses succès de société, ne cesse de travailler et de produire toujours d'importans ouvrages. On doit regretter vivement que, sous le rapport scientifique, l'Allemagne ne soit plus aussi intimement liée à la France qu'elle l'était autrefois. Dans le siècle dernier, notre littérature dominait dans toute l'Europe, les cours du Nord avaient adopté notre langue, les académies les plus célèbres de l'Allemagne publiaient leurs mémoires en français, et, depuis Pétersbourg jusqu'à Lisbonne, il ne se faisait aucune découverte, aucune observation intéressante, que l'auteur ne s'empressât d'en donner connaissance à l'Académie des sciences de Paris, qui, à huis clos et sans chercher la popularité, avait établi partout sa suprématie. Et maintenant on dirait qu'à mesure que l'on fait des avances au public, la sphère d'action et l'influence de l'Académie diminuent. L'Académie de Berlin s'est séparée de nous et emploie la langue allemande pour ses publications. Les hommes les plus illustres du Nord, les Berzélius, les Gauss, n'envoient même plus leurs ouvrages à l'Institut. C'est là un fait grave, qui intéresse au plus haut degré la dignité du corps et la gloire scientifique de la France. Rétablir les relations qu'avait l'Académie avec les sociétés savantes des autres pays, lui rendre tout son ascendant en Europe, voilà ce que doivent chercher de préférence les hommes qui sont ses organes officiels, et qu'elle a choisis pour interprètes et pour représentans.

Les succès que M. Arago a obtenus à l'Académie en s'appliquant à populariser la science l'ont porté à introduire partout le même système. Dans les cours d'astronomie qu'il est chargé de donner à l'Observatoire, et qui malheureusement sont devenus si rares, il ne semble chercher qu'à attirer un nombreux auditoire, à intéresser les dames et les gens du monde, de sorte que ses leçons sont devenues une espèce de supplément au *Spectacle de la Nature* de l'abbé Pluche, où les lois les plus sublimes de l'univers sont exposées sans

aucune démonstration et sous la forme de récit. Le talent du professeur est sans doute admirable, mais la dose de science qu'il communique à ses auditeurs n'est pas proportionnée à ce talent, et d'ailleurs on doit regretter que M. Arago ne se montre pas toujours suffisamment pénétré de la dignité du professorat. Les habitués de l'Observatoire se rappellent encore le jour où dans une de ses leçons ce savant astronome vint à parler subitement d'un *gigot de mouton*. L'auditoire émerveillé ne comprenait rien à cette constellation d'un nouveau genre; mais, à la séance suivante, le mystère fut expliqué, et l'on apprit que ce comestible n'avait apparu au cours d'astronomie que par suite d'un pari fait par le professeur avec l'une de ses plus spirituelles élèves, de parler à ses leçons d'un sujet quelconque qu'elle voudrait bien lui indiquer.

M. Arago, qui depuis tant d'années n'a pas su trouver le temps d'achever les belles recherches scientifiques qu'il avait entreprises, s'est occupé de rédiger, pour l'*Annuaire du Bureau des longitudes*, des notices populaires où brille un remarquable talent d'exposition, mais qui ne méritaient certainement pas d'exercer un esprit aussi distingué. Le désir de captiver sans cesse l'attention, n'importe à quel prix, lui a fait accueillir dernièrement, avec un peu trop de facilité peut-être, des anecdotes scientifiques qui ne semblent pas reposer sur des fondemens assez solides; et comme d'ailleurs son ardeur pour la popularité n'a jamais pu stimuler son activité, il en est résulté d'abord qu'au grand déplaisir de l'éditeur, un almanach où sont prédites les éclipses ne paraît souvent qu'après le milieu de l'année, lorsque les prédictions astronomiques qu'il contient ont pu se vérifier d'avance, et que, d'autre part, n'ayant pas le temps de remonter toujours aux sources et de faire lui-même l'histoire, M. Arago a été forcé de la prendre quelquefois toute faite dans les livres des autres, ce qui l'a exposé à tomber dans plusieurs inexactitudes, et l'oblige à rester dans le vague lorsqu'il doit citer quelque ouvrage. On dit que, vers la fin de sa vie, le pauvre M. Salverte parlait souvent de son ami M. Arago, qui, disait-il, avait emprunté sans le citer, à son *Histoire des Sciences occultes*, des faits piquans sur l'électricité et sur les machines à vapeur.

Au reste, les savans pardonneraient plus facilement à M. Arago son goût pour la popularité, s'il avait à leurs yeux toutes les qualités nécessaires à la place qu'il occupe à l'Académie. Mais ce qui lui nuit le plus et ce qu'il s'efforce en vain de cacher, c'est que, secrétaire perpétuel pour les sciences mathématiques, il n'est guère en état d'ap-

précier les travaux analytiques qui sont adressés à l'Institut. Sur ce point, les avis de tous les hommes compétens sont unanimes : ses amis les plus dévoués se taisent, mais n'osent pas contester la vérité du fait. Ce défaut se révèle à chaque instant de la manière la plus fâcheuse dans son cours, et surtout à l'Académie, où il lui est arrivé parfois de se tromper même dans les expressions techniques et dans les termes les plus usuels. C'est là véritablement son côté faible, et l'on conçoit combien un tel fait a de gravité pour le successeur de Fourier. Il n'y a pas un seul géomètre au monde qui ne sache au juste combien sont restreintes les connaissances mathématiques de M. Arago; et si le public reste encore dans le doute à ce sujet, c'est qu'il s'agit de sciences difficiles et qui ne sont pas à la portée d'un nombreux auditoire. Il y a eu sans doute d'autres illustres physiciens qui n'étaient guère géomètres; mais ceux-là avouaient leur insuffisance, et probablement ils n'auraient pas ambitionné la place de secrétaire perpétuel pour les mathématiques à l'Académie des sciences de Paris. C'est peut-être aussi pour cacher ce défaut que M. Arago, bien que doué de si heureuses facultés, a consenti à perdre la plupart de ses avantages, à se suicider pour ainsi dire aux yeux des savans, et à ne rechercher que les applaudissemens de la foule qu'elle jette toujours à ceux qui la flattent, et que par lassitude ou par caprice elle refuse un jour à ses plus chères idoles. Un homme de talent qui, au lieu de se livrer à des recherches originales, se ferait l'écho et le traducteur des idées des autres pour se rendre populaire, imiterait à son insu cet écrivain célèbre qui se fit comédien, sous prétexte qu'il voyait les acteurs toujours plus applaudis que les auteurs. Sans doute, Talma et Mlle Mars ont obtenu plus d'applaudissemens dans leur vie que n'en eurent jamais Corneille ou Racine; mais, sans parler des couronnes qui vont chercher l'auteur sur la tête du comédien, demandez après cent ans ce que sont devenus les plus grands acteurs? Tout meurt avec eux, tandis que la gloire de l'écrivain traverse les siècles et ne cesse jamais de grandir.

Pour vous donner une idée complète de M. Arago, il faudrait que je pusse vous le montrer aussi hors de l'Académie, car ce n'est pas là seulement qu'il cherche à exercer son influence et à faire prévaloir son opinion. M. Arago, vous le savez, est aussi un homme politique; il est député, il est membre du conseil général de la Seine; et mettant habilement à profit, à la chambre sa position scientifique, ailleurs son influence politique, il a su étendre partout son autorité. C'est ainsi qu'il a établi sa prépondérance à l'Observatoire

et dans le conseil de l'École polytechnique. Je reviendrai une autre fois, monsieur, sur cette école célèbre et sur l'Observatoire de Paris, auquel est attaché le sort de l'astronomie en France, et d'où l'on voudrait voir sortir plus souvent des travaux comparables à ceux que produisirent, dans le siècle dernier, les astronomes qui surent répandre tant d'éclat sur ce grand établissement.

Comme je ne veux nullement entrer dans la politique, je me bornerai à vous faire remarquer qu'à la Chambre M. Arago n'a pas réussi à se créer une position tout-à-fait conforme à son talent. Cela tient en partie sans doute aux opinions démocratiques qu'il professe, mais en partie aussi au caractère un peu trop passionné et souvent personnel des discours qu'il a prononcés. On ne conçoit pas, en effet, pourquoi un homme d'un esprit si distingué, et dont les connaissances théoriques auraient pu en plusieurs circonstances être très utiles à la Chambre, n'a presque jamais pris la parole sans attaquer quelque corps ou quelque individu. L'enseignement classique tout entier, l'École des ponts-et-chaussées, la marine, les examinateurs de l'École de Saint-Cyr, et même le professeur d'astronomie du Collége de France, ont été tour à tour l'objet de ses agressions. M. Arago semble oublier quelquefois que du haut de la tribune un député parle à la France et à l'Europe entière, et que, pour ne pas compromettre sa dignité, il doit toujours s'abstenir de toute personnalité.

Vous trouverez peut-être, monsieur, que, voulant vous parler de l'état des sciences en France, je vous ai entretenu bien long-temps d'un seul homme. Mais si vous considérez la position que cet homme occupe à l'Institut et à la Chambre, l'influence qu'il exerce sur une partie notable de la presse, les nombreux partisans qu'il a dans les premiers corps scientifiques de Paris, sa grande popularité, l'activité avec laquelle il sait servir ses adhérens et poursuivre ses adversaires; si vous remarquez qu'il est devenu le chef d'un parti redoutable qui menace de tout envahir, vous comprendrez que je ne pouvais pas me borner à quelques mots sur son compte, et qu'en vous le faisant connaître, je vous initiais aux ressorts cachés, mais puissans, qui agissent continuellement chez nous sur les sciences, et qui, si la chose était possible, tendraient à les faire descendre des plus hautes sommités pour les amener à suivre l'impulsion capricieuse de la foule et à ambitionner le suffrage de juges incompétens.

Les défauts que j'ai dû signaler dans M. Arago ne m'empêchent pas, monsieur, de reconnaître ses qualités. Personne plus que moi

n'est porté à admirer son talent; et si j'ai avancé que par suite de son caractère impérieux, de son désir ardent de popularité, l'influence qu'il exerce actuellement n'est plus aussi utile à l'Académie qu'elle l'a été autrefois, c'est que je le crois capable d'entendre ces paroles et de se vouer au progrès des hautes sciences avec un zèle égal à celui qu'il a montré jusqu'ici pour la propagation des connaissances élémentaires. Que M. Arago reprenne sérieusement ses travaux, qu'il laisse à chacun la liberté de ses opinions, et il n'y aura jamais assez d'éloges et de couronnes pour lui; mais si, écoutant de perfides conseils, il voulait abuser de son ascendant pour imposer toujours sa volonté, pour faire dominer de plus en plus la science populaire, alors tous ceux qui aiment la France se verraient à regret forcés d'élever la voix pour avertir le public des dangers qui menacent les hautes sciences et la gloire nationale. Au reste, c'est surtout M. Arago qui maintenant est entouré de dangers, car l'abus du pouvoir finit toujours par amener une réaction violente où l'injustice marche à la suite de la révolte, et l'on peut affirmer que, malgré ses succès actuels, s'il ne se hâte de changer de système, avant peu il tombera, et qu'il se verra même privé du degré d'influence et de réputation que ses talens devaient lui assurer. L'expérience et l'histoire sont là pour justifier cette prédiction.

Vous ne vous attendez pas sans doute, monsieur, à trouver dans cette lettre l'exposé des travaux de tous les membres de l'Académie, car un tel exposé ne serait rien moins que l'histoire des sciences en France depuis la fin du XVIIIe siècle. D'ailleurs, ce ne sont pas les travaux individuels que vous voulez étudier, c'est l'ensemble des connaissances humaines qui vous intéresse et dont vous voulez suivre les progrès. Toutefois, comment résister au désir de vous nommer quelques-uns au moins de ces savans illustres qui honorent notre siècle et l'humanité? Et d'abord ce Gay-Lussac, grand chimiste et grand physicien, dont tous les travaux sont des chefs-d'œuvre, et qui, malgré sa modestie, jouit d'une si belle gloire. Qui n'a pas admiré la parfaite urbanité avec laquelle il combattit les opinions de Davy sur les points les plus élevés de la science? Il a semblé seul ne pas s'apercevoir qu'il avait vaincu l'illustre chimiste anglais. Et ce Thénard, qui, au mérite de contribuer personnellement aux progrès de la philosophie naturelle, a su joindre celui encore plus rare de faire des élèves qui sont devenus à leur tour des maîtres célèbres, et de les signaler avec une affection paternelle à l'estime du pays. C'est à MM. Thénard et Gay-Lussac, dont les noms se trouvent si souvent

réunis; à M. Chevreul, qui sait porter le flambeau de la philosophie dans toutes les questions dont il s'occupe; à M. Berthier, qui s'est créé une si brillante spécialité dans la chimie minérale; à M. Robiquet, qui a fait tant d'observations ingénieuses; à toute la section de chimie, en un mot, que la France doit cette jeune et brillante école à la tête de laquelle se sont placés MM. Dumas et Pelouze, et qui compte, même en dehors de l'Institut, tant d'habiles chimistes. Dumas, esprit supérieur, si connu pour le succès de ses leçons et pour sa belle théorie des substitutions, appartient à cette famille Brongniart, qui actuellement a cinq de ses membres à l'Académie des sciences, et dont le chef semble éviter avec un soin particulier de faire usage de l'influence que ses travaux et sa position lui ont si bien méritée. Les Brongniart et les Geoffroy paraissent destinés à remplacer à l'Institut les Cassini et les Jussieu, qui honorent la science depuis si long-temps, et qui malheureusement semblent ne pas devoir laisser de postérité académique.

Si la chimie est la science que l'on cultive actuellement avec le plus d'ardeur et de succès parmi nous, la physique ne se trouve pas dans un état aussi prospère. Ce n'est pas que, même après la perte irréparable d'Ampère et de Dulong, l'Académie ne renferme des physiciens du premier ordre. La section de physique est une des plus fortes de l'Institut; mais au dehors les physiciens sont rares, et le nombre des candidats est fort restreint quand il y a quelque vide à remplir. Cependant une section qui se compose d'hommes tels que MM. Gay-Lussac, Poisson, Savart, Becquerel et Pouillet, et qui se trouve renforcée par MM. Arago et Biot, et par les chimistes de l'Académie, lesquels en général sont aussi de très habiles physiciens, doit nécessairement exercer son influence dans le public, et ramener à l'étude des grandes lois de la nature ces esprits ingénieux qui maintenant ne semblent prendre intérêt qu'aux phénomènes particuliers de la chimie organique. Le champ est vaste et promet de riches moissons. Malheureusement, la physique ne mène pas, comme la chimie, à la fortune, et, dans notre siècle, le moindre perfectionnement sur la fabrication du sucre de betterave aura toujours plus de retentissement dans le public que toutes les belles recherches de M. Savart sur l'acoustique, ou de M. Becquerel sur l'électricité.

De même que la chimie, la mécanique est destinée à satisfaire aux besoins actuels de la société : aussi, non-seulement elle se trouve dignement représentée à l'Institut par des hommes du plus grand mérite, mais il y a au dehors plusieurs savans distingués que l'on

s'impatiente de ne pas voir encore à l'Académie. Tous les services publics ont été mis à contribution pour enrichir la section de mécanique. La marine a donné M. Dupin; les ponts-et-chaussées MM. Cauchy et Coriolis; M. Poncelet est sorti de cette belle école de Metz où la science est appliquée à la fois à la défense et à la prospérité du pays. M. Gambey, entré récemment à l'Académie, et qui jouit d'une réputation si bien méritée, est un exemple frappant de la supériorité de la classe ouvrière chez nous, où chaque individu a dans son sac à outils la médaille de membre de l'Institut. Enfin, il ne faut pas oublier un académicien libre, M. Séguier, qui trouve dans les plus ingénieuses combinaisons mécaniques un délassement à ses graves fonctions de magistrat.

La section de géométrie, qui est la première à l'Académie, était peut-être aussi la plus forte et la plus illustre lorsqu'elle renfermait à la fois Lagrange, Legendre et Laplace. Maintenant, quoique, sous la direction du vénérable M. Lacroix, elle soutienne encore l'honneur du corps, elle fait entendre trop rarement sa voix, et, excepté quelques beaux mémoires de M. Poinsot sur la philosophie des mathématiques, on ne connaît aucun travail analytique sorti récemment de la plume d'un des membres de cette section. Sans doute, M. Puissant est à la tête de tous ceux qui s'occupent de géodesie en Europe, M. Biot est un physicien du premier ordre; mais, comme géomètres, ils ne prennent part que bien rarement aux travaux de la section à laquelle ils appartiennent. Cependant cette section est renforcée à l'Académie par d'autres savans qui suffiraient seuls à la réputation de la France. A leur tête brille M. Poisson, si fertile et si profond à la fois, que nous pourrons toujours montrer aux étrangers avec un juste sentiment de fierté nationale, et qui a fait faire à la mécanique céleste, à la physique mathématique, à toutes les branches de l'analyse, de si notables progrès. M. Cauchy, qu'après une longue absence on a vu avec plaisir rentrer à l'Académie, étonne l'Europe par le nombre et la variété de ses travaux. Enfin, M. Poncelet, qui, lorsqu'il était prisonnier en Russie, pour se soustraire aux ennuis d'un séjour forcé dans des pays barbares, sut créer des méthodes qui ont donné une nouvelle impulsion à la géométrie, mérite d'être cité parmi nos plus habiles mathématiciens. De tels exemples doivent exciter la jeunesse à cultiver avec ardeur la science qui, depuis deux siècles, n'a cessé de briller chez nous. L'esprit géométrique ne s'éteindra jamais en France, mais on pourrait craindre qu'après avoir bien appris les mathématiques, nos jeunes savans,

attirés par des avantages et des séductions de toute nature, ne négligeassent les sciences abstraites pour se livrer trop exclusivement aux applications. Cependant le danger est loin d'être imminent; car, même en dehors de l'Institut, il existe plusieurs géomètres qui cultivent avec succès les branches les plus élevées de l'analyse, et auxquels il ne manque que le titre d'académicien.

Ce sont les naturalistes qui, à l'Académie des sciences, produisent le plus grand nombre de mémoires et de travaux originaux. M. de Mirbel, qui a tant fait pour la physiologie végétale, a donné récemment une preuve admirable de dévouement et de zèle, en allant étudier dans l'Algérie le mode de développement du palmier. Lors de la dernière irruption des Arabes, l'Académie s'est émue en songeant qu'un tel botaniste, qui depuis plus de trente ans ne cesse de contribuer aux progrès de la science, pouvait tomber sous le fer d'un barbare. Heureusement ces craintes n'étaient pas fondées : M. de Mirbel est revenu au milieu de ses confrères, et il va sans doute leur communiquer bientôt les résultats de son voyage. M. de Blainville, qui, pour la profondeur et la variété de ses connaissances, est regardé à l'Académie comme le successeur de Cuvier, a dû accepter aussi l'héritage des discussions et des rivalités de ce grand naturaliste, et combattre les tendances de l'école synthétique et philosophique dont le chef, M. Geoffroy Saint-Hilaire, dédaignant de suivre la route ordinaire, aime surtout, à ce que l'on dit, à être appelé le Kepler de l'histoire naturelle. M. Magendie, dont les beaux travaux sont connus dans toute l'Europe, ne cesse de combattre pour la science positive et pour les faits, contre ce que la médecine et la physiologie peuvent avoir de systématique et de trop conjectural. Malgré ses occupations nombreuses, M. Flourens entretient souvent l'Académie du résultat de ses recherches. Scrupuleusement attaché, dans l'histoire naturelle, à la méthode expérimentale, dans le sein de l'Académie, aux réglemens, M. Flourens, comme savant et comme secrétaire perpétuel, est doublement utile à l'Institut. M. Breschet est un de ces hommes qui savent allier la pratique de l'art difficile de guérir aux travaux les plus remarquables sur l'histoire naturelle générale. MM. Audouin et Milne Edwards offrent le spectacle rare d'une amitié scientifique qui a résisté à toutes les chances de dissolution, aux candidatures auxquelles ils se sont présentés ensemble, et à la réputation qu'ils ont acquise dans les mêmes branches de l'histoire naturelle. Admis tous deux, et dans la même année, à l'Académie, ils sont destinés par leur âge à la faire jouir long-temps du fruit de leurs travaux.

On pourrait ajouter d'autres noms illustres à ceux qu'on vient de citer; mais malheureusement il y a des académiciens qui depuis très long-temps n'ont pas lu un seul mémoire à l'Institut, et dont, pour ce motif, il me semble que je dois m'abstenir de parler ici. A la vérité, pour les médecins de l'Académie, cette inaction est presque une nécessité; car, chargés ordinairement de quelque cours public et accablés par une nombreuse clientelle, ils se voient de plus ravir par les commissions des prix Monthyon le peu de temps dont ils pourraient disposer pour se livrer à l'étude. Concevez-vous, monsieur, quelque chose de moins logique, de moins profitable aux véritables intérêts de la science, qu'un réglement qui force des hommes tels que les Larrey, les Double, les Magendie, les Dumeril, les Breschet, les Roux, les Serres, à interrompre tous leurs travaux scientifiques pour s'occuper exclusivement pendant plusieurs mois de l'examen d'ouvrages qui sont, sans aucun doute, bien inférieurs aux écrits originaux qui sortiraient de la plume de ces hommes célèbres, si on ne les privait pas ainsi de leur temps? C'est là un des inconvéniens les plus graves des dispositions testamentaires de M. de Monthyon, et ce n'est pas le seul. Mais il n'y a pas uniquement des médecins à l'Académie, et l'on ne conçoit pas comment des hommes d'un talent incontestable, qui sont dans la force de l'âge, et qui peuvent disposer de leur temps, n'entretiennent pas plus souvent leurs confrères du fruit de leurs recherches. Leur silence appauvrit le corps auquel ils appartiennent; il est à désirer, de toutes manières, qu'il ne se prolonge pas davantage. Les marques non équivoques de satisfaction que donne toujours l'Académie lorsqu'un de ses membres, surtout des plus anciens, demande la parole pour lire un mémoire, doit prouver généralement que, malgré des tendances et des aberrations individuelles, la haute science conserve son ascendant à l'Institut, et que ce corps n'a jamais cessé de rendre hommage au véritable talent.

Ne croyez pas cependant, monsieur, que par ces réflexions je veuille m'associer à ces voix malveillantes qui s'en vont répétant que les membres de l'Académie des sciences ne travaillent plus, et qu'il est nécessaire de réveiller leur zèle à tout prix : sans parler de ces illustres vétérans qui, au déclin d'une vie noblement employée, servent d'exemple à leurs jeunes confrères, même parmi ceux qui ne prennent jamais la parole, il n'y en a presque pas un seul qui ne poursuive avec persévérance un sujet déterminé de recherches, ou qui ne s'occupe activement de la publication d'un ouvrage considérable. Mais ces ouvrages contribuent plus à la réputation individuelle

de l'auteur qu'à la gloire du corps dont il fait partie, et il faudrait qu'avant de livrer le résultat de ses recherches au public, chaque auteur, dans un mémoire détaillé, rendît compte de ses travaux à l'Académie. On enrichirait ainsi toujours les volumes académiques, et l'on ne laisserait guère à la science secondaire les moyens de s'introduire à l'Institut, ni d'absorber par la correspondance un temps si considérable.

Après vous avoir parlé rapidement des savans les plus célèbres que réunit dans son sein l'Académie des sciences, de leur influence sur le public, et de l'action que le public exerce sur eux, il me resterait à vous entretenir, monsieur, des rapports de cette Académie avec les autres classes de l'Institut et avec le gouvernement, des relations qu'elle a établies dans toutes les parties de l'Europe à l'aide de ses correspondans, à l'aide surtout de ses huit associés étrangers, pris parmi ce que la science a de plus éminent. Mais, sous cet aspect, ce n'est plus l'Académie des sciences seulement qu'il faut considérer, c'est l'Institut tout entier qui jouit des mêmes attributions, qui exerce la même influence, et qui a su se rattacher tous les talens de l'Europe. Je vous demanderai donc la permission de renvoyer à une autre occasion l'examen de tout ce qui se rapporte à l'organisation générale de l'Institut, à l'action qu'il exerce comme corps unique, et je terminerai cette lettre par quelques remarques dont j'espère que vous reconnaîtrez l'opportunité.

J'ai dit en commençant que je me voyais à regret exposé à froisser l'amour-propre de quelques savans illustres dont j'admire sincèrement le talent; car le jugement que j'ai dû porter sur des hommes d'un mérite si éminent a pu, je le crains, les irriter contre cet inconnu qui, malgré lui, était forcé parfois de mêler la critique à l'éloge. Mais ce qu'il y a de plus singulier dans ma position, c'est que peut-être cette lettre est destinée à exciter encore plus de ressentiment chez les personnes dont je partage et défends les opinions que chez les hommes dont j'ai dû combattre les tendances. Cela tient surtout à l'abus que l'on a fait quelquefois de la publicité à l'Académie, abus par suite duquel les savans qui ont eu à s'en plaindre ont conçu la plus vive aversion contre toute intervention de la presse dans les affaires de l'Institut. Cette aversion, qui est peut-être exagérée, ne tend à rien moins cependant qu'à les livrer sans défense à leurs adversaires. Si tout le monde s'imposait la même réserve, on conçoit les scrupules qui pourraient arrêter quiconque serait tenté de faire un appel à la publicité; mais reconnaître

qu'entre les mains de certaines personnes, la presse est un moyen puissant qui leur a donné souvent la victoire, qui a servi même quelquefois à égarer l'opinion publique, et vouloir combattre en se privant de l'arme à laquelle on attribue tous les avantages de ses adversaires, c'est véritablement accepter un duel où l'on sait d'avance que l'on doit succomber. D'ailleurs, la presse n'a pas de parti pris ni de préventions : elle a reproduit les opinions de ceux qui se mettaient en rapport avec elle, et ne pouvait pas faire autrement; mais elle est prête à accepter la vérité, de quelque côté qu'elle lui vienne. Il faut donc ne pas la repousser lorsqu'elle combat avec modération et convenance pour les saines idées. Voilà du moins mon opinion : elle servira, je l'espère, d'excuse à mon zèle.

Cependant, si la presse est un auxiliaire qui, dans l'état actuel des choses, ne saurait être négligé, je crois que celui qui a la prétention, trop ambitieuse peut-être, de porter la parole dans l'intérêt des sciences, doit s'effacer avec soin, afin qu'on ne puisse pas supposer qu'il n'a soulevé certaines questions que dans le but d'attirer sur lui l'attention du public. Voilà pourquoi, monsieur, mon nom ne sera pas imprimé ici. Mais, tout en gardant l'anonyme, je ne cesserai jamais d'avoir devant les yeux les devoirs de l'écrivain, et je me rappellerai toujours que, quoique je me sois placé à l'écart, je dois me conduire de manière à pouvoir, s'il le faut, me présenter à tout instant pour assumer la responsabilité de mes écrits.

***

LE
THÉATRE EN ITALIE.

I.
STENTARELLO.

La haute comédie est morte en Italie, il est vrai qu'elle n'y a jamais été fort vivante; Goldoni, Carlo Gozzi, le comte Giraud, effleurent l'écorce comique plus souvent qu'ils ne pénètrent au cœur. Goldoni est plein de verve, mais il est grossier; Gozzi abuse de la poésie et pousse le fantastique jusqu'au délire. Giraud, esprit voltairien, offre un assez heureux mélange de gaîté et de sensibilité, sa comédie de *Don Desiderio* ne manque ni d'intérêt ni de nerf comique; mais ce ne sont là que des étincelles : rien de franc, rien de complet. *La Mandragore* de Machiavel est toujours la seule comédie vraiment digne de ce nom qu'ait produite l'Italie, comédie peut-être un peu triste.

Ce ne sont pas cependant les sujets qui ont manqué aux poètes comiques italiens. Les ridicules par-delà les Alpes ne sont ni plus rares ni plus communs qu'ailleurs; ils sont seulement moins remarqués et moins sentis. A bien dire, dans ce que nous appelons des *ridi-*

cules, un Italien voit plutôt des manières d'être plus ou moins fâcheuses que des sujets de moquerie. L'avarice, la misanthropie, la poltronnerie, la jalousie et toutes les péripéties de la passion paraissent à la plupart des Italiens des choses toutes simples, des nécessités de notre nature; et du moment qu'une chose est naturelle, pourquoi s'en moquer? On souffre de l'avarice autant qu'un avare, on évite un misanthrope, on comprend la peur, on l'avoue même, on plaint un jaloux, on console un amant trompé, on ne songe pas à en rire, on s'exposerait à se moquer de soi-même; puis l'esprit italien est en général peu porté à s'égayer de ce qui fait souffrir; ce genre d'esprit est tout-à-fait français; en France, on rit de tout, même de sa propre souffrance. Un jeune homme bien élevé tombe de cheval sur le boulevart, se casse un bras et se relève en disant un bon mot; un Italien dans le même cas jette les hauts cris. Cette disposition au rire, cette gaieté dans le malheur et la souffrance, nous sont venues sans doute par héritage; ne sommes-nous pas les descendans de ces hommes du Nord qui combattaient en chantant et qui mouraient en riant?

La censure du gouvernement et des prêtres fut une autre cause de l'infériorité de la comédie italienne. Les théâtres bouffes, où se jouaient ces farces populaires improvisées en partie (*comedia dell' arte*), échappant seuls à la censure préventive, avaient seuls conservé une gaîté, sinon relevée, du moins franche et nationale; cette comédie en langue parlée, toute différente de la haute comédie, ou *comédie académique*, écrite en italien pur, eût pu s'appeler *provinciale*, chaque province ayant son type comique: Bergame, Arlequin; Venise, Pantalon; Naples, Polichinelle; Milan, Meneghino; Rome, Cassandrino et Meopattaca, et Florence Stentarello. Quelques-uns de ces types s'étaient même popularisés chez les nations voisines, comme Polichinelle ou *Punch* à Londres, et Arlequin à Paris; ce qui faisait dire à Voltaire, qui jugeait d'ensemble et un peu à la légère, qu'en fait de comédies les Italiens n'avaient que des arlequinades (1).

Aujourd'hui ce mot de Voltaire serait encore vrai, en ce sens qu'en Italie la farce seule intéresse et fait rire. Rien de plus niais et de plus ennuyeux que les rapsodies décorées du nom de hautes comédies, que de malheureux auteurs colportent des théâtres de Milan

(1) Voltaire, toujours flatteur quand on le flattait, écrivait à Goldoni: « Oh che fecondita! mio signore, che purita! aveta riscattato la vostra patria delle mani degli Arlechini. Vorrei intitolare le vostra comedia: l'Italia liberata dà Goti. »

et de Venise à ceux de Florence et de Naples. Ce sont des scènes du comique larmoyant le plus lourd, ou des comédies *nobles* dans lesquelles il s'agit presque toujours d'une grosse somme d'argent à gagner ou à perdre, ou de coups de bâton à donner ou à recevoir. On croirait, à voir la persistance des auteurs dans la mise en œuvre de ces singuliers ressorts dramatiques, qu'ils ne peuvent émouvoir leurs spectateurs par d'autres moyens; et cependant n'est-il pas en Italie comme ailleurs de ces hommes rares qui joignent à un esprit délicat et supérieur une ame tendre et une belle et noble imagination? Les péripéties de ces drames, où tout l'intérêt se concentre autour d'un gros sac d'argent tiraillé par les quatre coins, ou d'un bâton plus ou moins lourd, sont incroyables. La naïve et insolente bassesse des drôles en habit noir accrochés à ce sac, ou se débattant sous le bâton, offre un spectacle des plus ignobles et des moins comiques. Si par hasard quelque poète mieux avisé choisit des personnages d'un ordre plus relevé, le résultat n'est guère plus heureux; ces pauvres poètes censurés manquent de la liberté de pinceau nécessaire et de la fermeté de touche indispensable pour peindre d'une manière franche et vraie ce mélange d'opulence avare, d'intrigue pesante et d'impudente bonhomie qu'en Italie, comme chez nous, on ne rencontre guère que dans certaines régions d'un certain monde qui, bien qu'on ait dit, n'est ni *grand* ni *beau*.

L'Italie, depuis le commencement du siècle, n'a donc produit aucun poète comique dont le talent se soit élevé au-dessus du médiocre; il y a plus, aucun des pitoyables auteurs dont nous venons de parler n'a pu même arriver à cette popularité de bas étage, à cette célébrité de mauvais aloi, partage souvent assuré de ces esprits communs qui ne doivent peut-être qu'à leur manque de goût et à leur vulgarité les sympathies et les suffrages de la foule. Aussi toutes ces pièces écrites en italien, en *style noble*, ne tardent-elles pas, après un petit nombre de représentations, et quels que soient les efforts du malheureux *impresario* qui paie leurs auteurs, à rentrer dans le néant. A peine une sur cent obtient-elle les honneurs de l'impression. Les ridicules imitations des pièces de nos théâtres, mutilées par la censure et mises tant bien que mal à la portée de l'intelligence des spectatenrs italiens par des arrangeurs sans goût, et qui souvent ne comprennent pas même l'auteur qu'ils affublent d'oripeaux italiens, n'obtiennent guère plus de succès. Elles expriment des nuances de sentiment trop délicates, et pour les saisir, il faudrait un public plus raffiné. Tout en déplorant la nécessité où nous sommes de formuler

un pareil jugement, nous n'hésiterons cependant pas à ajouter qu'il est applicable à chacun des grands centres de l'Italie, aux théâtres de Turin, de Milan et de Venise, comme à ceux de Florence, de Rome et de Naples.

Quelque sévère qu'elle puisse paraître, cette opinion semble partagée par la société italienne, qui ne va plus au théâtre que pour faire ou recevoir des visites, tenir conversation et entendre un peu de musique, quand par hasard l'impresario a loué pour la saison un ou deux artistes de talent, ce qui est fort rare. La foule, qui voudrait rire, et que l'assommant dialogue de la *comédie noble* fait bâiller, remplit les petits théâtres où se jouent l'*impromptu* et la farce. Là règne une sorte de gaieté grossière, licencieuse même; mais du moins c'est de la gaieté. Là seulement on peut trouver aujourd'hui la peinture comique du caractère du peuple italien, l'expression vive du côté plaisant de son esprit. Nous ne nous occuperons ici que de ces théâtres populaires, et particulièrement des petits théâtres de Florence, de Rome et de Naples, comme les plus franchement italiens. Qu'on ne s'imagine pas, du reste, que ces petits théâtres ressemblent en aucune façon à leurs analogues de Paris, au Gymnase, au Vaudeville, au théâtre du Palais-Royal. Le théâtre de Débureau, quand il est bien *composé*, peut seul en donner une idée. A Florence, un théâtre comme celui du Palais-Royal serait presque un théâtre du premier ordre, et pour la tenue, le bon goût et les belles manières, ses acteurs en remontreraient aux premiers sujets de la *Pergola* ou du *Cocomero*.

Dans ces petits théâtres florentins, dont nous parlerons d'abord, on ne joue guère que des pièces à tiroir et des farces plus ou moins extravagantes. Les acteurs, que les trois quarts du temps on ne voudrait pas toucher avec des pincettes, improvisent sur un canevas donné. Ces malheureux en haillons sont pleins de verve, de saillies et d'imprévu. Le rire s'est réfugié sur leurs tréteaux, et l'on est étonné de retrouver là quelque chose de cette vieille comédie satirique des Italiens, dont *la Mandragore* est le chef-d'œuvre. Les acteurs et auteurs de ces petites pièces recherchent avant tout la vérité, quelque triviale qu'elle soit, et ils ne reculent devant aucun détail pour arriver à leur but. Ce sont les mœurs du peuple qu'ils peignent de préférence. Les marchands, les ouvriers, les voiturins, les femmes des marchés, figurent tour à tour dans ces compositions, dont le comique ne réside guère que dans un dialogue plein de locutions populaires et souvent mêlé de patois, et dans le jeu plus ou moins

expressif des acteurs. Les caractères et les dialectes des habitans des villes voisines de Florence, Lucques, Pérouse, Sienne, Arezzo, Pistoie, y sont souvent reproduits d'une manière très plaisante; mais ce qui donne à ces petites compositions un caractère local et tout particulier, c'est le singulier personnage de Stentarello. Stentarello est le favori du public florentin; il n'y a pas d'impromptus et de farces supportables sans Stentarello. Qu'on se figure de petits yeux perçans encadrés dans d'énormes sourcils noirs, un visage blafard sillonné aux coins de la bouche de trois rides profondes et parallèles qui lui donnent une expression diabolique et quelque peu machiavélique, ce qui va bien d'ailleurs à un bouffon florentin; un front tout plissé couronné d'une perruque blondasse, terminée par une interminable queue, et l'on aura une peinture assez exacte de cet enfant gâté des Florentins. Son langage est varié, son caractère est mobile, mais son visage ne change pas.

Stentarello n'est, du reste, pas né d'hier. Je n'ai pas vu son extrait de baptême, et je ne pourrais dire depuis quand et à quel propos il a reçu ce nom si pittoresque (1); mais Stentarello était bien vivant il y a quelques centaines d'années. Aujourd'hui, Stentarello est devenu vieux; il est presque retombé en enfance, et comme les vieilles gens que chacun abandonne, il fréquente la canaille. Au temps de la république, il vivait dans les palais; il était alors dans toute la force de l'âge et dans toute la verdeur de son esprit; il s'appelait Machiavel, Boccace, l'Arétin et Poggio. Stentarello est le petit-fils un peu vulgarisé de tous ces beaux esprits, et il a hérité surtout de leurs vices et de leurs petitesses. Je m'étonne qu'au lieu de prendre le nom de Stentarello, il n'ait pas gardé celui de Poggio. C'est le même esprit sous la même enveloppe, ou, pour mieux dire, c'est le même personnage un peu vieilli et encanaillé, comme nous l'avons dit, et de plus devenu avare, poltron, et fort réservé dans certaines matières qu'il abordait autrefois d'un ton plus décidé.

Poggio, Voltaire florentin, implacable railleur, bouffon plein de science, de politique et de génie, secrétaire à la fois de trois papes et du *Buggiale* (2), a toujours, comme ce pauvre Stentarello, qui fait chaque soir une si prodigieuse dépense de verve au théâtre de *Borgo-ogni-Santi*, un conte à faire, ou un trait de satire à lancer;

(1) *Stentare* veut dire *peiner, souffrir;* Stentarello est une espèce de souffre-douleur comique.

(2) Appartement du Vatican où les gens d'esprit du temps se rassemblaient pour écouter des contes ou en faire.

mais Poggio, plus hardi que Stentarello, ne s'attaque pas seulement aux ridicules du peuple : sa moquerie atteint à la fois le noble et le bourgeois, le tyran et l'esclave, le prêtre et le philosophe.

Qu'est-ce que le peuple? se demande Poggio, citoyen d'une république qui pendant long-temps ne trouva rien de mieux à faire pour flétrir un homme que de l'inscrire sur le livre de la noblesse, ce qui n'empêcha pas cette république de se voir un beau jour métamorphosée en monarchie par un marchand qui avait fait fortune... Le peuple, ce sont des hommes comme vous et moi, et, le titre excepté, de patricien à plébéien je ne vois de différence que beaucoup d'insolence d'un côté et beaucoup de patience de l'autre. — A ce propos, il raconte l'historiette suivante.

« Un jeune patricien avait insulté un brave officier qui sortait du peuple; celui-ci lui demanda raison de son insulte. — Y songez-vous, mon ami? lui dit le patricien avec hauteur; moi, vous rendre raison! mais vous oubliez que ma noblesse date de plus de quatre siècles, et que ma famille a été illustrée par je ne sais combien de comtes, de princes, de cardinaux et de généraux de terre et de mer. — Je le sais parfaitement, répliqua l'officier; mais ce n'est pas contre vos nobles ancêtres que je veux me battre, c'est contre vous. »

Poggio, secrétaire de trois papes, garde néanmoins son franc-parler. Martin V avait fait cardinal un imbécile qui riait toujours. — De quoi rit-il? demanda à Poggio un Florentin qui se trouvait à Rome. — Il rit de la sottise du pape qui l'a fait cardinal.

Poggio ne craint pas non plus de s'attaquer aux petits tyrans qui de son temps se partageaient les villes du centre de l'Italie; Machiavel leur donnait des conseils, Poggio les poursuit de ses sarcasmes et se fait l'historien ingénieux de leurs méfaits. L'un d'eux, raconte-t-il dans ses *facéties*, avait appris qu'un riche commerçant de sa ville venait de recevoir une grosse somme d'argent; il le fit saisir par ses gardes et conduire devant lui. — Il y a long-temps que tu es d'accord avec mes ennemis, lui dit-il, et je sais même que tu en caches quelques-uns dans ta maison. — Il est vrai, je suis coupable, et j'avoue mon crime, répondit le commerçant, homme d'esprit; mais si vos ennemis sont entrés dans ma maison, c'est dans mon cabinet et peut-être bien dans mon coffre-fort qu'ils se sont cachés; que votre trésorier vienne avec moi, et je vous promets de les lui livrer tous jusqu'au dernier. — Le tyran se prit à rire, envoya son trésorier, et pardonna à un conspirateur qui s'exécutait de si bonne grace.

— Cela n'est pas vrai! s'écrie une autre fois Poggio, chancelier de

la république, en rencontrant un intrigant, grand hableur de son métier. — Mais je n'ai rien dit. — N'importe, vous allez parler.

Veut-on voir comment du même coup il se moque des juges et des avocats?

« Un paysan des environs de Pérouse avait un procès; il prit le meilleur avocat de la ville. — Ta cause est excellente, et tu as un bon avocat; eh bien! tu n'en perdras pas moins ton procès, lui dit charitablement un de ses voisins. — Tu crois? — J'en suis certain. — Que faire alors? — Que faire?.... Écoute, je vais te le dire en confidence : prends dans ton grenier un beau sac de blé, et va l'offrir à ton juge. — Tu as, ma foi, raison. — Le paysan ne se le fait pas dire deux fois; il charge sur le dos de son âne un sac de blé et le porte chez le juge, qui accepte sans façon. La cause arrive, l'avocat plaide, fait de belles phrases, déploie l'érudition la plus vaste; il cite, à propos d'une borne déplacée, Solon, Dracon, Lycurgue et toutes les lois romaines, à partir de la loi des douze tables jusqu'aux institutes et aux pandectes. L'affaire plaidée, le juge prononce et donne gain de cause au paysan. Aussitôt son avocat accourt d'un air triomphant, attribuant nécessairement ce résultat à son éloquence. — Vous avez très bien plaidé, lui répond le paysan; mais ce n'est cependant pas votre plaidoyer qui m'a fait gagner mon procès, c'est celui de mon âne qu'hier j'ai mené braire à la porte du juge. »

L'admirable bouffon n'épargne pas plus le clergé; sa satire contre les prédicateurs est vraiment ingénieuse. Un cordelier, nous dit-il, était chargé de prononcer le panégyrique de saint Étienne, dont la fête est célébrée en hiver le lendemain de Noël. C'était dans l'une des bourgades des montagnes, aux environs de Florence; la neige couvrait la terre, et il faisait un froid piquant. — Soyez court, dit le curé de l'église au cordelier montant en chaire; sans cela nous allons tous geler. — Tranquillisez-vous, je ne serai pas long, répondit celui-ci; et faisant le signe de la croix, il commença en ces termes : « Mes frères, c'est aujourd'hui la fête de saint Étienne, patron de cette paroisse; l'an dernier, à pareille époque, je vous ai raconté son histoire, je vous ai fait connaître ses vertus et j'ai célébré son martyre; vous avez tous assez bonne mémoire pour vous souvenir de ce que je vous ai dit il y a un an, et comme depuis ce temps-là je n'ai pas appris que ce grand saint ait rien fait de nouveau, je finis en vous souhaitant à tous la vie éternelle. »

Eh bien! ce même esprit satirique, ces mêmes bouffonneries rail-

leuses, vous les retrouvez encore dans les dialogues comiques et dans les farces les plus triviales du théâtre Stentarello. Là ce n'est plus l'esprit de quelque pauvre diable d'auteur, c'est l'esprit du peuple qui se traduit chaque soir, et l'esprit du peuple n'a pas varié autant qu'on le pense. Le Florentin est toujours un bonhomme un peu moqueur, qui se fâche et s'apaise facilement, qui crie très fort et qui se laisse battre, et qui surtout est prodigieusement avare; il est toujours prêt à répondre, comme ce riche vieillard de Poggio au médecin qui lui recommandait de se nourrir de blancs de perdrix et de volaille, et de fréquenter la compagnie s'il ne voulait pas tomber dans la mélancolie et périr d'étisie : — Ce régime est absolument contraire à mon tempérament; — n'osant pas dire, à mon caractère et à ma bourse.

La plupart de ces petits drames, où Stentarello paraît chaque soir comme victime ou comme héros, à la grande satisfaction du public florentin, échappent à l'analyse; nous essaierons néanmoins de faire connaître ce singulier personnage et de raconter quelques-unes de ses prouesses. Stentarello a d'ordinaire la cinquantaine au moins; son épaisse crinière blonde et sa longue queue contiennent bon nombre de mèches grises, et pourtant ses énormes sourcils sont toujours d'un beau noir de jais. Son teint est blafard et passe du blanc jaunâtre au blanc mat dans les momens critiques, lorsqu'il se trouve en présence du danger. Stentarello est du reste fort maigre, et c'est à sa maigreur qu'il doit son extrême agilité, car Stentarello est très leste, surtout lorsqu'il s'agit de se sauver; il est galant au suprême degré, et tombe inévitablement amoureux de chaque jolie femme qu'il rencontre. Comme il est Italien, et de la vieille roche, il ne s'amuse pas à faire sa cour avec des phrases, mais il *agit*, ce qui lui attire bon nombre de soufflets et de coups de bâton. Après la luxure, le péché capital auquel Stentarello est le plus enclin, c'est la gourmandise; l'odeur seule d'un bon morceau le met hors de lui et lui fait oublier l'amour et même le danger. La paresse vient après la gourmandise, et l'avarice après la paresse; mais Stentarello est si pauvre, qu'il n'a pas de plaisir à être avare, comme il le dit quelque part. Amoureux, on le soufflette parce qu'il est trop vieux; gourmand, il est réduit à flairer le dîner des autres; poltron, il tremble au moindre bruit et fuit devant son ombre; avare, il n'a ni coffre-fort ni même la plus petite cassette à remplir et à caresser. Stentarello serait donc un être fort malheureux, s'il n'avait ce qui console de tout les gens de son espèce : une fort mauvaise langue. Pourvu qu'il puisse

médire du prochain, le pauvre diable ne sent pas sa propre souffrance, et du moment qu'il trouve un bon mot ou qu'il fait un conte, il oublie qu'il est à jeun, que sa belle le trompe ou le bat, et qu'il n'a pas un paoletto.

Mais voyons-le d'abord père de famille.

Stentarello a eu une jeunesse orageuse; il a séduit la fille d'un négociant de Florence et il l'a épousée. Cette fille avait de la fortune; cependant comme Stentarello est joueur et qu'il aime le plaisir, il a bientôt mangé sa dot; et quand il se trouvera sans le sou, il se campera à la porte d'une église, pleurant à chaudes larmes, car ce jour-là son courage et sa gaieté l'ont abandonné. Il paraît si malheureux que des passans s'intéressent à son sort et lui demandent ce qu'il a. Je n'ai *rien*, répond Stentarello, qui, tout triste qu'il est, ne peut perdre l'habitude de faire un jeu de mots. — Eh bien! si vous n'avez *rien*, pourquoi pleurez-vous? — Et les gens charitables qui tiraient leur bourse la rengaînent et lui tournent le dos. Stentarello, qui voit que l'esprit ne lui a pas réussi, prend un grand parti; il se met à voyager, espérant faire fortune en courant le monde. Il laisse sa femme sans argent et sans enfans, lui donnant sa bénédiction pour toute ressource et la recommandant à la Providence.

Plusieurs années se sont écoulées. Stentarello, qui s'est fait tour à tour médecin, avocat, condottiere et colporteur, et qui n'a fait fortune dans aucun de ces métiers, revient à Florence et rentre au logis. Il avait laissé une masure délabrée, il trouve en place une jolie maison. Stentarello s'étonne : — Suis-je bien chez moi? — Il appelle sa femme; celle-ci accourt. Elle est vêtue avec élégance, car, de son côté, elle a su mieux employer le temps que son mari, et la galanterie a été pour elle un métier fort profitable. Stentarello la trouve bien autrement belle qu'avant son départ. — Comme te voilà jolie et bien habillée, lui dit-il en lui prenant la taille. — Pourquoi t'en étonnes-tu? lui répond celle-ci en riant; tu m'avais recommandée à la Providence, et c'est à la Providence que je dois ces beaux habits. — Et cette jolie maison, qui l'a décorée? — La Providence. — Et ces beaux meubles, qui les a donnés? — La Providence. — Stentarello est dans l'enchantement; à chacune de ces réponses de sa femme, il sautille, se frotte joyeusement les mains et paraît fort satisfait. On lui sert un excellent repas, il mange comme un ogre; et quand sa femme lui répond que c'est à la Providence qu'il doit un si bon dîner, il ne peut plus se contenir et chante la Providence le verre à la main. Comme il est en gaieté, il veut embrasser sa femme, qui le repousse

doucement et qui s'échappe en riant. Lorsqu'elle est sortie, monologue de Stentarello : il se réjouit de son bonheur ; mais tout à coup il croit rêver ; il veut s'assurer qu'il ne dort pas, avale d'un seul trait une bouteille de vin de *Montepulciano*, et comme il doute encore, pendant un quart d'heure il fait d'affreuses grimaces, cherchant à voir la racine de son énorme nez, parce qu'on lui a dit, dans ses voyages, qu'on ne pouvait voir son nez en dormant. Il est tout entier à cette belle occupation, quand trois marmots, conduits par Mme Stentarello, arrivent en courant. — Embrassez votre père, leur dit la bonne femme en leur montrant son mari, et tous trois sautent au cou de Stentarello, qui se récrie, se débat, et jure par Bacchus qu'il n'a pas laissé un seul enfant à Florence..... pas même, dit-il, *un projet d'enfant*. — Imbécille que tu es, lui dit Mme Stentarello en se fâchant ; ne vois-tu pas que ce sont encore les enfans de la Providence? — Stentarello se gratte le front. — Je comprends, dit-il avec un geste expressif, je vois que la Providence n'a rien oublié. — Puis, tout à coup prenant sa femme par le bras et la conduisant à la fenêtre : — Tiens, lui dit-il, ne serait-ce pas la Providence qui passe là-bas dans un carrosse et qui semble lorgner de ce côté? — Mme Stentarello rougit, baisse les yeux d'un air discret ; mais bientôt elle jette ses bras au cou de son mari, lui parle bas à l'oreille, et finit en lui disant à demi-voix et en accompagnant ses paroles d'une œillade assassine : — De cette façon, tu n'y perdras rien. — Soit, j'y consens, dit Stentarello en prenant un air de résignation comique ; j'y consens, car à Florence un mari fait toujours bien de se confier à la Providence. — Cette maxime est applaudie à tout rompre par le public florentin.

Dès que Stentarello peut dire mes gens, ma maison, mes enfans, il devient rangé, et bientôt, comme tout bon Florentin, il tourne à l'avarice. Cependant, comme il a beaucoup de vanité, il lésine en cachette sur les petites choses. Il a des chevaux, et il les laisse mourir de faim ; il a des domestiques, et il ne les paie pas. Son système d'économie intérieure est des plus plaisans ; il ne coupe pas un œuf en quatre : il a imaginé un moyen pour en faire plusieurs repas. Au déjeuner, dit-il, on le pique à l'un des bouts avec une grosse épingle, on aspire la moitié du contenu, et l'on réserve le reste pour dîner. De cette façon, le goût est satisfait, le plaisir dure long-temps, et la bourse ne se vide pas. Bien plus, l'œuf n'est pas perdu ; on reporte la coquille au poulailler, où elle invite les poules à pondre. — Voilà qui peut s'appeler manger un œuf avec profit.

Stentarello a des retours de jeunesse, des momens de laisser-aller où il ambitionne le titre de magnifique; il se passe ces fantaisies de grandeur à bon marché. Il invite tous les étrangers de distinction qui sont dans la ville à un pique-nique dans sa maison. Chacun apporte son plat; le repas est splendide et délicat; Stentarello et ses amis de Florence se régalent aux dépens de ses convives; puis, avec les débris du repas, il remplit son garde-manger, et le lendemain il envoie ses domestiques chez chacun des invités réclamer l'étrenne obligée. De cette façon, il a régalé son monde, approvisionné sa maison, payé ses gens, et fait même un assez joli bénéfice, car on raconte que, lorsqu'il présume que la recette a été bonne, il oblige les pauvres diables de valets à rendre gorge.

Malheureusement Stentarello, en devenant avare, est devenu spéculateur. La spéculation lui paraît un moyen prompt de satisfaire sa passion pour l'argent. Il se mêle donc à sa lésinerie un fonds d'imprudence qui doit le perdre. Il veut grossir rapidement son petit trésor, se met dans la main des juifs, et prête à gros intérêts. Ceux à qui il a prêté, ne pouvant payer l'intérêt, gardent le capital. Stentarello veut les poursuivre; les huissiers l'achèvent, et vers la cinquantaine il se trouve sur le pavé avec sa femme, qui a perdu sa beauté, et ses enfans, dont il ne sait que faire. Autrefois sa femme était une ressource; maintenant c'est un embarras. Il la chasse en lui reprochant son inconduite; il envoie au diable ses enfans, qu'il appelle de petits bâtards, et va chercher fortune ailleurs.

Stentarello a de l'expérience: il se fait pédagogue. La pièce dans laquelle nous l'avons vu remplissant ces nouvelles fonctions rappelle un peu *le Précepteur dans l'embarras.*

Notre brave Florentin est le mentor d'un jeune seigneur, auquel il fait force morale; mais son élève, qui est d'un caractère fort décidé, ne l'écoute pas, et ses actions sont toujours en opposition avec la morale de son gouverneur. Stentarello veut faire acte d'autorité, parle haut, se fâche. Son élève l'envoie paître, et lui fait peur. Le jeune seigneur devient amoureux de la fille d'un cordonnier. Stentarello essaie d'abord de combattre sa passion; mais soit faiblesse, soit sympathie, il finit par lui donner les moyens de voir la jeune fille; il va même jusqu'à signer la promesse de mariage de son élève. Au milieu d'une scène pathétique qui suit la signature de cette promesse arrive le cordonnier. C'est une assez bonne caricature d'ouvrier florentin, bruyant, criard, et qui aime à boire. Stentarello, effrayé, s'est caché dans un cabinet, son élève dans un autre.

Le malheur veut que ce soit le pauvre pédagogue qui soit découvert. Il a si mauvaise mine, qu'on le prend pour un voleur. Il est bien penaud et tremble de tous ses membres quand son élève est découvert à son tour. Grande bataille entre le cordonnier et les deux inconnus. Comme il ne s'agit que de donner des coups de pied et des coups de poing, Stentarello paie bravement de sa personne; il finit même par assommer à moitié le cordonnier, et se sauve avec son élève. Stentarello est traduit en justice : il est tout-à-fait câlin devant le tribunal, et comme on parle de la potence, il soupire, pense à sa femme et à ses trois enfans. Il est tiré de ces idées mélancoliques par la vue d'une biscotte qu'on lui allonge de l'orchestre; il l'avale, puis une seconde, puis une troisième, et, se sentant réconforté, il commence un beau plaidoyer. Il courrait néanmoins grand risque d'être pendu, si le cordonnier, à qui le jeune seigneur a payé une grosse somme, ne se désistait de la poursuite.

Mais c'est en sergent napolitain que notre héros est sublime. Il s'appelle don Stentarello, chante des airs de bravoure d'une voix tonnante, traîne son sabre d'un air superbe et ne jure que par la bombe et le canon. Il aime surtout à faire le récit de ses exploits et à raconter ses prouesses à qui veut l'écouter. Une fois, d'un coup d'estoc, il a embroché trois généraux ennemis; une autre fois, d'un coup de taille vigoureusement appliqué, il a pourfendu un cavalier et son cheval, faisant du tout quatre morceaux; le coup était si bien frappé, que son sabre, après ce beau travail, s'enfonça en terre assez profondément pour qu'il lui fût impossible de l'en retirer.

Un jour, dans une grande bataille contre les pandours, il vit venir à lui une énorme bombe; loin de se troubler et de fuir, il l'attendit de pied ferme, recueillit toutes ses forces, et, la prenant au bond, la renvoya comme une balle de paume dans les rangs ennemis, où elle fit un grand carnage. Ce héros merveilleux n'est sensible qu'à trois choses, à l'amour, à la faim et à la peur. Il a fait de grands dégâts dans les couvens d'Espagne et dans les sérails de la Turquie; il a toujours une faim atroce et une soif alarmante, et malgré tous les beaux récits de ses hauts faits, il est facile de voir qu'il craint tout et n'a pas d'autre crainte.

Dans l'un de ses voyages, don Stentarello rencontre un capitaine piémontais. A Florence, un capitaine piémontais est toujours un héros. Stentarello lie conversation avec lui; tout en lui racontant longuement ses exploits, il pense qu'ils feront bien de voyager ensemble, car des brigands infestent les environs; il finit par lui de-

mander, d'un air familièrement câlin, s'il n'a pas quelque bon petit morceau de parmesan dans sa gibecière. Le Piémontais se met à rire, car lui ne connaît pas plus la faim que la peur. Tandis qu'ils sont à jaser, un pauvre vient à eux. Ce pauvre n'est rien moins que le chef d'une bande de brigands qui a élu domicile dans un vieux château près duquel Stentarello vient de rencontrer le capitaine piémontais. Le coquin, qui voit deux militaires armés jusqu'aux dents, avec lesquels il n'y a rien à gagner, et qui aime mieux les effrayer que de payer de sa personne, leur raconte que le château est habité par des esprits qui rôdent dans les environs à la tombée de la nuit. Le soleil vient de se coucher, et, en entendant ce récit, Stentarello commence à trembler de tous ses membres; le Piémontais, au contraire, se redresse de toute sa hauteur, et tout en frisant sa moustache : — Ah! ah! des esprits, dit-il en ricanant; allons un peu voir quelle tournure ils ont, ces esprits, mon brave Stentarello, car je suis certain que tu es aussi curieux que moi de voir ces habitans d'un autre monde. — Le Napolitain fait des façons; il est trop pressé pour s'arrêter et s'amuser à ces bagatelles, et puis sa femme l'attendrait, serait inquiète. Le Piémontais insiste. — Je n'aime à me mesurer qu'avec des êtres bien vivans, armés jusqu'aux dents; je craindrais de me gâter la main en essayant de pourfendre des ombres, lui répond son compagnon... Chasser des esprits, bast! c'est l'affaire de mon curé... La seule manière de combattre ces drôles-là, c'est de les asperger d'eau bénite. — Tout en continuant sur ce ton moitié badin, moitié fanfaron, Stentarello veut se remettre en chemin. Le Piémontais l'arrête : — Crois bien que je ne t'aurais pas proposé de rendre une petite visite à ces esprits, si je n'eusse supposé qu'ils étaient de chair et d'os comme toi et moi, mon brave Stentarello, lui dit-il; puis, se rapprochant et lui parlant à demi-voix : — Regarde ce pauvre! ajoute-t-il; eh bien! je le soupçonne fort d'être quelque coquin déguisé. — Stentarello a une défaillance. Le voleur, voyant qu'il ne peut les effrayer, et que le Piémontais semble l'examiner en parlant à son compagnon, s'échappe en abandonnant le panier qu'il portait, et qui contient du pain, du fromage et du vin.

Stentarello, à la vue de ces provisions, oublie tout-à-fait le danger, et, la gourmandise l'emportant, il profite d'un moment où le capitaine s'est éloigné pour examiner les alentours du château, pour avaler le pain et le fromage; il se dispose même à boire le vin quand une femme, dont les vêtemens sont dans le plus grand désordre, accourt, le saisit par le bras et l'arrête. Stentarello, épouvanté de ce contact,

fait un bond de quatre pieds de haut; à la vue d'une femme, il se rassure et veut continuer l'opération interrompue. Cette femme est muette, et elle lui explique par des signes que ce vin qu'il veut boire est empoisonné. Stentarello fait une horrible grimace; néanmoins il a si soif, que, malgré les avertissemens de la muette, il va goûter le vin, quand tout à coup on entend une grosse voix et un grand bruit de chaînes. L'ivrogne laisse tomber sa bouteille; il se lève; ses jambes flageollent et ne peuvent le porter; sa main tremble si fort, qu'il lui est impossible de trouver la garde de sa redoutable épée. Il voudrait fuir; mais de quel côté? D'ailleurs, il n'en a pas la force.

L'officier piémontais est de retour; il a découvert l'entrée du château, et il est décidé à y pénétrer; il donne l'un de ses pistolets à Stentarello, et lui dit de le suivre, mais l'invincible napolitain a perdu toute espèce de faculté locomotive; ses jambes, qui ont subi un singulier ramollissement, lui refusent leur service, et, quand il peut bouger, ses mouvemens sont fort irréguliers; le pistolet à la main, il recule à la façon des écrevisses; fort heureusement, le capitaine piémontais est trop occupé de son côté pour s'apercevoir de ce moment de faiblesse du héros, car les brigands sortis du château viennent de l'assaillir. Il fait feu sur le chef; au bruit de la détonation arrivent les carabiniers, qui combattent et mettent en fuite les brigands. Tant que l'on entend le cliquetis des sabres et le bruit des coups de fusil, Stentarello, qui dès le commencement de l'affaire s'est laissé prudemment tomber derrière une racine d'arbre, fait le mort; aussitôt que les brigands ont pris la fuite, il se relève, et, saisissant un de ces coquins qui est venu tomber à demi mort à son côté, il le traîne après lui, le frappant du fourreau de son sabre, car dans la bataille la lame, plus dentelée que celle de Falstaff, s'est brisée. Don Stentarello est rayonnant de gloire, il serre la main du Piémontais en lui disant : — Mon ami, vous êtes un brave, je suis content de vous! — Dans cet instant il se sentirait la force de conquérir le monde.

On voit qu'à Florence on ne se fait pas faute de charger le caractère napolitain; les Napolitains auraient beau jeu s'ils voulaient renvoyer la balle aux Florentins. Stentarello, vainqueur, ne songe plus qu'à achever son déjeûner : il a retrouvé du même coup la langue, les jambes et l'appétit.

Les derniers Amours de Stentarello, tel est, si je ne me trompe, le titre du plus compliqué de ces petits drames, improvisés en grande partie sur un canevas plus ou moins détaillé. Le Florentin est dégoûté des affaires, il a rompu avec l'état militaire, dont les émotions le fati-

guent; il est attaché à la maison d'un prince du voisinage qu'il s'est chargé de divertir, et il s'acquitte le mieux qu'il peut de son rôle de bouffon. Tout en contrefaisant le fou, il a néanmoins conservé sa raison, et ne perd jamais de vue son intérêt. L'exemple de Triboulet, qui vend un beau cheval que le roi lui a donné, pour acheter du foin pour le nourrir, n'est pas perdu pour lui; il s'aperçoit toujours à temps qu'il n'a plus de cheval, et revend fort bien le foin.

Quand Stentarello a été par trop méchante langue, on lui dit quelque grosse injure; au lieu de s'en fâcher, il fait le sourd, et si on lui demande pourquoi il ne réplique rien, il répond comme Arlotto : Cet homme est maître de sa bouche, et moi je suis maître de mes oreilles; je ne veux pas l'entendre.

Un jour que Stentarello se promène avec le prince son maître dans la campagne, ils rencontrent un jeune seigneur florentin, monté sur un beau cheval, suivi d'une nombreuse meute et un faucon sur le poing. Le bouffon le salue très humblement, et prenant un air fort sérieux : — Peut-on demander à son excellence où elle va avec tout ce bel équipage? lui dit-il.

— Où je vais! à la chasse, parbleu! répond le jeune homme.

— Et qu'allez-vous faire à la chasse?

— Prendre du gibier, imbécille.

— Comptez-vous en prendre beaucoup?

— J'en doute; le gibier est rare, la plaine est épuisée; tout ce que je demande, c'est que mes chiens puissent forcer un lièvre, et mes éperviers attraper une caille ou une grive.

— Voilà tout?... mais ce gibier-là ne vaut pas un écu!

— D'accord.

— Et ce beau cheval, combien vous coûte-t-il à nourrir par jour?

— Un écu.

— Et chacun de vos valets?

— Un écu.

— Et vos chiens, vos oiseaux?

— Il leur faut une nourriture délicate, et chacun d'eux me coûte également un écu.

— A ce compte voici trente écus que vous déboursez pour en attraper un.

Et Stentarello se tournant vers son maître : — Si Stentarello vient à mourir, lui dit-il, je vous recommande ce jeune homme; il mérite sa survivance.

Quoique déjà passablement vieux, Stentarello a toujours le cœur tendre, et devient subitement amoureux de toutes les filles qu'il rencontre. Il fait plus : son seigneur a une jolie femme, et Stentarello, qui se croit irrésistible depuis que la cour rit de ses quolibets, se persuade qu'il est aimé et lui fait une cour assidue. Il se peint le visage et noircit ses épais sourcils. Il reconnaît pour la première fois qu'il a énormément de cheveux blancs, et fait venir un barbier pour l'épiler. Le barbier travaille de si bon cœur et avec tant de conscience, ne voulant pas oublier un cheveu blanc, qu'il finit par laisser Stentarello sans un seul cheveu sur la tête. Le patient s'aperçoit un peu tard qu'il est absolument chauve; le barbier lui apporte alors une belle perruque bien frisée, et aussitôt que notre amoureux l'a placée sur son chef, il se sent rajeuni d'un demi-siècle. Stentarello, qui veut être irréprochable, emprunte le nécessaire de toilette d'un jeune Anglais de sa connaissance. Ce nécessaire contient une foule de petits objets dont il ne peut deviner l'usage, et quatorze brosses différentes pour se nettoyer les ongles. Cette critique de la minutieuse propreté des Anglais est tout-à-fait italienne et fort drôle. Stentarello s'émerveille à la vue de chacune des pièces du nécessaire, et, après les avoir longuement examinées, il cherche à s'en servir. Son embarras et ses commentaires sont à mourir de rire; enfin, après avoir retourné dans tous les sens cette machine si compliquée, il finit par s'éplucher le nez avec un *coupe-cors*, et par se brosser les dents avec une savonnette pleine de savon, ce qui lui fait faire une horrible grimace.

Quand cette toilette préliminaire est achevée, il revêt un bel habit de cour tout couvert de paillettes que le tailleur lui apporte, et il se compose à grand renfort de filasse une jambe tout-à-fait attrayante. Il faut voir les airs vainqueurs qu'il affecte, lorsque sa toilette est achevée, et avec quelle intime satisfaction, quel contentement de lui-même, il se regarde dans son miroir. La tête lui tourne, il se croit sûr de son fait, et il saisit la première occasion favorable pour adresser une belle déclaration à la princesse, qui l'écoute en souriant. Notre amoureux prend ce sourire pour un encouragement, il est au comble du bonheur et devient entreprenant; il a saisi la main de la princesse et se précipite à ses pieds, quand tout à coup le prince arrive. La frayeur de Stentarello pris en flagrant délit de déclaration est si grande, qu'il ne peut se relever : — Que fait Stentarello dans cette belle position? dit le prince en arrivant.

— Je cherchais un bijou que la princesse a perdu.

— C'est vrai; don Stentarello vient de me remettre le bracelet qui était tombé.

Et en disant cela, la princesse fait à son mari un geste d'intelligence. Stentarello est au comble du bonheur; il se relève d'un seul temps, et il faut voir de quel tendre et ardent coup d'œil il paie l'adorable supercherie de la princesse. Celle-ci sort avec son mari, et Stentarello, resté seul, célèbre dans une joyeuse et vive cavatine ses prouesses galantes et l'adresse avec laquelle il séduit une femme et trompe un mari. A la fin, il s'accuse d'avoir toujours été un grand scélérat. Mais aussi pourquoi la nature l'a-t-elle doté de tant d'aimables qualités et de charmes irrésistibles? En disant cela, il se caresse le menton, cligne amoureusement de l'œil, et sautille allégrement. Dans sa pétulance, il se croit tout permis, tout lui paraît possible, et l'on devine que tout à l'heure il oubliera sa prudence accoutumée.

Dans l'acte suivant, Stentarello s'est caché dans la chambre à coucher de la princesse; il est blotti derrière un rideau, et attend avec impatience qu'elle paraisse, quand le chat favori de la dame de ses pensées lui saute tout à coup au visage. Bataille entre Stentarello et le chat, qui imprime sur chaque joue du pauvre amoureux de profondes égratignures. Stentarello finit cependant par triompher et par jeter son ennemi par la fenêtre; mais il est entièrement défiguré. Il se console de sa mésaventure en pensant qu'il va faire nuit, et qu'à défaut des charmes du visage, il a mille autres moyens de plaire. Sur ces entrefaites, la princesse arrive : elle sait que Stentarello est caché dans sa chambre à coucher; elle a prévenu son mari, et tous deux sont décidés à se divertir aux dépens du pauvre diable d'amoureux.

La princesse achève rapidement sa toilette de nuit et renvoie ses femmes. Restée seule, elle pousse de bruyans soupirs et murmure le nom de Stentarello. Stentarello ne se possède plus. — Divine adorée, tu penses à ton amant! — se dit-il d'un air fat; et, rejetant de côté le rideau qui le cache, il se précipite aux pieds de sa belle, qui feint une vive terreur et se défend mollement, abandonnant sa main, que le passionné Florentin couvre de baisers. Celui-ci cependant s'attendait à une résistance plus provoquante; il commence à être inquiet de sa victoire trop facile, il craint de pousser plus avant ses avantages, dont il ne saurait sans doute comment profiter. Il exprime son

embarras par deux ou trois *à parte* à l'usage du parterre de Florence, mais que nous ne traduirons pas ici.

Un évènement imprévu vient subitement le tirer de cette situation délicate. On entend un grand bruit à la porte de la chambre de la princesse. — Ciel! c'est mon mari, j'ai reconnu sa voix s'écrie celle-ci. — Le prince! — Oui, mon cher Stentarello, le prince lui-même! grand Dieu! que va-t-il faire s'il te trouve ici, à cette heure; point de doute, il va nous tuer! — Il va me tuer! — Oh! oui, cache-toi! — Où me cacher? — Dans ce coffre. — Et Stentarello se précipite dans un coffre placé dans l'un des coins de la chambre, et où la princesse le pousse et le fait entrer de force.

Le côté de ce coffre qui regarde le théâtre est enlevé de façon à ce qu'on ne perde rien du jeu de l'acteur qui y est caché.

Le prince fait grand bruit en arrivant; il sait que sa femme le trompe et que son amant était en tête-à-tête avec elle; s'il découvre le coupable, il a inventé un supplice dont César Borgia eût été jaloux. En disant ces mots, il jette son épée sur le coffre, Stentarello bondit.

— J'ai entendu du bruit de ce côté, s'écrie le prince.

— Ce sont les rats, répond la princesse.

Stentarello joint les mains et lève les yeux au ciel avec une angélique expression de reconnaissance.

— Oh! oui, j'ai trouvé un nouveau genre de supplice, un supplice qui vient des Turcs; on suspend le coupable à une poulie au-dessus d'un pieu de fer, et puis on lâche la poulie... C'est le pal!

Stentarello tremble si fort, qu'il fait crier les planches du coffre.

— Mais tous les rats du logis se sont donc donné rendez-vous dans ce maudit coffre! Voilà, sur ma parole, une belle occasion de les détruire d'un seul coup; l'Arno coule sous cette fenêtre, il faut jeter ce vieux coffre dans l'Arno.

Le prince s'approche du coffre et essaie de le soulever. Stentarello voudrait sortir et pousse le couvercle, qui en retombant lui écrase les doigts; il pousse un cri aigu.

—Voilà des rats qui ont la voix de chrétiens. En disant ces mots, le prince soulève le couvercle du coffre et découvre Stentarello, qui se blottit et se cache la tête à la façon de l'autruche, espérant par ce moyen ne pas être vu; la princesse, de son côté, feint de s'évanouir.

— Quel rat! mais, par Bacchus, c'est Stentarello en personne. Ah! ah! don Stentarello caché dans la chambre de ma femme; holà, compagnons!—Quatre hommes arrivent et s'emparent de Stentarello,

qui, en se débattant, laisse sa perruque blonde entre les mains d'un des gardes; sa tête chauve, ses gros sourcils noirs et sa face balafrée lui donnent l'air le plus comique du monde.

Le prisonnier implore le pardon du prince d'une voix suppliante; il a voulu seulement ménager une surprise à la princesse dans le but de la divertir; il n'est pas coupable.

— Et alors pourquoi t'es tu caché?

— Je croyais sortir de la chambre, j'ai pris ce coffre pour la porte.

— Non pas, don Stentarello, vous êtes un vieux débauché, et vous allez être puni par où vous avez péché.

Le prince accompagne ces paroles d'un geste terrible, et tire un énorme couteau de chasse dont la lame, dit-il, coupe comme un rasoir. (Applaudissemens frénétiques du parterre.) Stentarello, à la vue du couteau, essaie, mais vainement, d'échapper aux quatre vigoureux compères qui le retiennent chacun par un membre. Il proteste vivement de son innocence, et jure par la madone, par le corps du Christ et tous les saints du paradis, qu'il n'a pas péché, que même il ne pouvait pécher, ajoute-t-il d'un air contrit en baissant piteusement la tête. Mais le prince paraît inflexible, et comme Stentarello voit toujours briller le formidable couteau, il se lamente, pleure comme un enfant, et fait vœu, s'il échappe à ce danger, de suspendre à l'autel de la santissima madonna un bel *ex voto*.

— Et que représentera ce bel *ex voto?* lui demande le prince.

— Le pauvre Stentarello sauvé du couteau.

—Et tu appelles cela un bel *ex voto!* la madonne n'en voudrait pas, tu lui ferais peur.

Le prince brandit le couteau et s'approche; Stentarello pousse un si terrible cri, qu'il tire la princesse de son évanouissement. Le malheureux la prend à témoin de son innocence.

— Ne le croyez pas, c'est un grand coupable, répond la princesse.

— Tu vois, dit le prince s'adressant au patient.

— Coupable! généreuse princesse... de quoi suis-je donc coupable? Vous savez que je n'ai commis aucune méchante action.

— Sans doute, mais si tu n'as pas péché par action, tu as péché par pensées, par paroles et surtout par omission. (Nouvelle explosion d'applaudissemens au parterre.)

Stentarello, à qui la peur a ôté tout amour-propre, convient humblement de sa faiblesse, et maintenant qu'on doit être bien convaincu de son innocence, il implore la magnanimité du prince.

— Et si je te pardonnais et te rendais la liberté, que ferais-tu désormais?

— J'ai un physique agréable, dit Stentarello en redressant sa tête chauve et balafrée, et une fort jolie voix flûtée; l'impresario du théâtre de *Borgo-ogni-Santi* m'engagerait, j'en suis sûr, comme *soprano*.

— Eh bien! soit, je te fais grace, mais donne-nous un échantillon de ton talent.

Stentarello supplie le prince et la princesse de l'excuser, si dans ce moment il n'a pas tous ses moyens; il tousse, se caresse agréablement le menton, et chante de joyeux couplets dans lesquels il célèbre la clémence de son seigneur : — Cette fois, dit-il, il a eu bien raison de pardonner au pauvre Stentarello, parce qu'il n'était pas coupable; mais, dans son jeune temps, il a été grand pécheur, et alors il aurait bien mérité le sort qui le menaçait tout à l'heure.

Il serait facile de prolonger indéfiniment cette analyse de scènes plus ou moins comiques où figure Stentarello, et de montrer notre héros à demi grillé par un incendie, emporté par le vent, enterré vivant par un éboulement, ou repêché du fond d'un étang où il a fait le plongeon; car si Stentarello craint tout, tout lui est contraire, et il est en quelque sorte en lutte perpétuelle avec les quatre élémens. Du reste, tout ce qui, pour un autre, serait une catastrophe n'est pour lui qu'un accident dont il se tire toujours bien, et dont il est le premier à rire quand le danger est passé. Les spectateurs de *Borgo-ogni-Santi* savent qu'il ne court aucun risque, et qu'il doit sortir sain et sauf de chaque aventure; autrement ils ne prendraient pas ses misères si gaiement. Il n'est pas jusqu'aux spectres qui ne s'acharnent après l'étique personnage, qu'ils prennent sans doute pour un des leurs. D'immenses et grotesques tableaux, suspendus dans les différens carrefours de Florence, et qui servent d'affiches aux petits théâtres où se jouent les farces *con Stentarello*, nous le montrent dans toutes ces situations si critiques. Comme nous ne pouvions passer toutes nos soirées dans l'agréable compagnie qui fréquente ces théâtres un peu primitifs, nous avons surtout pu juger, par ces affiches engageantes, que si le théâtre Stentarello ne suivait pas scrupuleusement la règle des trois unités, il se conformait du moins à celle qui régit les spectacles analogues, la règle de *toujours de plus fort en plus fort*.

Un académicien de la *Crusca* à qui j'en faisais la remarque se

permit de me répondre qu'il n'y avait là rien qui dût m'étonner; que je venais du pays *du progrès*, d'un pays où la règle du théâtre Stentarello présidait non pas seulement au drame, à la grande et à la petite littérature, mais à tout.

Il y avait peut-être du vrai dans la remarque du membre de la Crusca, et je me contentai d'en sourire. Un de mes amis, plus patriote sans doute, qui se trouvait là, ne prit pas la chose avec le même sang-froid; mais, relevant lestement le gant, il répondit au *cruscante* qu'il reconnaissait bien là les préjugés de ces gens rétrogrades qui, eux, semblaient avoir adopté une devise toute contraire à celle du progrès, et qui, depuis Dante et Pétrarque, s'étaient toujours montrés de moins forts en moins forts. L'innocent académicien comprit sans doute cet argument *ad hominem*, car il ne répliqua pas, et, nous tirant un beau salut, il fit comme Stentarello dans les momens de danger, il tourna prudemment les talons.

Ces messieurs de la *Crusca*, et en général les puristes de Florence, sont ennemis déclarés du pauvre Stentarello. Ils n'en parlent qu'avec dédain et colère, et c'est moins son inconduite que l'incorrection de son langage et son faible pour les patois qui motivent leur haine. Stentarello en effet est plutôt Toscan que Florentin. Vous le rencontrerez à Pérouse, à Arezzo, à Pistoie, à Sienne; il s'est même naturalisé chez les Luquois, les Pisans et les Bolonais, ses voisins, et il parle à merveille la langue accentuée du peuple de ces villes, dont on le croirait citoyen. Mais si le langage varie, les actions sont les mêmes. A Bologne, Stentarello a pris quelque peu les allures de ses compagnons de Venise, de Milan et de Turin : Arlequin, Meneghino et Gerolamo, avec lesquels il a d'ailleurs quelques liens de parenté. Ce ne sont en effet que des variétés d'un même type, que les diverses faces d'un même caractère, modifié par l'entourage et le climat; ce ne sont pas des types différens. L'étude de ces nuances serait fastidieuse et sans grand résultat. Nous ne nous y arrêterons donc pas; passant à des variétés bien tranchées de la nombreuse famille des bouffons italiens, nous ferons connaissance une autre fois avec Cassandrino, l'aimable et coquet vieillard romain, et avec l'héroïque Pulcinella, ce joyeux et turbulent héritier des capitans napolitains.

FRÉDÉRIC MERCEY.

LES

MISSISSIPIENS.

PROVERBE.

PROLOGUE.

1703.

PERSONNAGES.

LA MARQUISE DE PUYMONFORT.
JULIE, sa fille.
LE DUC, ami de la maison.
SAMUEL BOURSET, fait comte de Puymonfort par son mariage avec Julie.
LÉONCE, chevalier de Puymonfort, cousin de Julie.
DESCHAMPS, vieux valet de chambre de la marquise.

Chez la marquise de Puymonfort. — Un petit hôtel au marais.

SCÈNE PREMIÈRE.

LE DUC, DESCHAMPS.

LE DUC entre en belle toilette du matin.

Eh bien! Deschamps, on est déjà parti pour l'église?

DESCHAMPS.

Ah! monsieur le duc! votre présence eût été bien nécessaire. Au moment

de monter en voiture, mademoiselle s'est trouvée mal. Il a fallu la rapporter dans son appartement, où madame la marquise a eu toutes les peines du monde à la faire revenir. Madame la marquise s'inquiétait beaucoup de ne pas voir arriver monsieur le duc; elle me disait : Deschamps, aussitôt que monsieur le duc sera au salon, faites-le monter ici. Et puis elle ajoutait, comme se parlant à elle-même : Ah! mon Dieu! il n'y a que lui qui ait un peu de tête ici! Enfin, mademoiselle a repris courage, et elle s'est laissée emmener; mais madame la marquise m'a ordonné, en partant, de prier monsieur le duc d'aller la rejoindre à l'église...

LE DUC, s'asseyant.

C'est çà!... je vais aller m'enrhumer dans vos diables d'églises! (Se parlant à lui-même en se frottant les jambes.) La chère marquise croit que j'ai toujours vingt ans... C'est bien assez qu'il faille avaler la messe du roi quand on va faire sa cour... Oh! pardi, j'ai de la dévotion par-dessus les yeux!

DESCHAMPS.

Monsieur le duc aura la bonté de dire à madame la marquise que j'ai obéi à ses ordres, car elle me gronderait beaucoup si j'y manquais.

LE DUC.

Te gronder, toi, Deschamps? est-ce qu'on se fâche avec un vieux serviteur comme toi?

DESCHAMPS.

Eh! eh! quelquefois, monsieur le duc, depuis la mort de monsieur le marquis!

LE DUC.

Eh! eh! monsieur Deschamps, vous persiflez, je crois!... Il y a long-temps que je ne t'ai rien donné... Tiens, vieux coquin!

SCÈNE II.

LE DUC, seul.

Ces canailles-là se mêlent d'avoir de l'esprit! Ah çà, pourvu que la petite n'ait pas fait quelque nouvelle sottise avec sa belle passion... Baste! elle se consolera comme se consolent toutes les femmes à présent, avec des parures, de beaux équipages et un grand train de vie... Autrefois les femmes valaient mieux; c'est un fait, elles nous aimaient quelquefois pour nous-mêmes; pas souvent, mais enfin çà se voyait, tandis qu'aujourd'hui il n'y a pas un regard qu'il ne faille payer au poids de l'or... La Maintenon, et avec elle la dévotion, a introduit cet usage... Aussi il fait cher vivre à présent... Mais qu'y faire?... Il faut bien marcher avec son siècle.

SCÈNE III.

LE CHEVALIER, LE DUC.

(Le chevalier, pâle et dans un grand désordre, quoique mis avec une certaine recherche, entre avec agitation, et, sans faire attention au duc qui est enfoncé dans un fauteuil, jette brusquement son chapeau sur la table.)

LE DUC, tressaillant.

Eh! doucement donc, mon cher! vous avez des façons... (Se retournant vers le chevalier.) Ah! comment diable! c'est toi, mon pauvre chevalier? Je ne m'y attendais guère.

LE CHEVALIER.

Et cela vous paraît bien ridicule, monsieur le duc?

LE DUC.

Passablement, à ne te rien cacher. Que diable viens-tu faire ici, mon cher?

LE CHEVALIER.

Je voulais la voir encore une fois, lui dire adieu, ou du moins rencontrer son regard avant que cet horrible sacrifice fût accompli.

LE DUC, tranquillement.

En ce cas tu viens trop tard, car déjà le sacrement est entre vous. Tiens, écoute ces cloches; c'est le *sanctus* qui sonne à la paroisse. La messe touche à sa fin, le mariage est consacré. (En chantant.) : *Allez-vous-en, gens de la noce.*

LE CHEVALIER.

Avec quelle horrible tranquillité vous m'enfoncez ce poignard dans le cœur!... Ah! je vous ai cru mon ami, celui de Julie du moins, et vous voyez notre désespoir avec une indifférence!...

LE DUC.

Votre désespoir! dis le tien, pauvre fou, puisque tu es assez naïf pour prendre la chose au sérieux; mais quant à celui de Julie, elle épouse Samuel Bourset. C'est ce que j'y vois de plus clair.

LE CHEVALIER.

Et qui donc a fait ce mariage infame? car enfin, je le sais, et désormais votre feinte pitié ne me trompera plus; c'est vous qui l'avez conseillé, et vous l'avez mené à bout avec une persévérance, avec une perfidie...

LE DUC, haussant les épaules.

Chevalier, tu perds la mémoire. Tu es fort troublé, c'est ton excuse. Mais essaie un peu de rappeler tes esprits. Lorsqu'il y a huit jours tu vins me trouver et me dire : La succession de mon père est liquidée; il s'y trouve plus de dettes que d'argent; je suis un homme ruiné...

LE CHEVALIER.

Ah! je vous ouvris mon cœur avec un abandon!

LE DUC.

As-tu donc sujet de t'en repentir? Quels conseils me demandas-tu? Des conseils pour être heureux ou des conseils pour être sage?

LE CHEVALIER.

Je vous demandai de me tracer mon devoir; vous l'avez fait, j'en conviens; mais...

LE DUC.

Mais j'aurais dû y joindre un miracle, n'est-ce pas, et trouver le moyen de te conserver honnête homme en te faisant faire une mauvaise action? Je ne suis pas si habile.

LE CHEVALIER.

Je sais que, perdu sans ressource, je ne pouvais plus aspirer à la main d'une fille bien née, sans fortune elle-même.

LE DUC.

Quand la faim et la soif se marient, comme on dit, ils ont pour enfans la misère et la honte.

LE CHEVALIER, vivement.

Non, monsieur le duc, la misère n'est pas la sœur de la honte.

LE DUC.

Eh bien! mettons qu'elle est sa cousine germaine. Je ne dis pas cela pour te blesser, chevalier. Tu es jeune, tu as du courage, de l'esprit, du génie... Tu feras ce que tu as projeté. Tu iras dans l'Inde ou dans le Nouveau-Monde refaire ta fortune ou mourir. C'est le devoir d'un homme de ta naissance. Mais tu m'avoueras qu'en épousant ta cousine, tu ne prenais pas le chemin de réparer tes désastres. Jeunes tous deux et amoureux en diable, vous eussiez eu une nombreuse famille...

LE CHEVALIER.

Ah! quelles images d'un bonheur pur vous me mettez cruellement sous les yeux! Et maintenant il faut qu'elle passe du sanctuaire où je la plaçais dans mes rêves, aux bras d'un ignoble traitant, d'un juif, d'un Samuel Bourset! Oh! non, ce n'est pas la misère qui est la sœur de la honte, monsieur le duc! c'est la richesse acquise au prix de l'amour et de la pudeur.

LE DUC.

Parlons-nous philosophie? j'en suis et je te donne raison. Mais si nous vivons dans un monde positif, et je crois que nous ne pouvons en sortir décemment, quoi que nous fassions, il nous faut bien suivre l'opinion, accepter ce qu'elle encourage et nous garder de ce qu'elle proscrit. Tu te croyais passablement fortuné et tu allais épouser ta cousine. Un beau matin tu te trouves sur le pavé, il faut que tu t'en ailles, et de plus il faut que ta cousine se marie. Je sais bien que dans le premier moment tu t'es flatté qu'elle attendrait ton retour des Grandes-Indes. Il a fallu te le laisser croire pour te donner du courage.

LE CHEVALIER.

Eh! ne pouviez-vous me le laisser croire du moins jusqu'à mon départ!.....

Quelques jours encore, et je serais parti plein d'avenir, plein d'illusions, tandis que maintenant je n'ai plus qu'à me brûler la cervelle.

LE DUC.

Fi donc! c'est du plus mauvais goût. Mon perruquier en a fait autant la semaine dernière pour la femme de mon valet de chambre. Tu n'en feras rien, mon cher; un gentilhomme ne doit pas finir comme un pleutre. Et, quant au reproche que tu me fais de ne t'avoir pas embarqué avec tes illusions en pacotille, j'ai à te répondre que si on t'avait laissé l'ombre d'une espérance, tu ne serais jamais parti. Tel est l'homme, surtout quand il est amoureux et qu'il a dix-huit ans.

LE CHEVALIER.

Ah! que vous étiez tous pressés de me voir partir!... Eh bien! si je devais subir ce dernier supplice, fallait-il donc mêler le ridicule à l'odieux, et sous mes yeux la livrer à un homme de cette espèce?

LE DUC.

Mon cher ami, cet homme a des millions, et la semaine dernière sa majesté a promené elle-même dans ses jardins de Marly, de l'air le plus gracieux qu'on lui ait vu depuis vingt ans, et en disant les plus aimables choses qu'elle ait dites de sa vie, maître Samuel Bernard le financier, l'oncle du Samuel Bourset que nous épousons aujourd'hui. Maître Bernard paie les dettes du roi, cela vaut bien deux heures d'affabilité, car ce ne sont pas de petites dettes! mais aussi ce n'est pas un petit monsieur que celui que Louis XIV caresse de la sorte!

LE CHEVALIER.

Et vous aussi, vous contemplez tranquillement de pareilles choses?

LE DUC.

Moi? je sais qu'en penser, aussi bien que toi. Mais à nous deux nous ne changerons pas le monde. La cour et la ville se modèlent l'une sur l'autre; le roi est ruiné et nous le sommes. Il est magnifique et veut que nous le soyons; il s'endette et nous nous endettons, il flatte la finance et nous tirons le chapeau après lui. Ainsi, ta cousine fait aujourd'hui un excellent mariage, et, à l'heure qu'il est, plus de deux mille nobles familles qui ne savent plus à quel clou se pendre, bien loin de mépriser le sang d'Israël, eussent bien voulu attirer vers elles ce filon d'or.

LE CHEVALIER.

Julie est assez belle, assez charmante, d'une famille assez illustre pour qu'un homme riche et bien né eût recherché sa main.

LE DUC.

Non pas dans le temps où nous sommes. Et d'ailleurs, chevalier, puisque tu me forces à te le dire, Julie était compromise plus que tu ne penses par la violence de ton amour. L'attrait d'un grand nom a pu seul déterminer un traitant à passer par-dessus certaines craintes... qui sont un préjugé sans doute, mais un préjugé moins facile à vaincre chez nous autres que chez les gens du commun.

LE CHEVALIER.

Ah! elle est pure comme la vertu elle-même!... J'en atteste....

LE DUC.

Je ne te demande pas cela; ça ne regarde personne; la voilà mariée....

LE CHEVALIER.

Si cet homme a de pareilles craintes, il n'en est que plus vil de les braver.

LE DUC.

Cet homme quitte aujourd'hui son fâcheux nom de Samuel Bourset pour celui de Bourset de Puymontfort. Sa femme le rebaptise par contrat de mariage; qui sait? le roi l'anoblira peut-être. C'est comme cela que les grandes familles se conservent; c'est l'usage maintenant, il n'y a rien à dire. Les hommes de finance y tiennent beaucoup. S'ils ne changeaient de nom, ils n'arriveraient pas aux emplois, et il faut bien qu'ils y arrivent. Dans vingt ans d'ici ils y seront tous. Heureusement je n'y serai plus.... Et toi qui vas en Amérique, je t'en félicite; je voudrais être assez jeune pour t'accompagner.

LE CHEVALIER.

Eh bien! votre froide sévérité sur les choses et sur les hommes de ce temps me gagne et me fortifie.... Oui, je partirai, mais sans l'avoir vue.... Je veux qu'elle sache que je la méprise trop pour lui dire adieu.

LE DUC, l'observant.

Est-ce que, par hasard, elle comptait te revoir?

LE CHEVALIER.

Croyez-vous que je serais venu ici de moi-même? Non; je n'aurais jamais remis les pieds dans cette maison; mais elle l'a voulu.... Tenez, voici le billet que j'ai reçu ce matin....

LE DUC, à part, le parcourant.

Ah! c'est donc pour cela qu'elle a fait promettre à sa mère de ne pas la conduire directement de l'église à la maison du banquier, mais de la ramener ici pour quelques instans!... (Lisant.) *J'ai arraché à maman la promesse que nous nous verrions un instant en sa présence.* (Haut.) Mais non pas en la présence du mari, je pense?... (Avec une mordante ironie.) Bonne mère! je la reconnais bien là! (Regardant le chevalier, qui est fort ému.) Et tu comptes accepter ce rendez-vous?

LE CHEVALIER.

Non pas! Vous me rappelez à moi-même... je pars à l'instant!... (Il fait quelques pas, regarde autour de lui et fond en larmes.) Ah! ce pauvre vieux petit salon où j'ai passé la moitié de ma vie, innocent et pur, auprès d'elle!... heureux comme jamais ne l'a été le roi de France au milieu des pompes de Versailles!.. je ne le verrai plus... Je vais vivre sur une terre étrangère, où pas une main amie ne serrera la mienne, où pas un cœur ne comprendra ma souffrance?

LE DUC.

Pauvre chevalier!... il me fait vraiment pitié... Voyons, modère-toi un peu, que diable! Veux-tu m'écouter un instant et suivre mes conseils?

LE CHEVALIER.

Parlez! Je suis privé de force et dépourvu de raison à l'heure qu'il est.

LE DUC.

A ta place, voici ce que je ferais : je ne partirais pas, du moins je ne partirais que l'année prochaine.

LE CHEVALIER.

Et à quoi bon prolonger d'une année ce supplice, trop long déjà d'une heure?

LE DUC.

Qu'il est simple! Mais où donc as-tu été élevé, mon pauvre garçon? Comment, tu ne me comprends pas? Voilà le mariage conclu à ne plus s'en dédire; ta présence ne peut plus l'embrouiller... Maintenant, tu aimes, tu es aimé... Tu me regardes avec de grands yeux! Que diable! je ne peux pas parler plus clairement, ce me semble?

LE CHEVALIER.

Que me dites-vous? Troubler son repos? ternir sa réputation?...

LE DUC.

C'est ce que tu fais depuis huit jours avec tes emportemens. Calme-toi, sois modeste dans ton bonheur, tout ira bien, car c'est ainsi que va le monde.

LE CHEVALIER.

Puis-je vivre ainsi, sans fortune et sans état?

LE DUC.

A quoi bon faire fortune, si tu n'épouses pas? Pourvu que tu aies une position dans le monde, d'ici à un an je te ferai avoir une compagnie de quelque chose.

LE CHEVALIER.

Croyez-vous donc que dans un an je pourrai quitter Julie plus aisément qu'aujourd'hui?

LE DUC.

Oh! bien certainement je le crois. Il est même possible que dans ce temps-là vous soyez aussi charmés de vous quitter que vous en êtes désolés aujourd'hui.

LE CHEVALIER.

Mais Julie oubliera-t-elle ainsi ses devoirs, car enfin son mari... sa mère...

LE DUC.

Sa mère est la meilleure femme du monde. Je la connais, moi. Je la connais même beaucoup, entre nous soit dit, et je te réponds qu'au lendemain du mariage ses idées sur la morale ne seront plus celles de la veille.

LE CHEVALIER.

Oh! comme vous parlez de ma tante! Moi, qui l'ai vénérée jusqu'ici comme une mère!... Je crois rêver.

LE DUC.

Relis donc le billet; tu verras que la marquise ne veut pas que sa fille meure de chagrin. Quant au mari, dans cette classe-là ils sont tous aveugles de nais-

sance. Et puis, quand il se douterait de quelque chose, est-ce qu'un homme comme ça oserait faire du bruit? Je voudrais bien voir!

LE CHEVALIER.

Mon Dieu!.. préservez ma raison!.. Mais, monsieur le duc, vous l'oubliez donc? ce misérable est son maître désormais... Partagerai-je ce trésor précieux et sans tache avec le vil traitant qui l'a acheté?..

LE DUC.

Bah! tu songes à tout! Ventregois! j'étais plus amoureux que cela à ton âge.

LE CHEVALIER.

C'est parce que j'aime que cette idée m'est insupportable, odieuse!.. Oh! jamais... jamais!..

LE DUC.

Eh bien! mon Dieu, si ce n'est que cela, ne sais-tu pas que les femmes ont mille ruses pour retarder, pour ajourner indéfiniment le bonheur d'un mari? Allons, Julie est une femme d'esprit... Tu lui en donneras plus encore.

LE CHEVALIER.

Ah! ne vous faites pas un jeu de mon délire! Je ne suis qu'un pauvre enfant sans expérience, mais éperdument amoureux... Ne m'ôtez pas le courage, car vous ne pouvez plus me donner le bonheur.

LE DUC.

Voici la voiture de la mariée dans la cour... Mais il me semble que le mari est avec elle! Va-t-en.

LE CHEVALIER, égaré.

Fuir devant lui?.. N'ai-je pas le droit, comme cousin de Julie, de venir faire mon compliment ici, chez ma tante? Soyez tranquille, je suis calme, je suis glacé!..

LE DUC.

Et tu dis cela du ton d'un homme qu'on va mener aux Petites-Maisons!... Allons, songe que le mari ne sait rien, et ton désordre lui apprendrait tout... Viens avec moi. Je ne te quitte pas d'un instant.

(Il l'entraîne par une petite porte conduisant aux appartemens intérieurs.)

SCÈNE IV.

JULIE, en costume de mariée des plus magnifiques, LA MARQUISE, fort parée, SAMUEL BOURSET, en habit écrasé de broderies. Julie, chancelante et pâle, est soutenue d'un côté par sa mère, de l'autre par son mari. Ils l'approchent d'un fauteuil où elle se laisse tomber.

LA MARQUISE.

Eh bien! ma fille, n'êtes-vous pas mieux?

JULIE, d'une voix éteinte.

Non, ma mère.

SAMUEL, lui tapant dans les mains.

Ma chère demoiselle, reprenez courage. (Julie retire ses mains avec horreur.)

LA MARQUISE.

Allons, monsieur, laissez-nous un peu ensemble... Vous voyez que ma fille est malade.

SAMUEL.

Je vous aiderai à la soigner.

LA MARQUISE.

Eh! cela ne vous regarde pas.

SAMUEL.

Si fait.

JULIE.

Monsieur!.. je voudrais être seule avec ma mère...

SAMUEL.

Je ne m'éloignerai pas dans l'état où je vous vois.

LA MARQUISE.

Mais vous êtes nécessaire chez vous. Tout notre monde y arrive en ce moment, et il n'y a personne pour recevoir. Voulez-vous qu'on trouve chez vous *visage de bois* un jour de noce?

SAMUEL.

Oh! mes gens sont là, j'en ai beaucoup, et des mieux stylés.

LA MARQUISE.

C'est peut-être l'usage dans votre monde que les valets remplacent le maître; mais, dans le nôtre, cela ne se fait pas, mon cher.

SAMUEL.

En ce cas, madame la marquise, vous aurez la bonté de remonter dans ma voiture et d'aller faire les honneurs de mon hôtel, car pour moi je reste auprès de ma femme.

LA MARQUISE.

De votre femme!... Eh! vous êtes bien pressé de lui donner ce nom.

JULIE.

Ma mère, ne me quittez pas!

SAMUEL.

Je vous en supplie, n'ayez pas peur de moi, madame... madame Bourset!..

LA MARQUISE.

Elle s'appelle de Puymonfort, monsieur! et elle vous a épousé à condition de ne pas perdre son nom.

SAMUEL.

Ah! ce n'est pas comme moi, qui l'ai épousée à condition de perdre le mien.

LA MARQUISE.

On le sait bien... Allons! voilà ma fille qui s'évanouit... Allez donc appeler sa femme de chambre.

SAMUEL.

Je sonnerai, ce sera plus tôt fait.

JULIE, bas à la marquise.

Ah! ma mère, quel supplice!

LA MARQUISE, de même.

Le duc!.. nous voilà sauvées.

SCÈNE V.

LE DUC, LA MARQUISE, JULIE, SAMUEL.

LE DUC.

Quoi! monsieur, Julie en cet état? Et vous êtes ici, M. de Puymonfort?

SAMUEL, à part.

A la bonne heure, voilà un homme qui ne craint pas de s'écorcher la langue... (Haut.) Eh bien! monsieur le duc, n'est-ce pas ma place?

LE DUC.

Pas encore, mon cher ami. Vous tourmentez la pudeur de votre femme... Allons! un homme comme vous sait son monde! Laissez cette enfant avec sa mère. Elles ont à se dire des choses que vous n'êtes pas censé deviner.

(Il passe son bras familièrement sous celui de Samuel et l'emmène.)

SAMUEL, à part.

Celui-là me flatte... hem! je ne m'en vas pas pour long-temps. (Ils sortent.)

SCÈNE VI.

JULIE, LA MARQUISE, puis LE CHEVALIER.

JULIE.

Ah! j'en mourrai... Cet homme me fait horreur!

LA MARQUISE.

Il t'aime beaucoup, mon enfant, et son empressement le rend indiscret. Il faudra lui apprendre à vivre, et ce sera un excellent mari.

JULIE, pleurant.

Et Léonce!... (Le chevalier sort du cabinet et se jette à ses pieds.)

LA MARQUISE.

Mes enfans, mes enfans! ayez du courage!

LE CHEVALIER.

Vous ne voulez pas qu'elle meure? Vous ne la livrerez pas à ce rustre! Ah! Julie, je le tuerai plutôt!

LA MARQUISE.

Eh! pour Dieu, ne parlez pas si haut. M. Bourset est ici près... J'entends sa voix. (Elle court fermer la grande porte du salon en dedans.)

JULIE.

Léonce, il faut nous séparer à jamais!

LE CHEVALIER.

Est-ce vous qui l'ordonnez?... Non, Julie, ce n'est pas toi!

(Il l'entoure de ses bras.)

JULIE.

Mon Dieu! (On entend tousser.)

LA MARQUISE.

Ah! c'est la grosse toux de ce Bourset! Sauvez-vous, Léonce! (Le chevalier se relève et veut tirer son épée.) Y songes-tu, malheureux enfant? Veux-tu donc perdre ma fille? Et vite! et vite!

(Elle le pousse vers une des petites portes de dégagement. Bourset tousse encore.)

LE CHEVALIER, exaspéré.

Julie!

JULIE, hors d'elle-même.

Ne crains rien, Léonce! Cache-toi, nous nous reverrons bientôt. Ma mère, je le veux, je veux lui dire adieu, une dernière fois, devant vous.

LE CHEVALIER.

Mais cet homme?...

JULIE.

Ne crains rien, jamais, jamais! (Elle se lève et le pousse aussi vers la porte.)

LE CHEVALIER.

Nous nous reverrons? Oh! dis-le-moi, ou je brave tout. Je ne puis te quitter ainsi!

JULIE.

Oui, nous nous reverrons; la conduite de cet homme me pousse à bout.

(Bourset rentre par une autre porte de dégagement, pendant que Julie et la marquise entraînent le chevalier par la porte opposée et lui tournent le dos.

LA MARQUISE, à sa fille.

Je vais le cacher dans ma chambre, car je suis sûre que Bourset nous espionne. (Elle sort avec le chevalier.)

JULIE, leur parlant encore sur le seuil de la porte de gauche.

Et revenez vite près de moi, ma mère, car il va venir m'obséder de sa présence. (Elle se retourne, trouve Samuel debout devant elle, et reste muette d'effroi. Aussitôt Samuel, qui a déjà eu soin de refermer la porte par laquelle il vient d'entrer, va à celle par où vient de sortir le chevalier, et la ferme aussi, puis il met tranquillement les deux clés dans sa poche. Julie s'élance vers la grande porte pour s'enfuir et la trouve fermée.)

SAMUEL.

Oh! cette clé-là, votre mère l'a dans sa poche.

JULIE.

Quelle est cette inconvenante plaisanterie? Je veux être seule avec ma mère, je vous l'ai déjà dit, monsieur. (Elle veut s'approcher d'une sonnette, Samuel lui barre le chemin, la salue et lui offre une chaise.)

SAMUEL.

Je suis charmé que vous vous portiez mieux. Comme vous vous êtes promptement remise sur pied! C'est merveille de voir comme les couleurs vous sont vite revenues.

JULIE.

Laissez-moi.

SAMUEL.

Là, là, je ne vous regarde seulement pas. Quelle mouche vous pique?

JULIE.

Mais pourquoi m'enfermez-vous ainsi? Nous n'avons rien à nous dire.

SAMUEL.

Si fait, si fait, nous avons à causer.

JULIE.

Je n'y suis nullement disposée.

SAMUEL.

Je suis sûr que vous l'êtes au contraire, et que le nom seul de la personne dont j'ai à vous entretenir va vous donner de l'attention.

JULIE.

Que voulez-vous dire?

SAMUEL, lui offrant toujours la chaise.

Asseyez-vous.

JULIE.

Non, dites tout de suite, je ne m'assoierai pas.

SAMUEL, s'asseyant.

A votre aise! quant à moi, j'ai tant couru ces jours-ci pour vos cadeaux de noces, que je n'en puis plus.

JULIE, à part.

Oh! quel supplice!...

SAMUEL.

Vous avez un parent qui vous intéresse?

JULIE, troublée.

J'en ai plusieurs, ma famille est nombreuse, et, quoique pauvre, elle est encore puissante, monsieur.

SAMUEL.

Je le sais, c'est à cause de cela que j'ai voulu en faire partie; ainsi donc vous avez, c'est-à-dire, *nous avons* un cousin.

JULIE, tremblante.

Eh bien! que vous importe?

SAMUEL.

Il m'importe beaucoup, parce que premièrement il est mon parent, et qu'en second lieu il est mon débiteur.

JULIE.

Votre débiteur?

SAMUEL tire des papiers de sa poche et les déroule lentement.

Il a eu le malheur d'emprunter, du vivant de M. le baron de Puymonfort son père, qui ne lui donnait pas beaucoup d'argent (et pour cause), la somme de quatre cents et *tant* de louis à un capitaliste de mes amis, lequel m'a cédé sa créance pour se libérer envers moi d'une somme égale...

JULIE.

Abrégeons, monsieur. Si c'est pour me parler d'affaires que vous me retenez ici contre ma volonté, le procédé est au moins bizarre; et si le chevalier de Puymonfort, mon cousin, est votre débiteur, il s'acquittera envers vous: cela ne me regarde pas. Laissez-moi sortir.

SAMUEL.

Un petit moment, un petit moment! ceci vous regarde plus que vous ne pensez. Le chevalier est insolvable.

JULIE.

Ma famille se cotisera pour ne vous rien devoir.

SAMUEL.

Ah bien oui! votre famille!... si entre vous tous vous aviez pu réunir cinq cents louis, vous ne m'auriez pas épousé.

JULIE, outrée.

C'est possible! après?

SAMUEL.

Après!... comme j'ai droit à être payé, j'ai pris des sûretés, et voici une lettre de cachet que le ministre de sa majesté, plein de bontés pour moi, a bien voulu me délivrer contre ce bon chevalier.

JULIE.

Quoi! vous n'avez pas reculé devant une pareille violence? vous, à la veille de votre mariage, vous avez sollicité une lettre de cachet contre un des membres de la famille où vous alliez entrer?

SAMUEL.

Et je m'en servirai le jour même de mon mariage, si la famille dans laquelle j'ai l'honneur d'être admis ne fait pas ma volonté.

JULIE.

Votre volonté!... oh! il est facile de vous contenter. Le chevalier a des protecteurs aussi, monsieur! le duc, notre ami intime, ne souffrira pas,... vous serez payé.

SAMUEL.

Et si je ne veux pas l'être?

JULIE.

Mais que voulez-vous donc?

SAMUEL.

Si je veux faire mettre tout bonnement le chevalier à la Bastille? Une lettre de cachet n'est pas toujours un mandat de prise de corps pour dettes, c'est aussi parfois un ordre absolu motivé par le bon plaisir de qui le donne, et exécuté selon le bon plaisir de qui s'en sert, eh! eh!

JULIE.

Si votre bon plaisir est de vous déshonorer...

SAMUEL.

Oui-dà, madame ma femme! Ici les rieurs seraient de mon côté. Diantre!..

un mari qui le jour de ses noces fait embastiller l'amant de sa femme, ce n'est pas si bête, eh! eh!

JULIE.

Ah! vous m'outragez, monsieur! et votre brutalité m'autorise à rompre dès à présent avec vous. Je suis encore chez moi, sortez d'ici! laissez-moi! jamais je n'aurai rien de commun avec un homme tel que vous! (On essaie d'ouvrir la porte par laquelle sont sortis la marquise et le chevalier. Julie veut se lever.)

SAMUEL, la retenant.

Un petit moment, s'il vous plaît. Le chevalier est dans la maison... Oh! je la connais, la maison : ici, un cabinet qui n'a qu'une porte donnant dans la chambre de votre mère; et puis, la chambre de votre mère, où est maintenant le chevalier, laquelle chambre a une sortie sur le vestibule, dont j'ai aussi la clé dans ma poche. J'ai beaucoup de clés! Et une autre sortie sur le petit escalier, au bas duquel il y a quatre laquais à moi, postés avec des armes. Je ne voudrais pas qu'il arrivât malheur à ce pauvre chevalier.... ni vous non plus?...

JULIE.

Oh! monsieur... au nom du ciel!...

SAMUEL.

N'ayez pas peur, mignonne, je ne suis pas méchant quand on ne me pousse pas à bout. Allez dire à votre maman, par le trou de la serrure, que vous voulez causer encore avec moi un petit instant.

(Julie s'élance vers la porte, Samuel la suit et se place à côté d'elle pour entendre les paroles qu'elle échange avec sa mère.)

LA MARQUISE, derrière la porte, frappant avec impatience.

Julie! Julie! êtes-vous seule?

SAMUEL, parlant très haut.

Je suis avec ma femme, et je désire lui parler sans témoins. C'est son intention aussi.

LA MARQUISE, dehors.

Ce n'est pas vrai.

SAMUEL.

Si fait. (A Julie.) Dites donc, madame...

JULIE.

Ma mère, je suis à vous dans l'instant.

LA MARQUISE, d'un ton d'étonnement, toujours dehors.

Ah! vraiment, ma fille? (Samuel serre avec force le bras de Julie, et la regarde fixement.)

JULIE, épouvantée.

Oui, vraiment, ma mère!

LA MARQUISE, dehors.

J'attends!

SAMUEL, ramenant Julie à son fauteuil, où elle tombe accablée.

Maintenant, ma colombe, calmez-vous; il ne sera fait aucun mal à votre bon petit cousin. Je n'exigerai même pas qu'il paie ses dettes. Je lui fais grace. Je suis généreux, moi, quand c'est mon intérêt. Mais voyez-vous, il faut qu'il parte aujourd'hui, tout de suite, et pour tout de bon.

JULIE.

Il partira, monsieur, mais je suis bien aise de vous dire que c'est la première et la dernière de vos volontés que je subirai.

SAMUEL.

Vous vous abusez, mon enfant, vous les subirez toutes; et pour commencer, ouvrez cette porte. (Julie se lève indignée, et le toise avec hauteur.) Si vous n'ouvrez pas cette porte, j'ouvrirai cette fenêtre, et je jetterai cette clé à mes laquais, qui sont au bas du petit escalier, afin qu'ils entrent, et qu'ils se saisissent du chevalier dans la chambre de votre mère. (Julie, terrassée, va ouvrir la porte à sa mère. Samuel la suit, et la tient fascinée sous son regard. — La marquise, entrant, les regarde tour à tour d'abord avec effroi, puis avec surprise, et finit par éclater de rire.)

JULIE, se cachant le visage.

O ma mère! ne riez pas.

LA MARQUISE, riant toujours.

Eh bien! eh bien! ma pauvre enfant... Il n'y a pas de mal à cela!...
(Elle rit encore.)

SAMUEL.

N'est-ce pas que c'est drôle? Et le chevalier?... (Il rit aux éclats.)

LA MARQUISE, reprenant son sérieux.

Comment!... le chevalier?... (Elle regarde Samuel attentivement; puis elle part encore d'un grand éclat de rire.) Eh bien! le tour est parfait! (Elle tend la main à Samuel.) Mon gendre, je vous rends mon estime!

JULIE.

Ah! c'est odieux! (Elle pâlit et chancelle.)

SAMUEL, bas en la soutenant.

Je n'entends pas que vous vous évanouissiez, entendez-vous bien? (Haut.) Ma chère marquise, je ne suis pas si mal élevé que vous pensiez. Je ne veux pas enfoncer le poignard dans le cœur de ce pauvre chevalier au moment de son départ... Il est amoureux de sa cousine!.... Ce n'est pas à moi de m'en étonner; mais Julie vient de m'ôter, par une sincère explication et d'aimables promesses, tout sujet de jalousie, et je désire qu'elle lui fasse ses adieux ici, tout de suite, sans mystère et de bonne amitié... Appelez-le, je vous prie.

LA MARQUISE.

Le voulez-vous, Julie?

JULIE hésite, rencontre le regard de Saumel, et dit en s'efforçant de sourire :

Je vous en prie, maman. (La marquise sort.)

SAMUEL.

Je veux qu'il reçoive son congé sur l'heure... Et croyez bien qu'il ne sera pas perdu de vue un instant jusqu'à ce qu'il ait mis le pied sur le navire qui doit l'emmener en Amérique.

JULIE, accablée.

Vous serez obéi!

(On frappe. Samuel va ouvrir. Tandis que le duc entre par la grande porte, la marquise et le chevalier entrent par la petite. Le chevalier fait quelques pas avec impétuosité vers Julie; puis, voyant Samuel, il s'arrête stupéfait et se retourne d'un air d'interrogation et de reproche vers la marquise, qui essaie de tenir son sérieux, et rit sous cape de temps en temps.)

LE DUC.

Ah çà! je ne conçois rien à ce qui se passe ici, et je ne sais à quoi vous pensez tous. Comprend-on un jour de noces où toute la famille attend les mariés dans une maison, tandis qu'ils s'amusent à babiller dans l'autre?... Monsieur Puymonfort, votre majordome envoie ici message sur message pour vous dire que votre hôtel est plein de monde et qu'il ne sait où donner de la tête; et vous êtes inabordable...

SAMUEL.

Ma mère est là, qui ne s'en tirera pas mal... C'est une femme qui n'est pas sotte.

LA MARQUISE, à part.

Et qui a une jolie tournure! (Elle se contient un instant, puis éclate de rire.)

LE CHEVALIER, avec amertume.

Vous êtes fort gaie, ma tante!

(La marquise passe auprès du duc et lui parle bas.)

LE CHEVALIER, bas à Julie.

Que se passe-t-il, Julie? Mon Dieu!

JULIE, bas.

Vous devez partir à l'instant même, et ne me revoir jamais.

SAMUEL, passant entre eux.

Monsieur le chevalier, je suis tout à vous. Ma femme vient de m'ouvrir son cœur, et de me dire que vous désiriez prendre congé d'elle. Je suis heureux de trouver cette occasion pour vous offrir mes petits services... Vous partez? Une de mes voitures et plusieurs de mes gens sont à votre disposition... Vous êtes gêné d'argent? m'a-t-on dit. Mes correspondans ont déjà reçu avis de tenir des fonds à votre ordre dans toutes les villes où vous voudrez séjourner, tant en France qu'à l'étranger.

LE CHEVALIER, avec hauteur.

C'est trop de graces... Je n'en ai que faire.

SAMUEL, lui offrant un portefeuille.

Vous voulez de l'argent comptant?

(Le chevalier jette le portefeuille à terre avec un mouvement de fureur.)

SAMUEL le ramasse tranquillement, l'ouvre, et en tire un papier qu'il lui présente.

Puisque vous ne voulez rien me devoir, reprenez donc ce petit effet au porteur de quatre cent vingt-cinq louis qui a été passé à mon ordre par Isaac Schmidt, échéable au 15 octobre 1703, c'est-à-dire après-demain.

LE CHEVALIER, le repoussant avec indignation.

J'acquitterai cette dette, monsieur, n'en doutez pas.

SAMUEL, remettant le papier dans sa poche.

A votre aise!... Maintenant, je vous présente le bonjour, et vous souhaite un bon voyage. Ma femme vous en souhaite autant et vous fait ici ses adieux.

(Il s'éloigne d'un pas, mais sans les perdre de vue.)

LE CHEVALIER, à Julie.

Ainsi vous trahissez jusqu'au secret, vous effacez jusqu'au souvenir de notre amour!

JULIE.

Partez! il le faut.

LE CHEVALIER.

Oh! malédiction sur vous! (Il veut se retirer par la petite porte.)

SAMUEL, se rapprochant.

Pas par ici, les portes sont closes. Si vous voulez donner le bras à ma femme jusqu'à la voiture, vous sortirez par la grande porte. (Le chevalier jette à Julie un regard d'indignation, à Samuel un regard de mépris, et s'élance dehors avec impétuosité.)

SAMUEL, bas, prenant le bras de Julie.

Allons! ferme sur les jambes! marchons!

JULIE.

Et la lettre de cachet! ne la déchirez-vous pas?

SAMUEL.

Nous verrons cela demain.

LA MARQUISE, moitié triste, moitié gaie, prenant le bras du duc et les suivant.

N'est-ce pas incroyable?... Comment ce Bourset a-t-il pu s'emparer si vite de sa confiance?

LE DUC.

Ce n'est pas malhabile de la part de Julie. Le chevalier, furieux et passionné, eût pu la compromettre par ses clameurs involontaires. Elle lui ferme la bouche en prenant son mari pour rempart; c'était le meilleur parti à prendre.

LA MARQUISE.

Pauvre chevalier!

LE DUC.

Pauvre Bourset, peut-être!

FIN DU PROLOGUE.

GEORGE SAND.

ÉTAT ACTUEL

DES INDES ANGLAISES.

IIIe PARTIE.[1]

L'Afghanistan. — Mœurs des Afghans.

A l'ouest de l'Indus, et à partir des monts Soliman, commence un pays dont le Sindh a toujours été une dépendance jusque dans ces derniers temps, et dont l'importance ethnographique, historique et politique appelle toute notre attention. Comme le parti que saura tirer l'Angleterre de ce pays de transition et de ces peuplades inquiètes et belliqueuses exercera la plus grande influence sur l'avenir de l'Asie centrale et de l'Hindoustan, nous chercherons à faire connaître, par une esquisse nette, quoique rapide, le caractère du pays et celui de ses habitans, et nous rattacherons à cette étude l'examen sommaire de la condition actuelle et des ressources des contrées voisines que dominent également les crêtes neigeuses de l'Indou-Koh et qu'arrose l'Oxus.

Dans l'acte de cession de ces belles provinces de l'ouest à Nader-Shâh, acte auquel on conçoit à peine que Mohammed-Shâh ait eu la

(1) Voyez les livraisons du 1er janvier et du 15 février.

lâcheté d'apposer son sceau impérial, on voit spécifiés tous les points dont la valeur stratégique ou politique avait été reconnue par l'œil exercé du conquérant. « En considération, y est-il dit, de cette faveur (celle de ne pas l'avoir détrôné et de lui avoir permis de garder une partie de ses pierreries!) qu'un père ne fait pas à son fils, ni un frère à son frère, je lui cède tout le pays à l'ouest de la rivière Attock, du cours du Sindh, c'est-à-dire Peshaver avec son territoire, la principauté de Kaboul, Ghaznavi (Ghizni), les montagnes où résident les Afghans, le Hazaridjat et les passes avec le fort de Bakker, Sankar et Khoudabad; le reste des territoires, passes et résidences des Tchokias, Beloutchis, etc., avec la province de Tatta, le fort de Râm et les villages de Tirbinn, les villes de Tchun, Samawali et Ketra, etc., places dépendantes de Tatta; toutes les campagnes, villes, villages, forts et ports, depuis le commencement de la rivière Attock avec toutes les passes et lieux habités compris dans le bassin de ladite rivière jusqu'au Nala-Sankra, où elle se décharge dans la mer; en un mot, tous les lieux à l'ouest de la rivière Attock, de la rivière Sindh et du Nala-Sankra (1). »

Ce document officiel d'une précision si remarquable témoigne surtout de l'importance que Nader-Shâh attachait à la possession des passes, et ce sont ces passes, en effet, qui font la force principale de l'Afghanistan. Elles sont les clés du plateau de Kandahar, de la haute terrasse de Kaboul et du Khorassan, et dominent le cours de l'Oxus d'un côté, celui de l'Indus de l'autre. Les systèmes de montagnes dont elles font partie, et qu'elles permettent de franchir, n'ont été qu'imparfaitement étudiés. Nous allons essayer d'en donner une idée (2).

La limite de l'Afghanistan au nord est la continuation occidentale de la grande chaîne de l'Himalaya, le Caucase indien des Macédoniens, désigné par les géographes orientaux sous les noms de Hindou-Koh, Hindou-Khou, Hindou-Koush. Les vallées de l'Abou-Sine, du Londye (l'une des principales branches de la rivière de Kaboul), du Kaméh, appartiennent à sa pente méridionale; l'intérieur et la pente septentrionale de cette chaîne sont entièrement inexplorés. La pente

(1) Daté de Shâdjahanabâd (Delhi), le 4 de moharram 1152 de l'hégire (2 avril 1739.)

(2) Dans cette partie de notre exposé, et dans nos recherches ethnographiques, nous nous appuierons plus particulièrement sur le beau travail de Ritter, 8me vol. de son grand ouvrage : *Die Erdkunde*, Berlin, 1838, et sur la dernière édition de l'ouvrage d'Elphinstone : *An account of the kingdom of Caubul*, etc. Londres, 1839, 2 vol.

sud n'a été étudiée que vers son extrémité ouest dans ces dernières années par Burnes, qui en a mesuré et franchi les passes principales. Le fleuve ou rivière de Kaboul coule au pied de l'Hindou-Koh et reçoit ses affluens en partie des montagnes avancées au sud et à l'ouest, en partie de la terrasse de Kaboul, en partie enfin de l'Hindou-Koush même. La petite rivière qui passe par la ville de Kaboul est le plus insignifiant de ces affluens, mais donne cependant son nom au cours principal. A quatre journées de marche, à l'ouest de Kaboul, on trouve le village de *Sir-Tchaschma* (*sir*, tête; *tchaschma*, source); c'est là que la rivière prend sa source, et non loin de là s'élève la première rangée de montagnes que l'on passe à la hauteur de 3,350 mètres environ. C'est le commencement d'une chaîne dépendante de l'Hindou-Koush, connue sous le nom de *Koh-é-Baba*, et qui s'étend vers le S.-O. entre Kaboul et Bâmiân. L'élévation des sources donne une grande rapidité à la rivière de Kaboul et à tous ses affluens. Les montagnes opposées à l'Hindou-Koush, au sud de la rivière, se nomment monts *Tira* ou *Khaybers*. Il faut les traverser pour se rendre de Peshaver à Kaboul. La passe de Khayber, longue de 25 milles, est, pour les provinces du Haut-Indus, ce que la passe du Bolan est pour les provinces du Sindh. L'une et l'autre peuvent être défendues par une poignée d'hommes résolus contre les efforts de toute une armée. Nader-Shâh fut arrêté plus d'un mois et demi devant la passe de Khayber, et craignant de ne pouvoir la forcer sans y perdre une grande partie de son armée, les Khayberiens lui ayant déjà tué et blessé beaucoup de monde, il négocia avec eux et obtint le passage moyennant une somme convenue, se mettant ainsi aux lieu et place des empereurs moghols qui allouaient à ces dévaliseurs de caravanes une certaine redevance annuelle. Cette redevance, au temps de l'invasion de Nader-Shâh, n'avait pas été payée depuis cinq ans. Shâh-Shoudjâ, lors de son avènement au trône, avait passé une sorte de traité avec les Khayberiens en vertu duquel, moyennant 60,000 roupies qui leur étaient alloués par an, ils répondaient du libre passage des hommes et des marchandises. C'était une sorte de prime d'assurance à laquelle Shâh-Soudjâ aura désormais le pouvoir de se soustraire, les Anglais, ses protecteurs, étant maîtres de la passe. On a vu, dans la première partie de ce travail, qu'une des divisions de l'expédition d'Afghanistan, composée d'un détachement de troupes du Bengale et d'un corps sikh, sous le commandement du colonel Wade, avait marché par la passe de Khayber, défendue par un fils de Dost-Mohammed, mais abandonnée par lui lors de la marche de sir J. Keane de

Kandahar sur Kaboul. Un service de postes est aujourd'hui établi entre Calcutta et Kaboul, en passant par le Pandjâb et la passe de Khayber. Les monts Khaybers courent de l'est à l'ouest, vis-à-vis de la projection septentrionale du Hindou-Khou, dont le sommet le plus élevé paraît atteindre 6,000 mètres (le Kound d'Elphinstone, le pic Kouner de Burnes). Ces deux séries de montagnes forment un passage étroit que le fleuve de Kaboul perce près de Djellalabad, pour passer de son gradin supérieur de Kaboulistan sur le gradin inférieur de Peschaver, qui se lie au plat pays de l'Indus.

C'est cette même contrée montagneuse vers le haut Kound, contrée dans laquelle Alexandre-le-Grand pénétra par la vallée de Kouner, le long du fleuve Kaméh, qui porte le nom de *Hindou-Khou* ou *Hindou-Kôh*, strictement parlant. Le nom de *Hindou-Koush*, qui a de l'analogie avec le premier et qui souvent est confondu avec lui, ne se rapporte qu'aux passages plus occidentaux entre Bâmiân et le pays de Balkh. D'après Ibn-Batuta (1), qui franchit ces passes vers le milieu du XIVe siècle, l'étymologie de *Hindou-Koush* se déduit de la destruction causée par le froid parmi les Indiens qu'on traînait en esclavage dans la Bactriane, et qui trouvaient la mort dans ces montagnes. *Hindou-Koush* signifie, en effet, mot à mot, destructeur ou tueur des Hindous (2).

Toute cette contrée au nord du fleuve du Kaboul fut le théâtre de combats livrés par l'une des divisions de l'armée d'Alexandre. Elle est désignée aujourd'hui sous le nom de *Kohéstân* de Kaboul (*Koh-é-stân*, c'est-à-dire pays de montagnes), et ses hauteurs avancées, du côté du fleuve, sous le nom de *Kohdamaun*. L'ensemble de ces contrées, à partir de la rive gauche du fleuve de Kaboul, peut se diviser en trois régions : dans les basses plaines les plus chaudes se sont établis les Afghans proprement dits; dans les vallées moyennes, les Youssouf-Zaïs, dont nous aurons occasion de parler bientôt; les hautes vallées presque inaccessibles de la chaîne géante sont ha-

(1) Ibn-Batuta, savant sheik et célèbre voyageur, florissait à la cour de l'empereur de Delhi, Mahmoud-Toghluk, vers 1340. — Les voyages d'Ibn-Batuta ont été traduits de l'arabe par le révérend Sam. Lee, Londres, 1829, in-4°.

(2) Ces passages sont les six mesurés par Burnes, et qui atteignent de 3,350 à 4,000 mètres environ de hauteur. — Les observations de Burnes prouvent que Bâmiân se trouve déjà au nord de la ligne de partage des eaux entre l'Indus et l'Oxus. Mohan-Lall, jeune Hindou, qui accompagnait MM. Burnes et Gerard dans la première mission à Kaboul, et qui a publié une relation intéressante de ses voyages (*Journal of a Tour*, etc., Calcutta, 1834), donne la même étymologie du mot *Hindou-Koush*; mais, selon lui, la tradition rapporte qu'une armée hindoue aurait péri tout entière dans ces montagnes.

bitées par un peuple tout-à-fait distinct, les *Kafers*. Le *Kaferistân*, ou pays des Kafers (*kafers*, mécréans, infidèles, qui ne sont ni mahométans ni Hindous), est d'une étendue indéterminée, mais qui comprend au moins tout le pays au nord du fleuve de Kaboul, depuis *Tchitrâl* jusqu'à *Badakshan*, *Anderab* et *Balkh*. Le Kaferistân offre un vaste champ aux explorations des voyageurs futurs; c'est une vraie *terra incognita* dans sa partie orientale. Elphinstone, dans son excellent ouvrage sur le Kaboul et les pays voisins, a donné une notice très intéressante sur les *Kafers* ou *Siapôsh* (1). C'est un fait très remarquable que non-seulement ces peuplades (visitées en 1810 par Moulla-Nadjib, et dont Elphinstone décrit les mœurs et les usages surtout d'après cet observateur musulman), mais en général toutes les tribus qui habitent au nord du Hindou-Koh et sur la rive droite de l'Indus jusque dans le petit Tibet, prétendent descendre des Macédoniens de l'armée d'Alexandre (2). On peut espérer que M. Vigne, voyageur anglais qui a tout récemment exploré avec soin les pays au nord de l'Hindoustan, et dont on imprime en ce moment la relation à Londres, aura recueilli des renseignemens curieux sur cette intéressante question.

Au-dessous et à l'est du Kaferistân, le pays montagneux entre la rivière *Londye* et l'Indus (au nord d'Attock) est habité par la tribu des Youssouf-Zaïs, dont l'importance historique mérite une mention particulière. D'après les traditions et les histoires écrites que possède cette tribu, les Youssouf-Zaïs sont originaires du pays situé entre Hérat et le Beloutchistan, sur les confins du Dushté-Lout, ou grand désert salé; et lorsqu'ils en furent expulsés vers la fin du XIIIe, ou au commencement du XIVe siècle, ils peuplèrent en partie la haute terrasse de Kaboul, et, de proche en proche, s'établirent, de gré ou de force, dans les districts voisins du bassin de l'Indus, et plus particulièrement dans celui que nous avons désigné, et d'où ils ont envoyé des colonies dans tout l'Hindoustan. Les Youssouf-Zaïs

(1) *Sia*, noir, *pôsh*, vêtement; *habillés de noir*. On donne ce nom à quelques-unes de leurs tribus, parce qu'elles portent une espèce de surtout de poil de chèvre.

(2) L'ouvrage d'Elphinstone abonde en observations judicieuses et en détails précieux, surtout en ce qui concerne l'ethnographie de l'Afghanistan. Burnes, qui a visité ces contrées vingt-trois ans après Elphinstone, a confirmé par son témoignage toutes les observations de ce dernier, qu'il nomme *classiques*. La carte jointe à la dernière édition de la description du royaume de Kaboul semble laisser encore beaucoup à désirer. Nous regardons la carte d'Arrowsmith, publiée à Londres en 1834 (*Central Asia, comprising Bokhara, Cabool, Persia*, etc.), d'après les observations d'Alex. Burnes, comme la meilleure carte générale que l'on puisse consulter pour l'intelligence des questions qui nous occupent.

n'ont ni agriculture, ni industrie, ni commerce. Propriétaires par droit de conquête, ils vivent du travail des tribus qu'ils ont soumises, et si l'accroissement de la population rend les moyens de subsistance précaires, l'émigration est une ressource que leur audace aventureuse a su exploiter avec avantage depuis des siècles. Comparable en quelques points aux Lacédémoniens par son organisation intérieure, aux Normands par le caractère et le but de ses expéditions, ce peuple turbulent, connu à l'est de l'Indus sous le nom général de Patanes, a exercé, à diverses époques, une grande influence sur les affaires de l'Hindoustan. Les armées mogholes se sont toujours recrutées de ces émigrés. Les Hindous ont plus d'une fois plié devant eux. Une dynastie de leur souche a occupé le trône de Delhi pendant trois siècles, et sur les ruines de l'empire du Grand-Moghol, ils avaient élevé la république des Rohillas dans l'ancienne province de Kattaïr (au S.-E. de Hardwar), aujourd'hui le Rohilkond (1), d'où ils s'étaient rendus souvent redoutables aux Anglais eux-mêmes. Ce pays est aujourd'hui soumis entièrement à la domination anglaise, ainsi que les autres colonies afghanes de moindre importance qu'on trouve dans toute l'étendue de l'Hindoustan, telles que Furruckabad, Bopâl, Karnoul, Kadappa, etc.; mais les Patanes sont toujours rangés, sinon parmi les meilleurs, au moins parmi les plus braves soldats de l'Hindoustan.

Revenons à l'Afghanistan, et en particulier à la haute terrasse de Kaboul. Le Hindou-Koush au nord, le Koh-é-Baba au sud-ouest, les monts Khayber avec le Sofaid-Koh (*montagne blanche,* à cause de ses neiges éternelles) au sud, l'Indus à l'est : telles sont les limites naturelles et bien définies de ce pays gradué qu'arrosent la rivière de Kaboul et ses affluens, dont un seul prend sa source dans le plateau de Ghizni. Liée à ce plateau et à celui de Kandahar, la haute terrasse de Kaboul, moins élevée que l'un et l'autre, est plus favorisée de la nature dans son aspect général comme dans ses productions. Le plateau de Ghizni est le plus haut et le plus froid.

Kaboul est situé tout près du Kohéstan, c'est-à-dire de la pente méridionale de l'Hindou-Koush. Vu de ce côté, c'est un pays de montagnes; mais, vers le sud-ouest et le sud, le terrain prend la forme d'un plateau ondulé, sillonné par des séries de rochers, traversé par des plaines de sable et de grès, offrant par intervalles des portions

(1) Pays de montagnes, de *roh*, montagne en pandjabi; *rohillas*, peuples des montagnes.

de sol qui, sans être précisément stériles, sont cependant privées d'eau; des steppes arides, des herbes sèches, des broussailles et des buissons épineux. Ni arbres ni arbrisseaux; çà et là quelques cours d'eau qui fertilisent un vallon; et dans les crevasses des rochers, de nombreux amandiers, végétation caractéristique de tout le plateau de l'Afghanistan. A peu de distance, la scène change comme par miracle. Autour de Kaboul même, et surtout au nord et à l'ouest de la ville, les champs cultivés, les prairies, les vergers arrosés par mille ruisseaux, les nombreux villages, tout contribue à animer le paysage, dont le cadre de montagnes qui l'entoure augmente encore la richesse et la grandeur. Dans la seule vallée d'Estalif, on compte plus de 6,000 vergers où mûrissent tous les fruits de l'Europe et de l'Asie.

La ville de Kaboul est située, d'après les observations les plus récentes, par 34° 24′ 5″ de L. N., et 69° 7′ 15″ de L. E., sur une plaine élevée de plus de 2,000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Sur cette haute plaine, la rivière de Kaboul n'a pas moins de 50 pieds de chute par mille anglais, et la pente vers l'est est si raide, qu'après une journée de marche à l'ouest, près de la source principale du fleuve, à Sir-Tchaschma, on s'est déjà élevé à la hauteur absolue de 2,620 mètres. La ville de Kaboul est très animée et très bruyante, quoiqu'elle ne compte que 60,000 habitans. De grands bazars où abonde tout ce qui est nécessaire à la vie, et ce qui peut flatter les goûts asiatiques, sont le rendez-vous de toutes les classes de la population, qui viennent s'y pourvoir d'étoffes, de soieries, de draps, de provisions de toute espèce offertes à bas prix, ou admirer les innombrables boutiques où sont étalés, jour et nuit, avec autant de profusion que d'élégance, les produits de l'industrie locale, ceux des manufactures européennes que les caravanes ont apportés de Russie ou de l'Inde anglaise, et les fruits délicieux que la vallée de Kaboul y envoie dès le mois de mai. Burnes donne une description très détaillée et très pittoresque de la ville de Kaboul, telle qu'elle était en 1832. Son aspect a changé sans doute depuis que le shâh a repris possession du Balahissar, où un ministre anglais réside à ses côtés, et que l'armée anglo-indienne a établi ses cantonnemens aux portes de la ville. Un élément nouveau et désormais le plus important de tous est entré dans cette population déjà si variée et si active. Les Européens peuvent, dès à présent, traverser l'Afghanistan dans toutes les directions, et avant peu ils auront formé dans les villes principales, surtout à Kaboul et à Kandahar, des établissemens durables, destinés à étendre et à vivifier le commerce, et à satisfaire

aux nouveaux besoins que leur exemple aura créés parmi les populations indigènes.

Jusqu'ici le marché de Kaboul a reçu principalement de la Russie les approvisionnemens de denrées ou de produits industriels nécessaires à la consommation du peuple afghan. Les caravanes, parties d'Orembourg et passant par Khiva, lui fournissent, par la voie de Bokhara, principal entrepôt de ce commerce, des armes à feu, de la coutellerie, du cuivre en feuilles, des ustensiles en cuivre, des aiguilles, des miroirs, des verres de lunettes, des verreries, de la porcelaine, du papier, du thé de plusieurs espèces, dont une, dit-on, supérieure au thé qui nous vient de Canton; des cuirs préparés, de la cochenille, du sulfate de cuivre, du fil d'or et d'argent, des draps, des indiennes, des velours, des satins, des toiles appelées *nanka*, et une infinité d'autres articles.

Tous les efforts du gouvernement anglais vont tendre désormais à exclure les Russes du marché de Kaboul et, par la suite, de celui de Bokhara. C'est là, selon nous, la seule lutte qui, d'ici à long-temps, puisse s'établir entre ces deux puissances. Nous reviendrons sur ce sujet important, quand nous traiterons des intérêts généraux des deux empires dans l'Asie centrale.

Sous le point de vue physique comme sous le point de vue politique, la position très remarquable de Kaboul dans le monde asiatique attire sur cette ville l'attention de tout l'Orient. Kaboul est le carrefour où se croisent les grandes routes de communication de la Perse et de l'Inde, de l'Irân et du Tourân, ou, en d'autres termes, du nord et du sud, de l'est et de l'ouest de l'Asie centrale. Sous le rapport du climat, Kaboul est aussi un point de transition d'une importance caractéristique, offrant une réunion singulière des influences diverses du ciel et de ses dons variés, en un mot le climat accidenté qui, dans les pays de *terrasses*, rapproche toujours les contrastes dans le moindre espace et le temps le plus court, mais aussi dans le style le plus grandiose. A Kaboul règne déjà en partie le climat sec de la Perse; mais les derniers nuages de la mousson, suivant l'éternel rempart de l'Himalaya et de l'Indou-Kôh, arrivent encore jusqu'ici, et y déposent les pluies fertilisantes dont ils sont gonflés. La neige, inconnue aux plaines de l'Hindoustan, se montre dans le haut pays de Kaboul; mais, en hiver, elle ne fait que couronner les hauteurs qui environnent de toutes parts sa délicieuse vallée. Au mois de mai, de nouvelles pluies viennent féconder le sol, et le printemps se montre, comme en Europe, avec son nouveau feuillage et ses boutons de

fleurs. Il n'y a point ici de chaleurs étouffantes comme sur les bords du Gange; mais l'air est pur et vif, les rayons du soleil pénètrent aisément l'atmosphère. L'été, comme l'hiver, arrive subitement et s'en va de même. Le changement des saisons est brusque, mais régulier. A une journée de marche de Kaboul, vous trouverez des endroits où il ne tombe jamais de neige, et en deux heures vous pouvez vous transporter dans des lieux où elle couvre le sol pendant presque toute l'année.

Tous les observateurs constatent que c'est ici que finit, pour ainsi dire, l'Asie orientale et que commence l'Asie occidentale avec ses tendances européennes. De ce point critique, regardez à l'est, et vous y voyez une race d'hommes recueillis en eux-mêmes, séparés par leur civilisation et leurs mœurs du reste du continent asiatique et du monde entier. A l'ouest, aux yeux de ces peuples spectateurs immobiles et impassibles du mouvement des autres peuples, commence l'*Europe*, même en Asie, tant est frappant le contraste que présentent ces deux moitiés d'une même masse terrestre (1).

Sous le point de vue historique, l'une de ces moitiés semble exercer une force attractive, l'autre une force répulsive, sur les races humaines, phénomène qu'aucune autre partie du monde ne présente avec le même caractère de grandeur. D'un côté, habitudes calmes et contemplatives, indifférence de ce qui se passe à l'extérieur, obstacles physiques, répugnance naturelle et empêchemens religieux à l'émigration; de l'autre, agitation perpétuelle des hommes et des intérêts, besoin de changement, recherche d'un équilibre inconnu entre les besoins et le superflu : natures différentes en un mot, et non moins dans le sens physique que dans le sens moral.

Avant de nous occuper de l'ethnographie de l'Afghanistan, achevons l'esquisse de la constitution physique du pays, et jetons un coup d'œil sur les provinces qui en étaient autrefois des dépendances.

Les monts Soliman, décrits pour la première fois par Elphinstone, commencent au Sofaid-Kôh et suivent la direction du sud jusque vers 29° L. N., où ils tournent en s'abaissant vers le plateau de Kélat et se joignent aux monts Brahoé, qui forment le bord oriental de ce plateau, et que H. Pottinger a nommés ainsi d'après les peuples qui les habitent (2). Sur le dos du haut et froid plateau de

(1) *Vilaèt* et *Vilaèti*, dans l'Hindoustan et les contrées voisines, désignent également *notre* Europe et l'Europe *asiatique*, c'est-à-dire les pays au-delà de l'Indus et les habitans ou les productions de l'une et de l'autre.

(2) C'est la chaîne que Burnes désigne sous le nom de *Halarange*, et dont les

Kélat est située la ville de même nom (à 2,600 mètres de hauteur absolue au-dessus du niveau de la mer), capitale ou au moins ville principale du Béloutchistan. Toute la contrée à l'ouest des chaînes Soliman et Brahoé forme, depuis Kaboul jusqu'à la côte de Mékran (l'ancienne *Gédrosia*), un haut pays non interrompu de plateaux et de montagnes, qui a pour rempart au nord l'Hindou-Koush, la triple chaîne Soliman pour boulevart frontière vers l'Indus, et le plateau du Béloutchistan pour limite au sud. Au nord-ouest, sur le prolongement de l'Hindou-Koush, s'étend le *Paropamise*, pays des Hazarehs, semblable par son isolement à une forteresse de montagnes inaccessibles, entre le Kaboul, le Kandahar, Balkh et le Khorassan. A l'ouest, enfin, s'étend jusque vers le lac Zarah et le Seistân un pays montueux, de forme quadrangulaire, dont les déserts sablonneux et salins de la Perse centrale forment la limite. Telles sont les frontières naturelles du vaste plateau de l'Afghanistan; quant aux frontières politiques, elles n'ont jamais été nettement déterminées à aucune époque dans un pays où aucune domination n'a réussi à former d'unité monarchique de quelque durée.

Les passes par lesquelles on pénètre de la vallée de l'Indus dans le haut pays, sont assez nombreuses; les principales, sous le point de vue commercial, sont celles qui se trouvent sur la route conduisant du Moultân au bassin de la rivière Gomul, et de là à Ghizni, et celles qui mènent plus haut, par les pays de Bannou et Bungush, directement à Kaboul. La première route, qui passe par Dérabund, n'est suivie que par les Lohanies, tribu guerrière, pastorale et commerçante à la fois, qui, depuis long-temps, est en possession presque exclusive du commerce de l'Hindoustan avec Kaboul et le nord de l'Afghanistan par le Moultân. La seconde route, beaucoup plus courte et bien plus praticable, et qui était autrefois la grande route entre Kaboul et Moultân, avait été abandonnée par suite des troubles du pays; mais il est probable qu'elle va être rétablie. Au sud de ces deux routes que nous ne faisons qu'indiquer, les plus importantes sont celles dont Mittun-Kote, au confluent de l'Indus et du Pandjund, et Shikarpour, près de Bâkker, sont les points de départ à l'ouest de l'Indus. La seconde de ces routes mène à Bâgh, Dâder, et de là à Quetta, par la passe Bolan, et enfin de Quetta à Kandahar; c'est la route suivie par l'expédition anglaise, mais elle est peu fréquentée,

monts *Lakki*, formant la frontière occidentale du Bas-Sindh, font partie. Ritter propose d'appeler l'ensemble des chaînes Soliman et Brahoé « chaîne frontière hindo-persique. » M. Balbi la désigne sous le nom de « monts Salomon-Brahouiks. »

surtout pendant l'été; on lui préfère une autre route qui, de Shikarpour, mène, par la passe de Gandava, à Kélat et Moustoung, et rejoint ensuite la route royale de Kandahar.

Lié par le plateau de Kélat à l'Afghanistan, le Béloutchistan est une vaste contrée soumise à divers chefs, et dont les limites politiques ont varié comme celles de l'Afghanistan. Le principal chef, le khan de Kélat, reconnaissait la suzeraineté du roi de Kaboul, auquel il payait tribut et fournissait un contingent de huit mille hommes, sous la condition toutefois que ces troupes ne fussent pas employées dans les guerres civiles. Du temps d'Ahmed-Shâh, le prince béloutchi Nassêr-Khan était maître de tout le pays, et le shâh lui avait abandonné en outre la province de Shâl, et deux autres districts près de Dera-Ghazi-Khan, en récompense de ses services. La ville de Kélat porte encore, d'après ce chef, le nom de Kélat-é-Nassêr. Dans ces derniers temps, les possessions du khan de Kélat ont été réduites par la rébellion; cependant, lorsque l'expédition anglaise traversait le Balan, l'autorité du khan s'étendait jusqu'à Dâder et sur les districts voisins. Le gouvernement anglais avait cru s'être assuré, sinon la coopération active de ce prince, au moins sa neutralité; mais loin de tenir les engagemens qu'il avait contractés à cet égard, Mehrab-Khan (c'est le nom de ce prince) avait cherché tous les moyens de nuire à la marche de l'armée et au succès de l'expédition. Nous avions fait pressentir que la perfidie de Mehrab-Khan ne resterait pas impunie (1); les dernières nouvelles de l'Inde ont confirmé ces prévisions. Une marche rapide a conduit, le 13 novembre dernier, sous les murs de Kélat, une brigade de l'armée anglaise composée d'environ 1500 hommes, la plupart Européens, avec six pièces d'artillerie, et le fort a été enlevé en une heure, après un assaut plus brillant encore et plus meurtrier, en proportion, que celui de Ghizni. Tous les chefs béloutchis, Mehrab-Khan à leur tête, ont fait une résistance désespérée. Dans cette circonstance, comme à Ghizni, la lutte a été acharnée, corps à corps, mais de courte durée, et par une cause qu'il est intéressant de signaler. Le sabre n'a pu lutter long-temps contre la baïonnette. La supériorité de cette arme terrible, dans deux combats où la force physique et le courage paraissaient si bien balancés, a été établie d'une manière incontestable. Mehrab-Khan est mort, comme il l'avait dit, le sabre à la main, à la porte de son *zenana*. Le gouvernement anglais a remplacé ce chef par un khan de

(1) *Revue des Deux Mondes* du 1er janvier.

son choix, mais on ne sait rien encore sur l'organisation politique qu'il aura pu convenir à ce gouvernement de donner au Béloutchistan; toutefois, il nous paraît probable qu'une partie au moins de ces provinces rentrera sous l'autorité de Shâh-Shoudja.

Dans l'esquisse historique que nous avons tracée des évènemens qui ont amené l'expédition d'Afghanistan, nous nous sommes arrêté plus particulièrement sur les circonstances qui témoignaient de l'importance politique d'une des provinces, anciennes dépendances du royaume de Kaboul, la principauté d'Hérat : nous n'en reparlerons ici que pour rappeler à nos lecteurs qu'aux termes de la déclaration de lord Auckland, Hérat doit demeurer indépendante à l'avenir, sous la garantie de l'Angleterre. Les correspondances de l'Inde avaient fait supposer que les vues de l'Angleterre à cet égard auraient pu se trouver contrariées par l'étrange résolution qu'aurait prise Shâh-Kamrân de se placer tout à coup sous la protection suzeraine de la Perse, qu'il avait repoussée naguère par de si sanglans efforts; mais le ministère anglais, interpellé tout dernièrement à ce sujet, a déclaré qu'il n'avait été reçu aucun avis officiel qui pût donner lieu de penser que l'exécution des mesures politiques adoptées par le gouvernement dans cette partie de l'Orient éprouvât des obstacles sérieux.

Balk et Bokhara étaient aussi autrefois des dépendances de la monarchie douranie. De l'attitude que prendront les chefs de ces contrées dans lesquelles Dost-Mohammet-Khan a été chercher un asile, et de la nature des relations qui s'établiront entre ces chefs et le shâh d'Hérat, dépend en grande partie l'affermissement de Shâh-Shoudja sur le trône de Kaboul. Nous examinerons plus tard quelles sont, sous ce point de vue, les probabilités de l'avenir; nous ajouterons seulement que les derniers avis reçus par la voie de Saint-Pétersbourg, doivent faire regarder comme très probable l'entrée du corps d'armée russe commandé par le général Perowski, à Khiva, dans les derniers jours de janvier, et que cette circonstance aura, selon toute apparence, donné lieu à des intrigues dont Hérat et Bokhara seront les principaux foyers. Sir William Macnaghten et Shâh-Shoudja devront déjouer ces intrigues avant de pouvoir accomplir la rude tâche que leur impose la réorganisation politique de l'Afghanistan.

Sept ou huit fleuves serpentent sur le plateau de l'Afghanistan de l'est à l'ouest : aucun de ces fleuves n'arrive à la mer; leurs eaux sont détournées et épuisées par de nombreux canaux pour les besoins de l'irrigation. Le plus considérable de ces fleuves est l'Hirmend

ou Helmund (l'*Etymander* des anciens), qui prend sa source dans le Paropamise et se jette dans le lac de Zarah après un cours d'environ 400 milles; il est navigable, ainsi que plusieurs des autres cours d'eau du plateau, mais seulement dans certaines limites.

Le bassin de l'Helmund est le lien qui unit l'Irân, le Tourân et l'Hindoustân. Les caravanes trouvent dans cette région seule un point d'appui solide, pour ainsi dire, et des communications assurées, des routes et les provisions nécessaires aux voyageurs. Cette circonstance a exercé une influence décisive sur les relations historiques et ethnographiques de l'Afghanistan. C'est à travers ce pays qu'en 1738 le shah Nader, comme jadis Alexandre-le-Grand, marcha à la conquête de l'Inde. Bien avant cette époque, c'est-à-dire en l'an 1000 après J.-C., le sultan Mahmoud s'appuya sur Ghazna dans sa marche à la fois politique et religieuse. Timour, le conquérant de l'Asie supérieure, fut obligé de se rendre maître de Kaboul (1398) pour pouvoir pénétrer jusqu'au Gange. Le sultan Baber, fondateur de l'empire moghol (1520), se montrait partout comme le souverain de Kaboul.

Les Afghans constituent ici depuis des siècles un état intermédiaire entre l'Inde et la Perse. Occupant le pays des passages, ils furent long-temps redoutables aux rois d'Ispahan et de Delhi. Leurs migrations se répandaient dans tous les pays voisins. Plus tard, quand l'Afghanistan devint royaume indépendant, il s'étendait depuis la mer jusqu'à Kashmir et Balkh, et depuis l'Indus jusqu'au Kerman. Un mouvement immense et continu de différens produits, marchanchandises, peuples, tribus, et au milieu des circonstances les plus variées, donna à ce pays et au peuple qui l'habite un caractère tout particulier. L'agglomération des étrangers et la division des indigènes en *oulousses* (tribus) et en *khails* eurent ici pour résultat l'étrange spectacle d'un chaos de peuples se mouvant, s'en allant, se colonisant, contrastant par leur mobilité, de la manière la plus frappante, avec les peuples de l'Hindoustan.

Les bords de l'Indus, depuis un temps immémorial, sont unis à la ville de Kaboul par six voies de communication, dont une seule, celle qui passe par les monts *Khayber*, fut rendue praticable pour tous les moyens de transport sous le règne de l'empereur Akbar. Sept passages conduisent de Kaboul à Tourân; mais à l'ouest il n'y a qu'une route par Ghazna, Kandahar et Hérat en Perse; c'est la *route royale*, remplie aujourd'hui encore de caravanes, et concentrant tout le commerce, malgré le redoutable voisinage des Béloutchis, qui la bordent de deux côtés.

Nous avons déjà fait observer, au début de ce travail, que *Kaboul* et *Kandahar* sont, en effet, appelées les portes de l'Inde. Chaque jour encore le Turc, l'Arabe, le Moghol, le Persan, l'Indien, l'Ouzbeg, etc., viennent frapper à ces portes, près desquelles, depuis hier seulement, l'Angleterre fait sentinelle, et que sa main puissante ouvrira seule désormais au commerce de l'Asie. C'est sur cette langue de terre, c'est dans ce pays de montagnes et de pâturages, pays rempli de chevaux et de chameaux, qu'en 1747, *Ahmed-Sháh* fonda l'empire que les Anglais relèvent en ce moment à leur profit. Mais bien avant cette époque, *Kandahar* formait à lui seul un point central très important (1).

Le peu de villes principales de l'immense plateau de l'Afghanistan, villes où se concentrent la civilisation, la politique et le commerce du monde asiatique, se trouvent situées non sur la même ligne comme le dit Ritter, mais sur un grand segment de cercle, et à peu de distance l'une de l'autre. Ce sont *Kaboul*, *Ghazna*, *Kandahar*, *Hérat*, toutes bordant la route royale, qui a quatre-vingt-cinq m. géo. (418 m. ang.) de long. Zeman-Shâh quand il régnait à Kaboul, mit onze jours à faire ce chemin. Le voyage ordinaire de caravane dure de trente à quarante jours. On trouve le long de cette route beaucoup de stations commodes, mais peu d'habitations. Chacune des villes que nous venons de nommer a son territoire bien cultivé. Elles doivent en grande partie leur importance aux souverains qui ont successivement régné sur ce plateau. La plus glorieuse de ces dynasties, la dynastie des Ghaznavides (976 à 1184) fut fondée par Mahmoud, qui, en mourant, laissa pour limites à son empire les frontières extrêmes de la Géorgie et de Bagdad, l'Océan indien, l'Hindoustan de Goudjrât au Gange, Kaschgar et Bokhara. Les Afghans formaient la meilleure partie de son armée, et ce furent encore les Afghans de Ghour et du Paropamise, qui secouèrent les premiers le joug de cette dynastie, et en chassèrent de chez eux les derniers rejetons. Le nouveau royaume des Afghans se releva avec la famille des *Douranies* (1747). Du temps de l'ambassade d'Elphinstone (1809), ce royaume comprenait dix-huit provinces. C'est vers 1774 que la résidence royale, qui avait été à Kandahar, fut transportée à Kaboul,

(1) Le nom de cette ville peut se déduire de *kend* ou *kand* (fort), et *dehar* ou *dahar* (crevasses de rochers); en effet, *Kandahar* (fort de rocs) est bâti au milieu des rochers. D'autres cherchent à rattacher l'étymologie de ce mot au temps d'Alexandre, et pensent que *Kandahar* n'est que l'ancienne *Skanderia* (Alexandria), ville bâtie par Alexandre.

et c'est une faute que les politiques du pays reprochent à Timour-Shâh. Nous avons vu que Shâh-Shoudja a eu soin de prendre possession solennelle de sa couronne à Kandahar. Cependant il paraîtrait porté à fixer sa résidence habituelle à Kaboul. Peut-être changera-t-il de résidence selon les saisons. D'après les derniers avis, il se préparait à se rendre avec le ministre anglais et toute sa cour à Djellalabad, sur la route de Peshaver, autrefois sa capitale favorite, mais maintenant au pouvoir des Sikhs. Shâh-Shoudja regrettera plus d'une fois Peshaver et le Cachemir; il ne faudrait même pas s'étonner que ces regrets prissent plus tard un caractère politique. *Kaboul* et *Peshaver* sont pour le Tourân et l'Inde ce que *Hérat* et *Kandahar* continuent à être pour tout l'ouest et le sud, c'est-à-dire de grands entrepôts de commerce. Les relations auxquelles ce commerce donne lieu s'étendent de ces quatre villes à travers toute l'Asie. Cependant elles ont beaucoup souffert des troubles politiques de la Perse et de l'Hindoustan. Anciennement, du temps du shah *Abbas-le-Grand* (pendant le séjour de Chardin à Ispahan, 1674), on a vu sur la route royale des caravanes de deux mille hommes, portant pour une valeur de plus de treize millions et demi de livres.

Le recensement ou plutôt l'énumération que fit le sultan Baber des peuples habitant l'Afghanistan, ne saurait plus être admis maintenant. Plusieurs races *kafers* ont disparu ou se sont confondues avec les races mogholes et afghanes. D'autres, et surtout les tribus afghanes, se sont dispersées et établies par groupes dans les différens recoins des montagnes; d'autres encore, comme les Arméniens et les Hindous, ont émigré et ont donné naissance à des colonies considérables telles que *Guèbres*, *Patanes*, *Rohillas*. Ce peu de mots doit faire comprendre combien il serait difficile de donner une notice historique exacte sur chacun de ces peuples. Cependant nous pouvons, avec beaucoup de probabilité, les ranger tous dans deux grandes catégories, savoir, celle *des peuplades autochtones*, et celle des *peuplades immigrées*.

Sous le nom de *Thât*, *Tadjik*, *Tadschik*, *Tadschek*, il faut comprendre toute cette réunion de peuplades agricoles qui occupe le pays supérieur de l'Irân, n'appartenant à aucune des races nouvellement dominantes, et n'ayant d'autre unité que celle de la même dégradation et du même avilissement. L'origine du mot *Tadjik* (1) est per-

(1) *Malcolm hist. of Persia*, tom. II, pag. 606.

sane; les Tartares donnent ce nom à la Perse entière, et dans la langue moghole il signifie le *paysan*. Quand a-t-il été imposé à cette partie de la population de l'Afghanistan? c'est ce qui n'est pas facile à préciser. Ritter a prouvé, en s'appuyant sur les annales chinoises, que, par ce mot de *Tadjik*, on désigne dans toute l'Asie centrale *un homme parlant le persan*. Du temps de Timour, on appelait ainsi tous les habitans de l'Irân qui n'étaient ni Arabes ni Moghols. Ce nom était déjà alors un signe de mépris et correspondait au *fellah* des Turcs dans l'Égypte. Malcolm les regarde avec vraisemblance comme un restant de l'ancienne population autochtone, qui survécut à toutes les guerres, révolutions et secousses désastreuses de l'Irân. Les *Tadjiks* s'étendent par toute la Perse, tout le Béloutchistan, tout l'Afghanistan, jusqu'à la Boukharie. Ils parlent dans tous ces pays un des dialectes du vieux persan, mélangé de néo-persan, de poushtou et de tourkoman, et forment une classe de serviteurs, des *glebæ adscripti*, des colons vivant sous la domination tyrannique de leurs maîtres.

En jetant un coup d'œil sur toute l'Asie supérieure de l'ouest, depuis les monts Hindou-Koush jusqu'au Taurus, on aperçoit un contraste très constant et très prononcé entre les peuples nomades et les peuples agricoles. Les rapports de l'une de ces deux classes à l'autre ressemblent à ceux qui existent ordinairement entre les seigneurs et les serfs, entre la noblesse et le peuple. L'origine de cette division remonte, si l'on peut croire les témoignages de quelques officiers d'Alexandre-le-Grand, jusqu'au temps de l'expédition de ce conquérant en Asie. Les Afghans et les Tadjiks sont l'expression la plus frappante qui existe encore de cette division.

Les Tadjiks se trouvent aussi dans le Turkestan chinois; ils y sont établis comme dans le Turkestan tartare, dans le pays d'Usbeks et dans toute la Perse. Leur sort diffère cependant dans chacun de ces pays. Dans le *plateau d'Irân*, où ils furent conquis par les khalifes avec le premier débordement de l'islamisme, ils restèrent *serfs* tant que dura la domination arabe; mais dès que celle-ci s'écroula, ils se mêlèrent avec leurs dominateurs, et en prirent, jusqu'à un certain point, les mœurs, la langue et la civilisation. Tel fut le sort de la population primitive de la Boukharie. L'Afghanistan, au contraire, conserva son indépendance plus long-temps. Il résista aux Arabes pendant près de trois siècles, et ne fut influencé par le contact de cette race qu'en passant sous la domination de la Perse. C'est alors que naquit dans ce pays, du mélange de la population arabe et persane avec la

population indigène, la classe des Tadjiks, classe des travailleurs aux yeux de toutes les hordes nomades qui traversèrent ce pays, mais classe profondément différente de celle des anciens cultivateurs de l'Afghanistan, qui, à l'approche de l'ennemi, se sont retirés dans les montagnes, emportant avec eux leur vieille liberté.

La noblesse de l'Afghanistan n'est pas prétentieuse; elle admet dans son sein les hommes les plus incultes, pourvu qu'ils soient d'origine libre. Aussi cette classe y devint facilement très nombreuse, par l'incorporation de différentes hordes nomades tout entières. Mais à mesure qu'elle croissait, la classe des Tadjiks devenait de plus en plus asservie. La majeure partie des hommes de cette classe se recommande par des mœurs douces, paisibles et industrieuses. Ils sont généralement plus policés, plus entreprenans et plus intelligens que leurs maîtres, pour lesquels ils sont obligés de travailler, et auxquels ils livrent souvent la moitié de leurs revenus. Dans les villes, ils sont attachés à différentes branches d'industrie manuelle, et se louent tant par an. Leur religion est celle des *Sounnis* ou *Sunnites*. Dans le *Sistan* (Sedjestan) et le Béloutchistan, ils forment la majeure partie de la population. Ailleurs, ils sont semés çà et là par groupes et présentent ainsi le triste spectacle d'un peuple dispersé par tous les vents des révolutions.

Parmi les races d'origine étrangère qui ont colonisé l'Afghanistan, et dont la plus ancienne, celle des Tadjiks, n'est encore qu'un jeune peuple métis, il faut distinguer les Kazzelbashis (appelés *Qizalbash* par Mohun-Lall; *Kuzzilbaushes* par Elphinstone), tribu tourkomane, qui du temps de la domination des dynasties tourkomanes parvint en Perse à un haut degré de puissance, et qui, à la suite de Nader-Shâh et d'Ahmed-Shâh, s'est établie, au nombre de plusieurs milliers de familles, principalement à Kaboul et dans les autres grandes villes de l'Afghanistan. Les Kazzelbash, race intelligente et vaniteuse, à la fois insolente et servile, passionnée pour la gloire et les plaisirs, aimables compagnons, mais dangereux amis, sont à Kaboul en possession de presque tous les postes de confiance dans les grandes familles et même à la cour, et exercent par leur nombre, leur union, les qualités redoutables de leur esprit et leur audace, une assez grande influence sur le gouvernement et le peuple dont ils sont cependant haïs à cause de la différence des religions, les Kazzelbash étant de zélés Shiahs, tandis que la masse des populations appartient à la secte des Sounnis. Les Kazzelbash ont vu, avec une extrême jalousie, que les Anglais eussent pris une part si active

et si glorieuse au rétablissement de l'autorité de Shâh-Shoudja. Depuis l'arrivée de l'armée anglaise à Kaboul, ils n'ont cessé de témoigner, par l'insolence provoquante de leur langage et de leur conduite, de la haine que leur inspiraient ces étrangers et du mépris qu'ils affectent pour les troupes indiennes, ces cypahis dont la froide bravoure, la persévérance intrépide et la discipline forment cependant un contraste si frappant avec la folle jactance, les habitudes corrompues et l'insubordination orgueilleuse de ces fils dégénérés des compagnons d'armes de Nader Shâh. A entendre les Kazzelbash, l'armée anglo-indienne n'a dû son salut qu'à leur modération. « Si ce n'était pour ces hommes blancs, disent-ils, nous aurions bon marché de ce ramas d'Hindoustanis. » Une affaire un peu sérieuse aux portes de Kaboul aurait rabaissé la morgue de ces « bonnets rouges (1), » et leur aurait appris que le cypahi leur est aussi supérieur en vrai courage et en mérite militaire qu'en conduite et en valeur morale. Les Kazzelbash sont de beaux hommes, bien montés, bien armés, prompts à s'offenser comme à offenser les étrangers, surtout les Européens qu'ils ont en aversion : avec de semblables dispositions, il paraît bien difficile que le séjour des troupes anglaises à Kaboul puisse se prolonger beaucoup sans amener quelque collision sanglante entre eux et les Kazzelbash.

Outre ces étrangers, il y a encore dans les plaines du haut pays afghan plusieurs débris des innombrables hordes de conquérans qui les ont traversées. Dans cette catégorie, les Hazarehs tiennent, par leur nombre, la première place; viennent ensuite les descendans des Moghols, des Tartares, des Kalmouks, des Kourds, des Lesguis et d'autres peuples du Caucase. On rencontre aussi plusieurs Abyssiniens; le roi de Kaboul en avait autrefois plusieurs à son service comme gardes du corps. Quelques hommes sortis de cette caste ont joué dans l'Irân un rôle remarquable. Le nombre des Juifs établis dans l'Afghanistan n'est pas considérable; la plupart d'entre eux se tiennent dans le Kaboul et s'occupent du commerce de la Haute-Asie jusqu'à la Chine.

Ainsi une multitude de peuplades d'origines différentes vivent maintenant côte à côte dans l'Afghanistan, et y ont conservé jusqu'à un certain point leurs habitudes et leurs mœurs; mais rarement admises dans le sein des populations indigènes de manière à s'y fondre, et ne pouvant pas conserver leur individualité comme peu-

(1) C'est la signification des mots *kazzel-bash*.

ple, elles ont en général passé comme serfs sous le joug des plus forts.

Il n'y a qu'un siècle et demi que les Afghans sont désignés dans l'histoire sous ce nom d'*Afghans* comme peuple dominateur. Il est fait mention d'eux par Tavernier et par Chardin sous les noms d'*Aghuans*, d'*Aguaes* et *Augans*, et Tavernier les désigne de la manière la plus significative par ces mots : « peuples appelés *Augans*, qui habitent depuis Candahar jusqu'à Kaboul, vers les montagnes de Balch, et qui sont gens forts et voleurs de nuit. » Elphinstone, qui les a étudiés dans le pays, en parle comme d'un peuple auquel la nature a donné un caractère très marqué au physique comme au moral. Il nous représente les Afghans comme des hommes forts, osseux, bien faits, ayant les yeux vifs, le visage long, le nez aquilin et une chevelure noire ou brune, rarement rousse : leurs manières sont simples et prévenantes; leur caractère franc, valeureux, sans dureté bien que sans culture; ils portent des barbes longues, ce qui leur donne un air grave, bien que naturellement ils soient vifs, agiles, adroits, presque coquets dans leurs mouvemens et enfans dans leurs jeux (1); leur parole est facile et coulante, leur mémoire active et fidèle (surtout en ce qui concerne la généalogie et l'histoire de leurs tribus) : leur ignorance est moins grande que ne l'est leur modestie et leur désir de s'instruire. Ils sont regardés comme des barbares par les Persans, mais c'est parce qu'ils sont plus véridiques que ces derniers et qu'ils ont des inclinations moins vicieuses.

On remarque d'assez grandes différences entre les Afghans orientaux et les Afghans occidentaux : les premiers sont bruns comme les Hindous, les seconds plus olivâtres; chez les uns et chez les autres, on rencontre des figures noires comme celles des habitans du Dekkan, au milieu de visages au teint clair et animé comme ceux des peuples du Caucase; mais cette complexion européenne se montre bien plus souvent chez les Afghans orientaux. Les Afghans occidentaux sont plus grossièrement organisés que ceux du côté de Kaboul; ils sont plus lourds, plus mous que ces derniers. Les uns tenant à la Perse, les autres à l'Inde, ils forment par leur ensemble une sorte de peuple hindo-persan. Bien qu'également indépendans à l'égard de l'un et de l'autre pays, ils préfèrent les vêtemens, le langage et les habitudes persanes, à tout ce qui pourrait leur venir de l'Inde. Ce-

(1) Il n'est pas rare, dit Elphinstone, de voir des hommes d'un âge mûr jouer aux billes, ou à une sorte de lutte à cloche-pieds.

pendant c'est un peuple différant essentiellement des Hindous, des Persans et des Tartares, et qui, converti l'un des premiers à l'islamisme, a su néanmoins résister courageusement à tous les conquérans de l'Irân. Mohammed, Tchingiskhan, Timour, Abbâs, Nader-Schâh, ont tous trouvé les Afghans indomptables ou prêts à se révolter.

La race afghane forme trois groupes principaux : les Béloutchis, les Ghildjies et les Douranies; ces trois groupes se distinguent par la bravoure militaire et les habitudes de pillage. Celui des Douranies a des dispositions très démocratiques, et cependant les hommes faisant partie de ce groupe sont presque tous établis dans les villes, tandis que ceux des deux autres mènent la vie de pasteurs. L'organisation des tribus de ce singulier peuple est pour ainsi dire toute généalogique et peut se résumer dans la formule qui suit : Chaque famille est sous le gouvernement absolu de son chef.

Dix ou douze familles sont présidées par un ancien, *spin-zhéra* (mot à mot, barbe blanche), ancêtre commun de ces familles ou son représentant.

Dix ou douze *spin-zhéras* reconnaissent l'autorité d'un *canndidár*, représentant l'aîné de toutes ces familles.

Un certain nombre de ceux-ci composent une subdivision à laquelle préside un *mallik* ou *moushir*, qui à son tour doit représenter l'ancêtre commun.

Plusieurs subdivisions forment une division régie d'après le même principe *ancestorial*.

Enfin plusieurs divisions composent le *khail*, et plusieurs *khails* forment les grandes familles ou tribus, telles que les Barakzaïs, les Saddozaïs, Ismaëlzaïs, etc. (1).

Chaque groupe de khails ou chaque khail indépendant, ou même chaque division qui a pour chef un khan, est désigné par le mot *oulouss*.

Ce qui distingue particulièrement les Afghans, c'est l'amour extrême de la liberté et de l'indépendance. Ce sentiment a donné à leur caractère un fonds immense d'originalité. Leur système militaire, leur cavalerie, leur législation et leur gouvernement, tout est frappé, dit Elphinstone, d'un sceau qui leur est particulier. Ils obéis-

(1) Le *zaïs*, qui termine si fréquemment les noms de tribus en Afghanistan, a la signification de *fils*, comme le *vitch* à la fin des noms russes et le *mac* au commencement des noms écossais. Les termes *mallik* et *moushir*, d'origine arabe, désignent, le premier un roi ou chef suprême, le second un conseiller.

sent aveuglément à leur chef, mais c'est que, dans ces chefs, ils voient la personnification de la force et de l'éclat de leurs tribus; c'est que, dans leur grandeur et leur influence, chaque Afghan voit la splendeur de sa propre famille. Ils les accompagnent à la guerre avec la soumission aveugle et le tendre dévouement d'un enfant pour son père. En général ce gouvernement est aussi étranger à l'égoïsme qu'il se complaît dans une discipline militaire dure et inexorable. Les Afghans parlent avec enthousiasme de la liberté de leurs institutions : ils sont toujours prêts à maintenir que *tous les Afghans sont égaux*, ce qui, bien que l'histoire du passé et celle du présent donnent un démenti formel à cette prétention, montre au moins leurs dispositions naturelles et la tendance constante de leurs idées. Elphinstone s'efforçait un jour de convaincre un vieillard d'une de leurs tribus, homme très intelligent, de la supériorité et des avantages de la vie civilisée dans nos grandes monarchies, comparée aux tumultes, aux alarmes et aux discordes sanglantes, résultat inévitable de leur système de gouvernement. Le vieillard, répondant avec une chaleureuse indignation à ces argumens, conclut en ces mots : « Nous aimons la discorde, nous aimons les alarmes, nous aimons le sang; mais nous n'aimerons jamais un maître! » Avec de pareils sentimens, le gouvernement monarchique est en effet difficile, et il est aisé de prévoir que pendant un long temps encore la présence d'une armée anglaise pourra seule contenir l'esprit turbulent et inquiet et les vagues désirs d'indépendance de ces populations, qui n'ont jamais montré d'unité nationale que pour envahir eux-mêmes ou repousser l'invasion.

Les Afghans, tout en aimant la guerre, la rapine et le pillage, prétendent qu'il n'y a de force que dans la justice; mais ils sont justes à leur manière : l'hospitalité est encore une de leurs vertus, seulement cette hospitalité ne dépasse pas les limites du village ou du territoire; au-delà de ces limites, le droit de pillage reparaît dans toute sa force, et ne respecte personne; les amis comme les ennemis subissent la loi commune. Telles sont principalement les mœurs des habitans des monts Soliman et du Béloutchistan.

Les Afghans primitifs résidaient, selon toute apparence, dans le Paropamise, entre l'Inde, la Perse et la Bactriane. Les données que nous fournit l'histoire, et qui remontent au temps d'Alexandre, prouvent que, déjà à cette époque, il y avait une différence profonde entre les habitans de l'Afghanistan actuel et les populations de l'Hindoustan. Les premiers sont actifs, agiles, entreprenans et énergi-

ques; les seconds, doux, indolens, plongés dans une extase et une contemplation habituelle. Cette différence de caractère et de mœurs frappa les Anglais. Ils aimaient à retrouver dans l'habitant de l'Afghanistan un homme de la trempe européenne. C'est de ce point de vue que les Afghans furent étudiés et représentés par Elphinstone. D'autres écrivains sont allés plus loin, cherchant à donner un tableau exact de l'état actuel de ce peuple remarquable, en même temps qu'à pénétrer jusqu'à son origine, pour en faire ressortir tous les points d'affinité avec la race germanique, la race irannienne, et celle des peuples occupant l'Asie centrale. Parmi ces écrivains, nous citerons surtout Fr. Wilken, dont la dissertation, portant ce titre : *De l'Origine et du Gouvernement des Afghans*, a trouvé un excellent accueil au sein de l'Académie des sciences de Berlin, où elle avait été lue en séance publique.

Le point de départ de Wilken est diamétralement opposé à celui de ses prédécesseurs. A commencer par les écrivains persans et arabes, tels que *Neamet-Oulla*, *Ebn-Batuta*, tous les autres, et particulièrement *Ferishta*, J. Potocki, A. Burnes, etc., etc., mêlant plus ou moins de fables à leurs récits, se plurent à déduire l'origine des Afghans de la race juive habitant primitivement les monts Caucase. Wilken protesta contre cette hypothèse ou cette assertion, au nom de données historiques et ethnographiques aussi curieuses qu'incontestables, que nous résumerons ici.

De tous les peuples conquis par les musulmans, les Afghans ont été les plus fidèles gardiens de leur nationalité. Leur organisation sociale a résisté à toutes les tentatives faites par leurs rois pour y établir un gouvernement despotique. Elle ressemble sous plus d'un rapport à celle des anciens Persans et à celle des anciens Germains.

Les Afghans se divisent, comme autrefois les Persans, en deux grandes classes : 1° *colons établis*, 2° *pasteurs*. Ces derniers changent de place périodiquement, à de certaines saisons de l'année. D'après leurs mœurs, ils se divisent encore en Afghans orientaux et en Afghans occidentaux. Les tribus les plus renommées et exerçant une espèce d'autorité sur les autres tribus sont celles des Ghildjies (Gildschi) et celle des Douranies. Ces divisions n'en font pas des peuples aussi différens les uns des autres que l'avaient été jadis dans la race germanique les Francs et les Saxons. Les Afghans déduisent leur origine de *Kais-Abdulraschid* et de ses quatre fils. Ce Kais fut, suivant la légende, le premier de son peuple qui, du temps de Chaled,

accepta l'islamisme. Ce mythe n'a probablement d'autre but que d'indiquer l'origine de la noblesse afghane.

Le roi des Afghans est le chef de l'état; il a un pouvoir suprême dans toutes les affaires concernant le peuple entier, mais il n'administre que le domaine de sa propre tribu, et ne se mêle des choses touchant les autres tribus que lorsqu'elles le lui demandent elles-mêmes. Cependant elles sont toutes obligées à lui fournir des troupes et à payer un impôt. Nous avons vu quelle est l'organisation intérieure de la tribu; la moins importante compte rarement plus de dix familles.

De même que les tribus se forment des familles, de même le peuple n'est qu'un assemblage de tribus. Les liens qui unissent entre elles toutes ces parties sont les mêmes que ceux qui unissaient jadis les *demen* et les *phylen* des Grecs, ou les *pagi* et les *vici* des Germains, et dont les traces se sont conservées jusqu'à présent parmi quelques peuplades des Slaves méridionaux.

L'union du droit de *succession aux dignités vacantes*, au droit d'élection des chefs de famille, repose sur les mêmes bases que chez les anciens Francs. Dès qu'un *khan* ou un *supérieur* quelconque meurt, l'élection a lieu. Ordinairement c'est le puîné de la famille qui est choisi. Cependant c'est une règle qui n'est pas obligatoire. Le roi n'a que le droit d'approbation. Quelques tribus lui accordent celui de nomination, dont il n'est libre de se servir qu'en faveur des membres de la famille possédant telle ou telle dignité par droit d'hérédité. Ce système de succession politique expose les Afghans, comme c'était jadis chez les Germains, à des guerres intestines. Ils prennent, suivant l'usage adopté par ces derniers, leurs *reges ex nobilitate* et leurs *duces ex virtute*. Leur *khan* est, comme autrefois le roi des Germains, le chef de la tribu pendant la paix. Il résigne son pouvoir pendant la guerre entre les mains d'un commandant général ou dictateur. Après la guerre, les khans redeviennent ce qu'ils avaient été avant. L'administration intérieure de chaque tribu afghane se trouve encore tracée par Tacite : *De minoribus rebus principes consultant, de majoribus omnes* (1). Les khans, les malliks et les moushirs ne peuvent donc rien décider dans les circonstances graves sans prendre l'avis préalable des chefs de familles et de la masse de leurs subordonnés. Les assemblées des chefs de famille, ou les *djirgas*, sont convoquées par un *spihn zerah* (barbe blanche), et ne contiennent que les chefs de famille. Les djirgas (assemblées) d'*ou-*

(1) Tacite, *Germ.* II.

lousses, se composent de tous les spihn zerahs. Les djirgas des malliks n'admettent que leurs subordonnés, les moushirs, et les djirgas des khans ne sont composées que de malliks. Dans toute affaire concernant la tribu entière, et devant être réglée par la décision de tous les chefs de famille, on prend les voix de la manière suivante : les spihn zerahs interrogent les chefs de familles qui leur sont subordonnés. Ils se rendent ensuite à l'assemblée des moushirs. Les moushirs forment le conseil privé des malliks, qui sont le dernier et le seul organe par lequel le khan apprenne la volonté de sa tribu. Les affaires courantes ne passent pas à travers cette filiation des assemblées populaires, et sont décidées ou réglées par le khan lui-même ou par ses subordonnés. En examinant cette organisation de près, il est impossible de ne pas se croire transporté au milieu de ces anciennes tribus germaines réglant toutes leurs affaires par leurs villages (*gauen*), leurs bourgs (*marken*) et leurs centines (*zehenten*). Les chefs des *gauen* furent également élus par le peuple et parmi les chefs de familles. Les *centeni singulis ex plebe comites*, qui formaient le conseil du prince, correspondent bien aux djirgas du khan.

Les *djirgas* exercent aussi un pouvoir judiciaire, et leur intervention, en général conciliatrice, substitue par degrés, aux habitudes sanglantes de vengeance, l'idée d'une proportion équitable et régulière entre la peine et le délit. Les Afghans seuls jouissent de tous les droits consacrés par les djirgas; ils sont, à peu d'exceptions près, les seuls propriétaires et *citoyens* dans le pays. Les peuples qui leur sont soumis n'ont, au contraire, aucun droit de propriété sur les terres qu'ils habitent. Le pays entier est divisé entre les différentes tribus, de manière que chacune d'elles possède un district à elle seule.

Parmi quelques tribus des Afghans orientaux, l'occupation territoriale suit, comme chez les anciens Germains, un tour de rôle; c'est le sort qui en décide. Le tirage des lots se fait à des époques périodiques et de manière à ce que les terres les plus fertiles puissent changer de mains. Cette opération s'appelle *waish*. Dans la tribu des Youssouf-Zaïs, elle a lieu tous les dix ans.

Les Afghans ne cultivent pas toutes les terres qui leur échoient en partage, ni ne les font cultiver par leurs colons, mais ils en abandonnent une grande partie aux peuples *vaincus*. Ces derniers sont partagés en plusieurs catégories pareilles à celles qui existaient parmi les esclaves des anciens Germains.

Les relations des Afghans avec les habitans reçus par octroi ne sont pas moins dignes d'attention. A cette classe appartiennent non-

seulement les colons, mais aussi les fermiers et les *Buzgurs*, connus sous le nom générique de *Humsayehs* (voisins). Ils n'ont ni le droit de propriété ni celui d'assister aux djirgas. Cependant ils peuvent s'y faire représenter par des personnes de leur choix. Chaque Humsayeh est tenu de se choisir un *patron* parmi les Afghans. Le nombre de ces patrons, qui rappelle l'usage adopté à cet égard par les Romains, est, dans certaines tribus, très considérable. Le sort des Humsayehs est généralement assez heureux. Leurs patrons sont obligés de les défendre et de les protéger de tout leur pouvoir et dans toutes les circonstances possibles. La plupart d'entre eux sont Tadjiks ou étrangers. Cependant on y voit aussi des Afghans venant d'une tribu dans une autre tribu. Les Humsayehs d'origine afghane sont plus estimés que les autres.

Telle est l'organisation intérieure des Afghans : toutes les tribus de ce peuple jouissent de droits égaux et sont soumises à des obligations égales. La tribu des Douranies est la seule qui fasse exception à cette règle, comme étant attachée par des liens de consanguinité à la maison royale.

Les Douranies sont exempts des impôts fonciers. Les rois des Afghans font partie de l'*Oulouss Populzaï*, et particulièrement de la famille *Saddozaï*. Cette famille a des priviléges considérables : aucun de ses membres ne peut être condamné et puni qu'en vertu d'un décret prononcé dans le sein de la famille. Le khan de l'*Oulouss* des *Douranies* lui-même n'a aucun pouvoir sur aucun individu appartenant à la famille Saddozaï. Leurs personnes sont sacrées et placées, du consentement de la nation, à l'abri de toute attaque particulière, fût-elle la plus juste au fond.

Wilken a montré qu'il existait de très grandes analogies entre cette organisation à la fois *démocratique* et *monarchique* (avec des priviléges en faveur d'une tribu particulière), et l'organisation politique de la Perse ancienne, au temps de Cyrus. Il a donné, par ses savantes recherches, un très grand degré de probabilité à l'hypothèse de Klaproth sur l'origine de la langue *poushtou*, lien commun de toutes ces peuplades. La constitution primitive des Afghans, constitution marquée énergiquement au coin de l'individualité persane, vient à l'appui de cette hypothèse d'une manière aussi tranchante que la langue même. Selon Klaproth, Wilken et Ritter, le poushtou serait d'origine perso-mède. Des recherches toutes récentes sembleraient indiquer des analogies entre le poushtou et le sanskrit (1);

(1) Voyez *Asiatic journal*, décembre 1839, p. 255.

mais c'est un point qui a grand besoin d'être éclairci. Quoi qu'il en soit, la langue des Afghans paraît n'être rien moins qu'harmonieuse. La tradition s'est même égayée à ce sujet. Selon elle, un certain roi ayant envoyé son visir pour étudier les différentes langues de la terre et lui en rapporter des vocabulaires, le visir, à son retour, essaya de donner à son maître une idée de chaque langue par des citations. Quand il en vint à l'*afghani*, il s'arrêta, et, prenant un vase en étain dans lequel il avait mis un gros caillou, il commença à secouer le vase. Le roi surpris lui demanda ce que signifiait ce charivari; le visir déclara que, n'ayant pu réussir à apprendre la langue des Afghans, il n'avait vu que ce moyen d'en donner une idée à sa majesté. Cependant cette langue, selon Elphinstone, ne manque ni d'expression ni surtout d'énergie, et elle se prête aux sentimens les plus passionnés; elle a sa poésie, et les poètes poushtous sont assez nombreux, surtout depuis deux siècles.

Ahmed-Shâh a composé un recueil d'odes en poushtou, son fils Timour en a publié un en persan. Le shâh actuel, Shâh-Shoudja, est lui-même très versé dans la littérature arabe, persane et poushtou. Dans un pays où la poésie est en honneur, l'amour se révèle tôt ou tard à l'homme en dépit des institutions qui assignent à la femme le rôle d'esclave et la condamnent à ne pas franchir les limites de la vie intérieure. L'amour est un sentiment qu'éprouvent fréquemment ces populations nomades ou guerrières de l'Afghanistan, et qui chez elles paraît même présenter des caractères tout-à-fait analogues à ceux qui distinguent le véritable amour d'après nos idées européennes. La condition des femmes, malgré les restrictions qu'imposent les habitudes musulmanes, est au total heureuse dans ces contrées, et l'influence du beau sexe se manifeste souvent dans les évènemens qui changent la destinée des familles, et même celle de l'état. L'appel d'une femme à la protection d'un Afghan n'est jamais fait en vain, et la forme même de cet appel a quelque chose de simple, de noble et de touchant, comme la confiance dont elle est le signe. Ainsi, à la mort de Timour-Shâh, la reine favorite, mère de Shâh-Zeman, envoya son voile à Sarfraz-Khan, chef de la tribu des Barekzaïs, et se plaçant ainsi avec son fils sous la protection de ce puissant serdar, le mit dans l'obligation d'appuyer les prétentions de Shâh-Zeman au trône.

Tel est le tableau général et fort incomplet de l'Afghanistan sous le point de vue physique et ethnographique. Elphinstone évaluait sa population totale à plus de quatorze millions. Ce qui reste de l'ancien empire douranie, sous la domination de Shâh-Shoudja, compte

probablement encore de huit à dix millions. Cette population est trop mélangée et trop remuante pour qu'il soit possible de lui imprimer promptement la direction salutaire qui doit la conduire à un avenir heureux. Cependant il y a au fond de l'esprit afghan, et dans la constitution des peuples qui habitent à l'ouest de l'Indus, des tendances européennes que l'influence de la civilisation anglaise parviendra à développer tôt ou tard. Cette disposition ou cette aptitude à se convertir, pour ainsi dire, à notre civilisation, tient à des considérations générales que nous avons déjà indiquées, et sur lesquelles nous croyons utile de revenir en peu de mots avant de terminer.

Kaboul étant le point culminant parmi tous les points de cette double ligne de séparation que la nature physique et la nature morale ont tracée entre les deux mondes asiatiques, et en même temps le point d'intersection le plus remarquable des routes qui viennent de l'Asie centrale ou qui se dirigent vers elle, les différences ou les contrastes que nous avons signalés s'y résument, pour ainsi dire, aux yeux de l'observateur attentif, mais ils se manifestent dans leur plus grande généralité, aussitôt que l'on a franchi l'Indus.

Les peuples à l'ouest de ce grand fleuve se distinguent par un sentiment profond de liberté et d'indépendance, sentiment complètement étranger à la plupart des nations de l'extrême Orient. Ils possèdent en outre un grand fonds de courage relevé et soutenu par la barbarie relative de leurs mœurs. Leur pays est généralement peu cultivé : on n'y voit point, comme dans l'Hindoustan, de grandes routes ni de grandes plantations. La colonisation n'y est qu'un fait sporadique; les points qui lui sont acquis se trouvent séparés les uns des autres par de vastes pâturages où se heurtent et se croisent en tous sens les pâtres avec leurs bestiaux. Leurs physionomies sont dures, leur peau velue et brunie au soleil ; ils vivent sous l'influence des traditions patriarcales. Gouvernement, tribunaux, magistrature, lois, police et civilisation, tels que l'Hindou les a conçus, créés ou acceptés, leur sont entièrement inconnus, et cependant il y a du mouvement et de l'ordre dans cette étrange agglomération d'hommes à demi barbares.

Le ciel de ces pays est, comparativement à celui de l'Hindoustan, plus frais et plus pur; la nature s'y montre sous des formes plus pittoresques. La coupe des figures humaines se rapproche autant de la nôtre qu'elle diffère de celles des Hindous; la forme et surtout la nature des vêtemens s'éloignent de celles qui sont généralement adoptées dans l'Hindoustan. Les tissus blancs et légers cèdent ici la place

aux cotonnades de couleurs foncées et aux habillemens en cuir ou en peau de mouton. L'activité du corps et de l'esprit est, chez ces peuples, poussée aussi loin qu'au milieu des Hindous l'indolence et l'apathie. Ceux-ci trahissent à chaque instant, et dans toute leur manière d'être, les habitudes de soumission servile à la domination d'un maître; ceux-là sont libres et ne reconnaissent d'autre frein à ce sentiment de liberté qui les anime, que la force et la volonté de la masse.

La physionomie des pays n'est pas moins différente que celle de leurs habitans. A l'est de l'Indus, le terrain est égal et fertile, tandis que du côté opposé, il est plein des contrastes les plus frappans; les changemens subits de température, l'impétuosité des vents d'hiver et de printemps sont autant de phénomènes très communs du côté de l'Afghanistan, et complètement inconnus dans l'Hindoustan. Les terrasses qui constituent la surface du premier sont remplies de sinuosités, de plaines et de gradins qu'on ne trouve point dans les domaines de l'Indus et du Gange.

Cette différence se fait remarquer jusque dans les plantes des deux régions; celles de l'Afghanistan se rapprochent beaucoup plus des plantes européennes que des plantes de l'Hindoustan; le dattier, si commun dans l'Hindoustan, ne se rencontre que par bouquets clairsemés entre les monts Soliman et l'Indus, et a disparu au-delà. Le dernier dattier observé par les voyageurs qui se dirigent du Sindh sur Kandahar, s'élève solitaire à l'entrée de la célèbre passe du Bolan. Vers le haut Indus, quand on s'avance dans l'Afghanistan, le dattier ne dépasse pas Peshaver; cet arbre royal est entièrement inconnu dans l'Irân; mais, en revanche, on y rencontre une foule d'arbres européens. Les jardins de Kaboul, de Kandahar, d'Hérat, en sont remplis; les forêts de la Perse ne diffèrent en rien de celles de l'Europe. Le platane, qui orne les environs de Kashmir et tout l'Afghanistan, disparaît complètement près d'Attock sur l'Indus : c'est surtout à partir de ce point que la physionomie de l'Inde se dessine d'une manière plus prononcée; c'est à partir de là qu'on ne rencontre, à mesure qu'on s'avance vers l'est, que des plaines ensemencées avec du riz et du froment. Le panorama prend, au-delà du Djélôm, un aspect plus monotone : il embrasse un pays sillonné par une multitude de rivières, et s'inclinant par une pente douce, mais continue, du côté du Bengale et de la mer. Les Afghans égarés dans ce pays ne ressemblent point à ceux de leurs compatriotes d'en-deçà de l'Indus.

Ritter fait observer que dans l'Hindoustan même, et plus particulièrement dans le Dekkan, les habitans qui occupent la partie orientale ne ressemblent en rien à ceux qui se trouvent dans la partie occidentale. Dans le Dekkan, l'air, les saisons, les vents, rien n'est comme dans le Coromandel. Les habitans du premier pays sont pleins d'énergie et d'activité; ceux du second vivent au contraire dans la mollesse et la nullité la plus complète.

Les animaux semblent suivre aussi cette ligne de démarcation que nous avons indiquée entre l'est et l'ouest dans les rapports tant ethnographiques qu'orographiques. L'éléphant ne se trouve nulle part dans l'Asie antérieure, tandis que dans l'Inde il abonde. Du temps d'Alexandre, il paraissait parfois sur les bords de l'Indus, où on ne le trouve plus du tout. A l'est, au contraire, il pénètre jusqu'à la Chine. Le chameau est rare et s'acclimate difficilement dans l'Inde; il fait l'une des richesses et des principales ressources du pays à l'ouest de l'Indus.

Ces rapprochemens sont d'un haut intérêt, parce que leur étude, quand elle repose sur des données exactes, peut conduire à des déductions importantes pour les progrès de l'agriculture, du commerce, de la civilisation en général; mais nous devons nous borner à ces indications sommaires, qui suffisent pour apprécier le caractère spécial des pays dont le contact immédiat intéresse l'avenir de l'Inde britannique. Nous avons dû nous arrêter sur l'Afghanistan proprement dit, pour montrer quels étaient les nouveaux élémens de force et de résistance, et aussi de richesse commerciale, dont le gouvernement anglais aura à disposer désormais. Il nous reste à examiner quel est l'état actuel des nations qui habitent le bassin de l'Oxus, et au milieu desquelles la Russie, suivant l'exemple que lui a donné l'Angleterre, paraît vouloir se faire une position influente et durable, militaire et commerciale à la fois. Comme l'Angleterre, la Russie s'avance dans une route nouvelle, le glaive d'une main, le caducée de l'autre, et sur cette route l'Angleterre peut la rencontrer un jour! Le caractère qu'aura cette rencontre, les circonstances qui peuvent la hâter ou la retarder, les résultats qu'elle pourrait amener, toutes ces questions se rattachent à l'examen de la condition actuelle et des ressources de l'empire hindo-britannique considéré dans son ensemble; nous remettons cet examen à notre dernier article.

A. DE JANCIGNY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mars 1840.

Le ministère du 1er mars n'a pas encore quinze jours d'existence, il n'a pas encore eu l'occasion de dire une parole décisive, le temps de faire un acte significatif, que déjà il se trouve entouré d'ennemis, attaqué avec fureur, menacé de mort. On lui prépare, dit-on, un coup fourré dans le parlement, une chute ignominieuse; on veut venger sur lui l'étranglement silencieux du 12 mai.

Ces projets ne sont pas des chimères; le danger est réel; l'existence du cabinet est sérieusement menacée. Tout le prouve; les attaques de la presse, les propos de tous les hommes qui se mêlent de politique, la réorganisation de la réunion Jacqueminot, le langage du ministère lui-même. En proposant la loi des fonds secrets, le cabinet n'a point cherché à éluder la question, il n'a pas essayé de l'ajourner; il le pouvait à la rigueur, en demandant à la chambre un vote de *nécessité* plutôt qu'un vote de *confiance;* il ne l'a pas fait, et nous l'approuvons fort, dans son propre intérêt du moins; il est allé au-devant de la question; il l'a franchement acceptée telle qu'on veut la poser; il a formellement reconnu que son avenir dépendrait du vote de la chambre. Ainsi, dans dix jours, plus d'incertitudes: ou le cabinet du 1er mars sera accepté et soutenu par la chambre, ou le ministère se retire, en laissant à d'autres le soin de chercher s'il reste quelque chose de possible après lui. Je me trompe; il est une troisième issue, la dissolution de la chambre par le ministère du 1er mars et à son profit.

Dans cette situation, il est une chose qui nous paraît, à nous, étonnante, prodigieuse; nous voulons dire le courage et la tranquillité d'esprit et de conscience des hommes pour qui ce jeu parlementaire n'a rien d'inconnu, rien d'obscur. Ceux-là ne peuvent pas en méconnaître les dangers, ni se méprendre sur la gravité des suites irréparables qu'il peut avoir. Ils savent, comme nous, que jamais, depuis 1830, la situation n'a été plus grave, ni le péril plus réel, ni le remède plus incertain, plus hasardeux.

De 1830 à 1835, l'établissement de juillet était, il est vrai, ouvertement menacé, violemment attaqué; mais toutes les forces gouvernementales se trouvaient réunies, tous les hommes ayant quelque intelligence des conditions du pouvoir se donnaient la main. L'anarchie rugissait aux portes du parlement, du conseil, du pouvoir; mais il ne lui était pas donné de franchir l'enceinte: des défenseurs nombreux, unanimes, intelligens, dévoués, n'ont jamais manqué aux nécessités des temps; ils se préoccupaient profondément de la France, de la royauté, de notre avenir, de l'avenir de nos enfans; ils se préoccupaient aussi de leur propre gloire. Aussi tout se consolidait, tout se raffermissait à vue d'œil : le jeu des ressorts constitutionnels devenait de plus en plus régulier, et tout paraissait annoncer que nous verrions bientôt disparaître ces frottemens un peu rudes et ces légères secousses qui sont inévitables dans toute machine nouvellement réorganisée.

Où en sommes-nous aujourd'hui? L'ennemi extérieur a posé les armes; il est fatigué de ses défaites. La France pourrait être forte, calme, prospère, jouir hardiment du présent, et espérer un avenir plus brillant encore. Hélas! ce n'est là qu'une utopie, qu'un rêve. Le présent décourage; l'avenir effraie; tout le monde se demande où l'on va, ce qu'on veut, et nul ne le sait. Toute confiance a disparu; on est incertain sur toute chose, sceptique sur tous les principes, et, quant aux personnes, il n'est plus de sentiment honorable, digne, dans les rapports d'homme à homme. Il n'y a plus qu'un lien, des haines communes; qu'un gage de fidélité, les mêmes intérêts personnels : il n'y a plus qu'un moyen commun d'action, qui est de dénigrer, de calomnier, de renverser son adversaire, de prendre sa place.

Le désordre des esprits a pénétré dans l'enceinte même du pouvoir. Il n'y a pas de majorité dans la chambre, et les ministères sont culbutés par des majorités faites à la main, par des majorités *ad hoc;* elles se forment aujourd'hui et renversent un cabinet, elles ne sont plus demain : on dirait une mine qui fait explosion; on voit le terrain bouleversé, mais où est la poudre qui a produit tout ce ravage? C'est une armée d'amateurs; elle enfonce les portes d'un fort et se débande; elle reviendra à la charge lorsqu'une nouvelle garnison aura remplacé la garnison égorgée. C'est la guerre pour la guerre, sans espoir ni souci de conquête. Je le crois bien. Pour faire des conquêtes, des conquêtes sérieuses, durables, il faut une armée organisée, des intentions communes, des vues générales, des chefs reconnus de tous, un drapeau, un plan, un système; il faut tout ce que la chambre n'a pas, tout ce qu'elle pourrait, tout ce qu'elle devrait avoir, tout ce que le pays lui demande, tout ce qu'elle aura le jour où elle voudra imposer silence aux coteries et fixer les yeux sur la France.

En attendant, le gouvernement représentatif se trouve attaqué dans sa base. Une chambre n'ayant de majorité que pour renverser, n'en ayant pas une pour gouverner, une chambre qui ne serait ainsi qu'un obstacle pour toutes les améliorations que le pays attend avec une juste impatience, assumerait

sur elle une immense responsabilité morale. Que veut-on? Prouver à la France que le gouvernement représentatif est incompatible avec notre ordre social? Non : la France sait que ce gouvernement est possible, facile même, pourvu que les hommes ne se laissent pas entièrement asservir par leurs petites passions, et qu'ils ne ferment pas complaisamment les yeux sur l'intérêt général.

Ces réflexions, sévères peut-être, mais justes, s'offrent naturellement à l'esprit de tout homme impartial. Il est impossible que le pays ne s'en pénètre pas, qu'il n'y puise pas des règles pour apprécier les hommes et les choses.

Nous n'avons certes ni désiré ni approuvé la chute du 15 avril; quant au 12 mai, ce que nous désirions, c'était une réforme du cabinet qui lui donnât plus de force et un meilleur agencement de ses parties. Au lieu de se réformer, il s'est laissé surprendre et étrangler silencieusement sur une question délicate, fâcheuse, qu'il ne fallait pas soulever, ou qu'il fallait défendre vivement, noblement, de haut. Paix aux morts. Le 12 mai réformé pouvait rendre de grands services au pays; sa chute est un malheur. Mais sur qui doit en peser la responsabilité? Nous l'avons déjà dit, et c'est un fait qui n'est point contesté : il y a eu des *muets* dans tous les camps.

Ce sont donc, il faut bien le reconnaître, les conservateurs, les hommes monarchiques par excellence, les 221, nos amis, qui ont renversé le 12 mai, et qui l'ont renversé en refusant une dot à un prince français. Le ministère qui présentait la loi, sur quels suffrages devait-il compter? Sur les voix de la gauche, des légitimistes, des républicains? Nul ne le dira. Sur les amis de M. Thiers? de l'homme avec qui le 12 mai était en guerre ouverte par la rupture du centre gauche en deux fractions opposées? Il eût été peu raisonnable d'y compter. C'était essentiellement sur les voix des centres que comptait, que devait compter le ministère; ces voix, avec celles des amis de MM. Dufaure et Passy, de la plupart des doctrinaires et de quelques amis de M. Thiers, lui donnaient la majorité.

On n'est jamais renversé par les voix sur lesquelles on ne compte pas. Un ministère établi ne perd ses batailles que par la défection. Le 12 mai a trouvé dans ses rangs des Saxons. Seulement, au lieu de faire tonner leur artillerie, ils lui ont porté un coup fourré. Ils ont tué le 12 mai, mais par cela même ils ont donné naissance au cabinet de M. Thiers. Le 12 mai, en se maintenant et en se fortifiant, pouvait seul fermer au centre gauche les avenues du pouvoir. La lutte était difficile, elle n'était pas même sans quelque danger; mais le succès était possible, probable même, du moins pendant toute cette législature. La force était dans l'alliance des 221 avec une partie du centre gauche et les doctrinaires; mais le scrutin a prouvé que l'alliance était loin d'être sincère; il n'y avait pas de pensée, de direction commune. Les 221 toléraient le 12 mai; et le toléraient avec impatience et dédain. L'union apparente n'était en réalité qu'un mensonge, une comédie; faute énorme des 221, que d'avoir écouté leurs préjugés, leurs antipathies, leurs passions, au lieu de cimenter leur union avec les doctrinaires et les amis de MM. Dufaure et

Passy; faute irréparable. En politique, les occasions perdues ne se retrouvent jamais. Les faits se chargeront de prouver que nous ne nous trompons pas.

Une fois le 12 mai dissous, l'avénement de M. Thiers était tellement indiqué, tellement nécessaire, que nul n'a sérieusement imaginé un ministère sans lui. On se demandait seulement quels seraient les hommes, quelles seraient les fractions de la chambre qui contribueraient à la formation de la nouvelle administration.

Il serait inutile de rechercher ici comment on est arrivé, assez promptement du reste, au terme de la crise ministérielle, à ce cabinet du 1er mars, qu'on se propose aujourd'hui de renverser. Le renverser! Pourquoi? Pas du moins à cause de son origine. Eh quoi! on a renversé par embuscade et guet-apens le 12 mai, on a rendu par cela même l'avénement de M. Thiers indispensable, et les mêmes hommes voudraient, le jour d'après, venger sur le cabinet Thiers les coups qu'ils ont eux-mêmes portés au cabinet Soult! Et les hommes du 12 mai, encore tout meurtris de leur chute, tendraient la main à ceux qui les ont renversés, pour renverser à leur tour le seul cabinet possible aujourd'hui!

Ce n'est pas, dit-on, à cause de son origine, c'est à cause de ses tendances qu'il importe de le renverser au plustôt. Il est impossible d'accorder un vote de confiance à un ministère centre gauche s'appuyant sur la gauche, impossible aussi d'endurer les dédains, les provocations, l'outrecuidance des journaux pour la première fois ministériels. Plier vers la gauche, serait une manœuvre parlementaire aussi déshonorante pour les centres que désastreuse pour le pays. Faut-il, pour éviter une nouvelle crise ministérielle, aider M. Thiers à élever M. Barrot à la présidence de la chambre, et lui laisser le soin de préparer la dissolution dans l'intérêt du centre gauche, peut-être même de la gauche?

C'est là le résumé fidèle de tout ce qui se dit, de tout ce qui s'écrit contre le ministère du 1er mars, et pour préparer sa chute dans la discussion des fonds secrets.

Ces accusations sont très graves, et certes, si c'étaient là les vues, les projets du cabinet, s'il était vrai qu'il inspire ou qu'il avoue tout ce que ses amis disent ou écrivent, on pourrait demander un compte plus sévère encore de leur conduite politique aux hommes des centres qui ont aidé au renversement du 12 mai et rendu inévitable l'avénement de M. Thiers. Prévoyaient-ils ce qui est arrivé? Leur vote aurait été un acte de légèreté bien coupable. S'ils n'ont rien prévu de ce qui est arrivé, qu'ils renoncent donc, une fois pour toutes, à la prétention de passer pour des hommes politiques; le plus léger soupçon de l'avénement de la gauche aux affaires devait les déterminer à soutenir de toutes leurs forces le ministère du 12 mai, qui était nécessairement conservateur.

Mais tout en blâmant leur conduite, nous croyons qu'ils ont droit à plus d'indulgence. Au fait, ils n'ont jamais cru, ils ne croient pas aujourd'hui encore que M. Thiers prépare l'avénement de la gauche aux affaires, qu'il médite

de nous ramener à la constitution de 1791. Cela se dit, cela se répète, c'est là l'expression obligée de la colère des partis; mais au fond nul ne le pense: c'est un langage de convention pour dire qu'on regrette le ministère qu'on n'a pas, et qu'on déteste celui qui existe.

M. Thiers nous ramener à 1791! Il a donc oublié tous ses antécédens, le ministère du 11 octobre, et même celui du 22 février; il a donc perdu son esprit positif, son admirable bon sens, son génie gouvernemental, qui, certes, pourrait plutôt donner quelque inquiétude à la liberté que la moindre espérance à la licence! Il acceptait hier la présidence de M. de Broglie au conseil, et voudrait aujourd'hui inféoder la France aux hommes de la gauche; se faire, lui M. Thiers, l'instrument de leurs utopies, pour être bientôt après la victime de leurs exagérations! Et c'est dans ces vues qu'il a accepté pour collègues des hommes modérés, prudens, timides même, et des hommes hautement connus comme des hommes de la résistance? C'est pour évoquer de son antre le génie des révolutions, qu'il s'est associé MM. de Rémusat, Cubières, Cousin, Jaubert?

Nous ne voulons nous porter garans pour personne, dans ce temps-ci moins que jamais. La maladie du temps nous gagne aussi. Notre foi est ébranlée; nous croyons toujours à nos principes, nous croyons fort peu aux hommes, à leur sincérité, à leur désintéressement, à leur prudence. Mais dans notre réserve, nous conservons cependant assez d'impartialité, assez d'équité, pour ne pas condamner sans preuves; et avant de rejeter du giron du pouvoir un homme éminent qui a rendu de grands services au pays, qui peut en rendre encore, nous croyons qu'il faut attendre ses actes, ses déclarations officielles, et ne pas se hâter de le juger sur des propos colportés, commentés, et qui, très probablement, se dénaturent et s'enveniment en passant de bouche en bouche.

Au surplus, nous éprouvons ici le besoin d'expliquer notre pensée tout entière, et de dire comment nous concevons, dans l'intérêt du pays et de la royauté, le grand drame qui va se jouer à la chambre des députés.

C'est un fait irrécusable que, depuis le 6 septembre, M. Thiers, exclu du pouvoir, s'est trouvé tout naturellement placé plus à gauche qu'il ne l'était auparavant. Les hommes du centre gauche et de la gauche, leurs amis, leurs journaux, ont adopté avec empressement M. Thiers, bien heureux qu'ils étaient de pouvoir dire d'un aussi beau talent : Il est des nôtres! M. Thiers, qui, en homme politique, voulait, avant tout, ne pas se trouver isolé, les a laissés dire. Mais qu'a-t-il fait, qu'a-t-il dit lui-même pour qu'on puisse aujourd'hui affirmer que M. Thiers est tout juste l'opposé d'un conservateur? Il a gardé le silence, il a été aux eaux des Pyrénées, il a visité l'Italie, et commencé deux livres d'histoire. A-t-il pour cela trompé la gauche? Non, pas plus que M. Barrot n'a trompé les doctrinaires lors de la coalition. Sans être de la gauche, M. Duvergier de Hauranne était moins éloigné de M. Barrot que M. Jacques Lefèvre; sans être de la gauche, M. Thiers en est moins éloigné

que M. Martin du Nord. Le jour où une portion de la gauche, fatiguée d'une opposition sans résultat, voudrait prendre rang au nombre des partis gouvernementaux, elle le pourrait avec M. Thiers, elle ne le pourrait pas avec M. Salvandy. C'est ainsi qu'une fraction du centre gauche s'est ralliée au parti gouvernemental avec MM. Passy et Dufaure; aurait-elle suivi MM. Lacave et Cunin-Gridaine?

Ainsi les amis politiques de M. Thiers, nous voulons bien le reconnaître, sont aujourd'hui à gauche et au centre gauche : sa force parlementaire est là. Certes, le langage des 221 et de leurs journaux ne peut pas lui laisser le moindre doute à cet égard. Ils ne sont occupés qu'à lui prouver qu'il a planté son drapeau au milieu de la gauche, qu'il est condamné à l'y laisser, qu'il n'y a pour lui dans les centres ni confiance ni affection, qu'il n'a rien à espérer d'eux, qu'eux n'espèrent rien de lui.

Tels sont les antécédens, les dispositions des partis. Et cependant que disent à M. Thiers les conservateurs modérés, impartiaux, et ceux qui voudraient passer pour tels? — Rien n'est plus facile au cabinet que de se maintenir; il n'a qu'à planter son drapeau parmi nous, qu'à faire à la tribune des déclarations officielles qui le séparent à tout jamais de la gauche. A ces conditions il vivra, nous lui apporterons la majorité. — Eh! non, quoi qu'il dise à la tribune, vous ne lui apporterez pas la majorité, d'abord parce que vous, 221, vous ne l'avez pas, en second lieu parce que si vous l'aviez, ce n'est pas à lui que vous l'apporteriez, et vous auriez raison; il y aurait niaiserie à ne pas la donner à vos chefs naturels.

On parle de majorité, tandis que pour renverser le 12 mai on a dû recourir à une coalition tacite dix fois plus étrange que la coalition formelle de l'an dernier. On parle de majorité, et quand on a convoqué le ban et l'arrière-ban, on est loin d'atteindre le chiffre de 200. Répétons-le, il importe de l'apprendre à la France: il n'y a pas de majorité dans la chambre, il n'y en a pour personne; aucune des grandes fractions de la chambre ne s'y trouve en majorité.

Les circonstances, et surtout les préjugés, les haines, ont bien servi les doctrinaires. Séparés de la gauche par leurs opinions, et des 221 un peu par leurs opinions et beaucoup plus par l'antipathie qu'on s'est plu à leur témoigner, ils se trouvent ainsi, en guise de bataillon volant, placés entre les deux corps d'armée, et maîtres, s'ils restent unis, de la majorité dans toutes les grandes questions.

Cela étant, quel conseil donnent à M. Thiers les conservateurs? « Quittez vos amis, quittez-les solennellement, brusquement, avec éclat, et venez à nous, seul, désarmé, comme un humble varlet; nous daignerons ouvrir nos rangs; nous vous promettons une majorité que nous n'avons pas, et que, certes, nous ne mettrions pas à votre service, si elle était en notre pouvoir. »

Cela n'est pas sérieux, ce n'est qu'une comédie mal jouée. On veut à tout prix préparer la chute du ministère, amener une nouvelle crise, une crise

dangereuse, imprudente, mais sans en encourir la responsabilité morale. On veut pouvoir dire : La faute en est à M. Thiers, qui n'a pas suivi nos conseils.

Quels conseils ! Refuse-t-il les déclarations qu'on se propose de lui demander, cherche-t-il à éluder les difficultés, à glisser entre les écueils : on criera à l'homme de la gauche, à l'envahissement de la gauche, au triomphe de la gauche; et réveillant chez les doctrinaires les souvenirs des uns, les passions des autres, on parviendra à former une majorité telle quelle contre le ministère. M. Thiers se prête-t-il aux désirs des centres : brouillé avec ses amis, on l'acceptera peut-être un moment avec défiance, en vainqueurs; à l'aide des doctrinaires, on lui prêtera pendant quelque temps une majorité dédaigneuse, on l'abandonnera ensuite avec éclat.

De deux choses l'une : veut-on amener demain une nouvelle crise ministérielle? Rien n'est plus facile. Que le cabinet du 12 mai tende la main à la réunion Jacqueminot, et le ministère est renversé, pour peu que MM. Dufaure, Passy et Duchâtel puissent mener à l'assaut un certain nombre de leurs amis.

S'alarme-t-on, au contraire, de ces crises réitérées et du désordre qu'elles mettent dans tous les rouages de l'administration publique? Il n'est qu'un moyen sûr et honorable de les éviter. C'est de ne pas faire de la tribune un confessionnal. Qu'importent à la France les opinions intimes, les tendances instinctives de tel ou tel homme? Ce qui lui importe, ce sont les actes ministériels, ce sont les faits du gouvernement. M. Thiers abandonnerait-il par ses actes les saines traditions du pouvoir, chercherait-il à affaiblir les garanties données à nos institutions et à l'ordre public? Qu'on n'hésite pas alors à lui refuser tout concours; nous applaudirons les premiers. Jusque-là toute tentative de renversement, tout moyen imaginé pour l'embarrasser et le faire tomber n'est qu'une témérité, et peut-être une folie.

Deux partis paraissent s'être donné le mot pour faire de M. Thiers un homme exclusif, passionné, extrême. Le bon sens nous dit que M. Thiers ne se prêtera à aucune de ces impérieuses alternatives. Il laissera dire, il laissera faire, convaincu qu'au moment décisif tous les amis de l'ordre reculeront devant les conséquences d'un vote imprudent, et qu'en tout cas mieux vaut tomber en conservant son bon sens et toute sa valeur personnelle, que de se rabaisser en se mettant à la suite d'une opinion exagérée, quelle qu'elle soit. Nous parlons d'exagération, parce que la polémique de nos jours rappelle malheureusement, par son acrimonie, ses violences et ses injustices, ces époques fatales où il n'y avait plus d'asile nulle part pour la modération et le bon sens. Spectacle d'autant plus affligeant que s'il y a du calcul partout, il n'y a, au fond, nulle part une passion vraie, une conviction profonde. Que resterait-il de toutes ces luttes si les intérêts personnels et les vanités ne se mêlaient pas au débat? Et cependant ces luttes, qu'aucune pensée élevée n'anime et dont l'intérêt général n'est que le prétexte, ces luttes ont déjà coûté fort cher au pays, et probablement lui coûteront encore davantage.

En effet, supposons que les espérances des adversaires de M. Thiers se

réalisent, que la question de cabinet, posée à l'occasion des fonds secrets, se trouve décidée dans l'urne parlementaire contre le ministère, qu'arrivera-t-il? Il vaut la peine de parcourir les diverses hypothèses; il n'en est pas une seule qui ne soit un péril pour la France.

Repoussé par la chambre avant d'avoir rien fait, condamné *à priori* par une opposition systématique, le cabinet ne s'écartera nullement des règles du gouvernement représentatif, en demandant à la couronne la dissolution de la chambre, et en insistant respectueusement pour l'obtenir. Que pourra-t-on lui opposer? que, composé d'hommes nouveaux, inconnus, le cabinet trouverait dans le pays les mêmes résistances qu'il trouve dans la chambre, la même répugnance à lui livrer la conduite des affaires? Non; M. Thiers a été long-temps ministre, il a déjà été le chef d'un cabinet; il a été un des principaux membres de ce ministère glorieux qui a pris Anvers, désarmé la Vendée et réprimé l'insurrection à Paris, à Lyon; il a, dans les temps les plus difficiles, dirigé la police du royaume comme ministre de l'intérieur, déployé la plus grande énergie, payé de sa personne. Non, le pays connaît M. Thiers et le cabinet du 1er mars. La question entre lui et la chambre se trouvera donc nettement, clairement posée devant le pays. Ce n'est pas entre le connu et l'inconnu, mais entre une chambre et un ministère également bien connus que le pays serait appelé à décider. Comment refuser cette épreuve au cabinet qu'on a choisi hier après une crise ministérielle des plus courtes, à un cabinet qui n'a rien fait encore, et que la chambre condamne par préjugé, *à priori*?

La dissolution est-elle accordée? Qu'on en pèse les conséquences. M. Thiers lui-même pourrait-il retenir les électeurs dans la ligne de modération et de sagesse dont sans doute il ne voudrait pas les voir s'écarter? Il est permis d'en douter. Qu'a fait la chambre, qu'a fait le parti conservateur pour ne pas redouter l'épreuve électorale? Il y a bientôt deux ans que le pays attend en vain de la législature les mesures les plus urgentes, les lois les plus utiles, et qu'il n'obtient que des débats parlementaires et des crises ministérielles. Le ministère pourrait-il décemment seconder la réélection des hommes qui l'auront condamné avant d'attendre ses actes? Pourrait-il combattre l'élection de leurs adversaires? Quand on dira aux électeurs que cette chambre était impuissante, qu'il n'y avait pas en elle de majorité possible, qu'elle n'était propre qu'à tout empêcher, seront-ce là de pures calomnies, des accusations faciles à repousser? Quand on leur dira qu'après avoir amené la crise, on a, par une bizarre contradiction, voulu, le jour d'après, en détruire les résultats, que penseront les électeurs? Et une fois l'impulsion donnée contre les 221, où s'arrêtera-t-elle? où s'arrêtera-t-elle dans un pays comme le nôtre?

Ces considérations graves, très graves, déterminent-elles à refuser au ministère l'ordonnance de dissolution, à ne pas lui accorder une fois ce qu'on a accordé deux fois au 15 avril? Nous serions loin de blâmer ce refus; mais ici encore il importe de peser les conséquences.

Il faut alors un nouveau ministère. Lequel? Un amalgame quelconque du

12 mai avec le 15 avril. C'est la seule combinaison qui offre les apparences de la vitalité. Elle ne serait cependant pas viable. Où serait sa majorité? Comment la former? A l'aide des amis de MM. Dufaure et Passy et des doctrinaires? Base trop fragile, si ces fractions de la chambre n'obtenaient pas dans les affaires une part disproportionnée à leur nombre! Base plus fragile encore si elles l'obtenaient, car on perdrait, dans les centres, plus de boules qu'on n'en gagnerait de l'autre côté, et des boules qui tuent à bout portant, coûte que coûte : témoin le rejet de la dotation.

Ce serait une pure illusion que celle d'un ministère succédant au cabinet du 1er mars et se flattant de pouvoir gouverner avec la chambre actuelle. Aussi est-il juste d'ajouter qu'il n'est pas un seul des hommes politiques que cette combinaison pourrait appeler aux affaires qui le pense sérieusement. Ils sont trop éclairés, trop habiles, trop versés dans le maniement des affaires publiques et dans les combinaisons parlementaires, pour qu'il leur reste à cet égard le moindre doute. Ils savent et ils ne cachent pas que la première mesure à prendre, ce serait la dissolution de la chambre.

Ce qu'on dit moins, ce qu'on ne peut cependant pas ignorer, c'est que la dissolution ne serait prononcée qu'après l'avoir refusée à M. Thiers, qu'après l'avoir contraint à se lier de plus en plus avec la gauche, qu'après lui avoir donné aux yeux du pays un nouveau relief, qu'après avoir fourni à ses amis des armes bien dangereuses, et dont il est plus facile de désirer que d'espérer que par sagesse et par patriotisme ils ne voudront pas faire usage.

Quelle lutte! quels combats! quelle agitation! Et cela dans un moment où tous les besoins matériels du pays n'ont pu encore être satisfaits, et où les vicissitudes ministérielles et parlementaires ont enlevé au pouvoir une si grande partie de sa force, de son influence, de son crédit!

Ceux qui peuvent de sang-froid arrêter leurs regards sur une pareille situation sont doués, nous nous empressons de le reconnaître, d'un courage auquel nous ne saurions atteindre. Ils aiment, eux, les grosses aventures; nous, nous aimons les sages résolutions; ils préfèrent à toutes choses le triomphe de leur parti; nous, nous préférons le maintien de nos principes. Or, certes, rien ne serait plus propre à les compromettre et à nous jeter dans un avenir pour le moins fort incertain, que des mesures téméraires, une lutte poussée jusqu'aux dernières extrémités entre les deux grandes fractions de la chambre. Le calme des esprits est si trompeur dans notre pays! et c'est avec une si grande rapidité que la chute de la moindre pierre y produit une avalanche!

L'erreur capitale serait de se persuader qu'il ne peut être question dans la crise qu'on prépare que d'un changement de ministère, qu'il ne s'agit que de ramener aux affaires un parti politique offrant à nos principes, à nos idées, plus de garanties. Certes nous pourrions applaudir à un pareil résultat. Nous n'avons pas abandonné nos principes, nos tendances restent les mêmes. Nous avons toujours déploré les circonstances politiques qui ont éloigné M. Thiers des centres pour le rapprocher de la gauche. Les tendances, les idées, la capa-

cité gouvernementale de la gauche, sont loin de nous rassurer. Si nous comptons sur la sagesse politique de M. Thiers et du cabinet actuel, ce n'est pas *parce que*, mais *quoique*. Nous espérons que tout en laissant aux hommes et aux journaux de la gauche cette intempérance de paroles qu'il lui est impossible de réfréner, et dont il ne faut ni trop s'irriter ni trop s'alarmer, le cabinet du 1er mars ne songe nullement à jeter le trouble dans nos institutions et à tenter des expériences insensées. Au surplus, si nous croyons qu'il serait téméraire de le renverser avant de l'avoir mis à l'épreuve, nous ne demandons pas non plus pour lui une confiance aveugle, un concours illimité. Un homme éminent a résumé le rôle du parti conservateur à l'égard du ministère en deux mots qui nous paraissent parfaitement justes : il faut le *soutenir* et le *contenir*. C'est dire que le parti conservateur doit à la fois *appuyer* et *observer* le ministère; lui prêter son concours en connaissance de cause pour toutes les mesures conformes aux principes et à l'esprit de notre gouvernement, le lui refuser le jour où il deviendrait manifeste qu'il prétend dévier de ces principes, et qu'il est, comme on dit, à la remorque de la gauche. Mais serait-il juste, sage, prudent de tenir ce fait pour établi avant d'en avoir eu la moindre preuve, et par cela seul que les journaux de la gauche ont battu des mains à l'avènement? C'était habile à eux : la preuve en est la colère qu'ils ont excitée chez les conservateurs, et qui, si elle devait produire tous les résultats qu'on en attend, aurait pour résultat nécessaire de faire de plus en plus de M. Thiers et de ses amis des hommes de la gauche. Est-ce à nous de seconder la tactique de la gauche et de lui amener, bon gré, mal gré, par nos emportemens, nos injures, nos dédains, un renfort si puissant, un chef si éminent?

Le rôle que le parti conservateur doit jouer dans la chambre est un rôle difficile, et plus difficile que brillant, nous n'en disconvenons point. — Il est plus simple, plus hardi, plus décisif de monter à l'assaut et de renverser un ministère.— Là est la question. Que ce fût là le parti le plus décisif, le plus hardi, nul ne le conteste; que ce fût en même temps le plus simple, nous sommes loin, très loin d'en convenir. Pour nous, la conséquence inévitable de ces hardiesses est la dissolution très prochaine, immédiate peut-être de la chambre. Un seul doute peut rester dans notre esprit : cette dissolution, par qui et au profit de qui sera-t-elle faite? Qu'on réponde comme on voudra, à nos yeux le péril est toujours immense, plus encore redoutable peut-être, si la dissolution est faite contre M. Thiers que si elle était faite pour lui. Faite contre lui, il doit nécessairement abandonner les élections à toutes les influences irrégulières et désordonnées qui viendront se mettre à son service; faite pour lui, nous ne croyons pas que M. Thiers, disposant des influences gouvernementales, voulût, de gaieté de cœur, travailler à devenir l'instrument servile d'un parti qui, arrivant en majorité à la chambre, le briserait sans façon le jour où il résisterait à la moindre de ses prétentions. Sans doute plusieurs des membres de la chambre pourraient ne pas être réélus; le gouvernement n'appuie-

rait pas leur réélection, mais il travaillerait, nous le croyons, à les faire remplacer par des hommes modérés.

Quoi qu'il en soit, nous repoussons de toutes nos forces l'idée de la dissolution, de quelque côté qu'elle viennne. Nous n'applaudirons jamais à ceux qui voudraient jouer l'avenir du pays sur un coup de dés. Or la dissolution ne peut être évitée qu'en soutenant le ministère et en s'appliquant à le contenir, sans rancune, sans dédain, dans les limites que M. Thiers lui-même a posées dans les ministères du 11 octobre et du 22 février.

La *réunion constitutionnelle* a été convoquée hier sous la présidence de M. de Nogaret, pour procéder à la désignation de ceux de ses membres qu'elle désirerait faire entrer dans la commission des fonds secrets. Si nous sommes bien informés, l'assemblée était calme, grave, presque morne. Nous le croyons sans peine. Il est impossible que des hommes d'ordre et de gouvernement ne se sentent pas profondément pénétrés de la gravité des circontances; pourraient-ils méconnaître l'immense responsabilité qui s'attache dans ce moment à toute mesure décisive? S'il ne leur est pas donné de ressaisir les rênes du gouvernement, ils peuvent rendre tout gouvernement impossible : ils ne peuvent pas édifier, il leur est facile de renverser. C'est à eux de sonder leurs cœurs, et de juger s'il appartient au parti conservateur de précipiter une nouvelle crise avant d'avoir acquis la preuve irrécusable de l'incompatibilité du nouveau cabinet avec les principes d'ordre et de stabilité dont ils sont les défenseurs naturels et dévoués.

Les affaires extérieures n'ont rien offert de remarquable dans cette quinzaine. Et d'ailleurs, qui se donne la peine d'y regarder? Y a-t-il d'autres questions à l'ordre du jour que celle de savoir si le nouveau cabinet obtiendra les fonds secrets sans amendement?

La question d'Orient n'a présenté aucun incident nouveau. L'Angleterre est toujours fort jalouse, fort inquiète de l'accroissement et de la consolidation de la puissance égyptienne. L'Angleterre ne voit que l'Inde. C'est pour elle une question de vie et de mort. Le pacha, de son côté, arme, se fortifie et ne renoncera pas à des conquêtes, qui ont été le travail et le but de toute sa vie. Et la France pourrait-elle sans déshonneur livrer le pacha aux colères calculées de la Grande-Bretagne? Telle est la question dans toute sa gravité. Nous ne désespérons pas cependant d'un arrangement amiable.

D'un côté, l'Angleterre a trop d'affaires sur les bras pour vouloir pousser les choses trop loin; de l'autre, ce qu'il faut à l'Angleterre, ce n'est pas un territoire, une souveraineté en Égypte et en Syrie, mais des sûretés, des garanties pour la libre communication avec l'Inde.

Il doit suffire que les portes, dont le souverain de l'Égypte tient les clés, ne puissent jamais être fermées à l'Angleterre. La diplomatie ne trouvera-t-elle pas un moyen de concilier dans une juste mesure les droits de Méhémet-Ali

avec les intérêts légitimes de l'Angleterre et de toutes les puissances commerçantes de l'Europe?

La vigueur que le gouvernement de Madrid a déployée paraît avoir produit des effets salutaires. Il a intimidé la minorité et rassuré la grande majorité des cortès et du pays. C'est là le grand secret des révolutions qui ne veulent pas dépasser leurs justes limites. Les révolutions accomplies, comme celles de l'Espagne, ne périssent que par de nouvelles révolutions qu'une minorité exaltée veut greffer sur la première révolution, au mépris du vœu national, et en opprimant la majorité.

La rupture de l'Angleterre avec la Chine ne manque pas de gravité. C'est une expédition dans toute la force du mot, une expédition longue et coûteuse que l'Angleterre se croit obligée d'entreprendre contre le céleste empire. Nous sommes loin de blâmer cette mesure énergique. L'Angleterre veut que le nom et le pavillon anglais soient partout honorés et respectés; c'est bien. Seulement il serait équitable, lorsqu'on attaque la Chine par cela seul qu'elle ne veut pas recevoir l'opium des Anglais, de ne pas trouver à redire sur les expéditions que la France a dû diriger contre ceux des états américains qui, au mépris du droit des gens, s'étaient permis, au préjudice du commerce français et de nos compatriotes, les faits les plus condamnables et des violences de sauvages.

La reprise de *Chatterton* au Théâtre-Français a été l'occasion d'un beau triomphe pour M. Alfred de Vigny. Ce drame si élevé et si pathétique ne pouvait manquer d'être accueilli avec une faveur unanime. Tous ceux qui s'intéressent aux œuvres vraiment littéraires féliciteront le Théâtre-Français de cette tentative, à laquelle il donnera suite, il faut l'espérer. Il est à désirer aussi que M. Alfred de Vigny ne se contente pas du succès d'une reprise. Nous n'avons jamais regretté plus vivement son silence qu'après avoir entendu *Chatterton*.

Correspondance du comte Capodistrias, président de la Grèce, recueillie par les soins de ses frères, et publiée par M. Bétant, l'un de ses secrétaires (1). — Cette publication importante et depuis long-temps désirée rappellera l'attention sur une des figures politiques les plus considérables et les plus intéressantes dont la destinée à la fin s'est dérobée comme dans un sanglant nuage. Né à Corfou, dans ce berceau d'Ulysse, Capodistrias témoigna de bonne heure les qualités de finesse et d'habileté unies à un patriotisme sincère. Ayant dû quitter cette patrie mobile qui ne s'appartenait plus, il passa au

(1) Quatre vol. in-8°. Genève et Paris, Cherbuliez.

service de la Russie et s'acquit la confiance d'Alexandre. Nul mieux que lui n'entra dans les intentions de ce monarque, aux heures de politique généreuse; la France lui dut, en 1815, plus d'un bon office, dont Louis XVIII et le duc de Richelieu ont emporté le souvenir. Détaché de la Russie lors du soulèvement de la Grèce, et bientôt porté à la présidence de cette nation à peine émancipée, il eut à lutter contre des difficultés de tout genre, et les plus nobles intentions ne le sauvèrent pas. Il tomba en octobre 1831, sous le poignard. La publication actuelle est tout-à-fait propre à éclaircir les idées sur son administration, sur la ligne qu'il voulut suivre, les efforts qu'il prodigua, et à répondre aux calomnies qui ne lui furent pas épargnées. Une notice biographique, due à la plume affectueuse et éloquente de M. de Stourdza, nous le montre tel qu'il est resté au cœur de ceux qui l'ont aimé. Nous ne faisons qu'annoncer aujourd'hui cet ouvrage, qui, contrôlé par d'autres écrits, deviendra pour quelqu'un d'entre nous, nous l'espérons, l'occasion et le texte d'une étude plus approfondie et d'un portrait de l'homme d'état même.

Les Récits des temps mérovingiens (1), de M. Augustin Thierry, ont paru il y a quelques jours. C'est le premier ouvrage suivi et étendu que l'illustre écrivain ait publié depuis ce déplorable accident qui, selon le mot de M. de Châteaubriand, l'a assimilé à Milton et à Homère. On retrouve dans ce livre toutes les éminentes qualités de l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre,* avec les perfections nouvelles d'un génie mûri encore et maintenant dans toute sa plénitude. Nos lecteurs sont initiés d'avance à ces tableaux des temps barbares où les mœurs du VIe siècle se trouvent reproduites avec un art si simple à la fois et si admirable. Les *Récits des temps mérovingiens* sont précédés d'une vaste introduction qui est, à elle seule, un livre. Ces considérations, tout-à-fait neuves et pleines de sagacité et d'élévation, embrassent le développement des systèmes historiques, depuis le XVIe siècle jusqu'à nos jours. C'est un morceau tout-à-fait capital. Nous reviendrons bientôt, et avec détails, sur les *Récits des temps mérovingiens.*

(1) Deux vol. in-8°, chez Just Tessier, quai des Augustins, 37.

V. de Mars.

TABLE

DES MATIÈRES DU VINGT-UNIÈME VOLUME.

(QUATRIÈME SÉRIE.)

CHARLES DE RÉMUSAT. — Vie, Correspondance et Écrits de Washington, précédés d'une Introduction, de M. Guizot. 5

GEORGE SAND. — Pauline. — Dernière partie. 29

ED. THOUVENEL. — Constantinople sous Abdul-Medjid. 68

A. D. DE JANCIGNY. — État actuel des Indes anglaises. — I. Affaires de l'Afghanistan. — Expédition anglaise au-delà de l'Indus. — Première partie. 90

ALF. DE MUSSET. — Silvia. 127

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE — Histoire politique. 137

L. REYBAUD. — Histoire et Colonisation de la Nouvelle-Zélande. 145

SAINTE-BEUVE. — Écrivains critiques et moralistes de la France. — VI. La Rochefoucauld. 184

LERMINIER. — *Histoire parlementaire de la Révolution française*, de MM. Buchez et Roux. 206

F. MERCEY. — La République d'Amalfi. — Première partie. 231

AMÉDÉE THIERRY. — De la Politique romaine envers les peuples conquis. 253

AUGUSTE BARBIER. — Érostrate au temple d'Éphèse. 285

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 293

X. MARMIER. — De la Presse périodique dans les trois royaumes scandinaves. 301

DESSALLES-RÉGIS. — Poètes et Romanciers modernes de la France. — XXXIV. Hégésippe Moreau. 319

F. MERCEY. — La République d'Amalfi. — Dernière partie. 339

ROSSI. — *Histoire de Louis XVI*, de M. Droz. 367
VICTOR COUSIN. — Kant et sa philosophie. 382
. . . . . — Lettres politiques. — La Chambre et le Ministère. 415
REVUE LITTÉRAIRE. 423
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 436

CH. LABITTE. — Poètes et Romanciers modernes de la France. — XXXV. Népomucène Lemercier. 445
PH. CHASLES. — Revue littéraire de la Grande-Bretagne. 489
FERRARI. — De la Littérature populaire en Italie. — II. Naples, Milan, Bologne. 505
SAINTE-BEUVE. — Écrivains critiques et Historiens littéraires de la France. — VIII. J.-J. Ampère. 532
A. D. DE JANCIGNY. — État actuel des Indes anglaises. — II. Système fluvial de l'Indus. — Sindh. 550
GEORGE SAND. — Le Théâtre-Italien et Mlle Pauline Garcia. 580
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 591

F. LECLERC. — Le Texas et sa Révolution. — Première partie. 605
VICTOR COUSIN. — Santa-Rosa. 640
SAINTE-BEUVE. — Dix ans après en Littérature. 689
GUSTAVE PLANCHE. — *Nouvelles Satires* de M. Auguste Barbier. 703
X. MARMIER. — Revue littéraire de l'Allemagne. 712
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 728
CHRONIQUE LITTÉRAIRE. — Le Théâtre, l'Académie, Livres nouveaux. 732

LOUIS DE VIEL-CASTEL. — Moreto. 749
. . . . — Lettres à un Américain sur l'État des Sciences en France. — I. L'Institut. 779
F. MERCEY. — Le Théâtre en Italie. — I. Stentarello. 808
GEORGE SAND. — Les Mississipiens, proverbe. — Prologue. 829
A. D. DE JANCIGNY. — État actuel des Indes anglaises. — III. L'Afghanistan. — Mœurs des Afghans. 857
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 886

FIN DE LA TABLE.